

**MESSAGE N° 277
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi
d'application du code pénal (LACP)**

29 août 2006

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi relatif à la révision totale de la loi d'application du code pénal et à l'adaptation de la législation cantonale aux nouvelles dispositions du code pénal suisse.

1. NÉCESSITÉ ET DÉROULEMENT DU PROJET

1.1 La réforme du droit pénal fédéral

Le code pénal actuel est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1942. Depuis lors, il n'a subi que peu de modifications. Outre la révision de 1950, la révision la plus importante a été celle de 1971, qui a notamment introduit de nouvelles formes d'exécution des peines, telles la semi-liberté et la semi-détention et qui a étendu le sursis à l'exécution de peines jusqu'à 18 mois. Toutefois, la nécessité d'une révision totale de la partie générale, tenant compte des découvertes récentes en matière de politique criminelle et de lutte contre la criminalité, mais aussi de besoins nouveaux, notamment en matière de protection de la collectivité, s'est fait sentir et c'est en 1983, sous diverses impulsions, notamment de nombreuses interventions parlementaires et requêtes extraparlimentaires, ainsi que de trois initiatives cantonales, que le Conseil fédéral a pris la décision de procéder à une révision totale de la partie générale du code pénal, qui contient les principes généraux du droit pénal.

En 1983, le Département fédéral de justice et police (DFJP) a chargé le Professeur Hans Schultz d'examiner la nécessité de réviser les dispositions générales du code pénal (Livre premier), ainsi que les prescriptions relatives à l'entrée en vigueur et l'application (Livre troisième). Deux ans plus tard, le Professeur Schultz a présenté un avant-projet accompagné d'un rapport explicatif. Un mandat analogue concernant le droit pénal des mineurs été confié en 1985 au professeur Martin Stettler (Genève), qui a présenté son rapport au printemps 1986. En 1987, le DFJP a institué une commission d'experts qui, à son tour, a reçu mandat d'examiner la nécessité d'une révision des Livres premier et troisième du code pénal, y compris le droit pénal des mineurs. En 1993, le DFJP a procédé à une large consultation de l'avant-projet. L'accueil fut globalement positif, mais assorti de nombreuses critiques dont une, essentielle, a porté sur la sauvegarde de la sécurité publique. En 1995, le Conseil fédéral chargea le DFJP de remanier les avant-projets en tenant compte des avis exprimés. Dans son message du 21.09.1998¹, le Conseil fédéral a saisi les Chambres fédérales de trois projets de loi: un projet de loi modifiant le code pénal suisse, un projet de loi modifiant le code pénal militaire et un projet de loi régissant la condition pénale des mineurs (droit pénal des mineurs).

A l'issue de la procédure législative, le projet a été accepté et la loi modifiant le code pénal suisse adoptée le

13 décembre 2002. Par la suite, des voix se sont toutefois élevées, principalement dans les milieux de la poursuite pénale et de l'exécution des peines et des mesures, pour critiquer certaines dispositions du code pénal révisé et pour exiger qu'elles soient modifiées. Afin de pallier ces lacunes évidentes, le Conseil fédéral a soumis le 29 juin 2005 aux Chambres fédérales un nouveau message portant modification du code pénal dans sa version du 13 décembre 2002. Ce projet de loi a été adopté par les Chambres fédérales le 24 mars 2006. La partie générale du code pénal ainsi révisée entrera finalement en vigueur le 1^{er} janvier 2007, en même temps que les nouvelles dispositions du code pénal militaire ainsi que la nouvelle loi régissant la condition pénale des mineurs.²

A la suite de l'acceptation par le peuple de l'initiative sur l'internement à vie des délinquants jugés très dangereux (art. 123a de la Constitution fédérale), il était prévu d'intégrer les dispositions d'exécution y relatives dans le même projet. Compte tenu des difficultés juridiques et politiques liées à la mise en œuvre de cette disposition constitutionnelle, le Conseil fédéral a cependant décidé de faire entrer en vigueur la partie générale du code pénal, sans tenir compte pour le moment de l'internement à vie. Le projet de loi relatif à l'internement à vie est actuellement en examen auprès des Chambres fédérales.

1.2 La loi fédérale du 13.12.2002³ modifiant le code pénal suisse (ci-après: nCP)

1.2.1 Généralités

Il convient de rappeler que la révision du code pénal dont il est question ici porte sur la partie générale (Livre premier), qui contient les règles applicables à toutes les infractions (principes généraux, champ d'application, règles de prescription, types de sanctions, etc.) ainsi que sur les prescriptions relatives à l'entrée en vigueur et l'application (Livre troisième). La partie spéciale du code pénal (Livre deuxième), qui contient la liste des infractions ainsi que les sanctions y relatives, reste pratiquement inchangée.

La révision du code pénal a principalement pour objets la réorganisation du système des sanctions, la refonte du système des mesures (internement, etc.) dans le but de renforcer la protection de la collectivité, la fixation de règles fondamentales en matière d'exécution des peines, enfin la séparation du droit pénal des mineurs de celui des adultes. Les principales nouveautés dans la partie générale du code pénal sont:

- le remplacement des peines privatives de liberté n'excédant pas six mois, par un système de jours-amende, ou par un travail d'intérêt général;
- l'abandon de la distinction entre arrêts, emprisonnement et réclusion (dorénavant, on ne parlera que de «peine privative de liberté», indépendamment de la durée de celle-ci);
- l'abandon de la peine d'arrêts, l'amende restant ainsi la seule sanction possible en matière de contraventions;

¹ Message 98.038 concernant la modification du code pénal suisse (dispositions générales, entrée en vigueur et application du code pénal) et du code pénal militaire ainsi qu'une loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs, du 21 septembre 1998, *Feuille fédérale* 1999, p. 1787 ss, ci-après: Message du Conseil fédéral

² L'adaptation de la législation cantonale à cette nouvelle loi fédérale sur la condition pénale des mineurs fait l'objet d'un projet de loi séparé, soumis au Grand Conseil en même temps que le présent projet.

³ Y compris les modifications subséquentes adoptées le 24.03.2006 par les Chambres fédérales.

- le nouveau régime des mesures pénales (internement, traitement thérapeutique, etc.);
- l’extension du sursis aux peines allant jusqu’à 24 mois, l’introduction du sursis partiel et la possibilité d’accorder le sursis pour les peines pécuniaires et pour le travail d’intérêt général;
- l’introduction de la responsabilité pénale de l’entreprise;
- la possibilité de renoncer à la poursuite pénale lorsque la culpabilité de l’auteur et les conséquences de son acte sont peu importantes.

1.2.2 Le nouveau système des sanctions pénales

Le nouveau système des sanctions pénales constitue le point fort de la révision. Il comporte principalement les éléments suivants:

1. Introduction de la peine pécuniaire et du travail d’intérêt général (TIG) comme nouvelles formes de sanctions pénales
2. Extension du sursis et introduction du sursis partiel
3. Nouvelle répartition des compétences pour les décisions après jugement
4. Révision du système des mesures pénales
5. Modification du système des contraventions (notamment: abandon de la peine d’arrêts)

Remplacement des courtes peines privatives de liberté par la peine pécuniaire et le travail d’intérêt général

Le remplacement des courtes peines privatives de liberté (peines de moins de six mois) par une peine pécuniaire ou le travail d’intérêt général constitue l’un des objectifs principaux du nouveau système des sanctions. En effet, ces courtes peines constituent en règle générale plutôt un obstacle à la réinsertion de l’auteur et sont de surcroît coûteuses. Pour les courtes peines, le nouveau code pénal érige dès lors en peines principales la peine pécuniaire et le travail d’intérêt général. La peine privative de liberté ferme de moins de six mois n’aura ainsi plus qu’un caractère subsidiaire et ne pourra être prononcée que «s’il y a lieu d’admettre que ni une peine pécuniaire ni un travail d’intérêt général ne peuvent être exécutés» (art. 41 nCP). Elle pourra en outre être prononcée par conversion d’une peine pécuniaire impayée ou en raison de la non-exécution d’un travail d’intérêt général.

- La peine pécuniaire est calculée sur la base d’un système de jours-amende. Selon l’article 34 al. 1 nCP, la peine pécuniaire ne peut en principe pas excéder 360 jours-amende. Le juge fixe d’abord leur nombre en fonction de la culpabilité de l’auteur. Il en fixe ensuite le montant selon la situation personnelle et économique de l’auteur au moment du jugement. Le jour-amende est de 3000 francs au plus. Ainsi, la peine pécuniaire peut-elle s’élever à 1 080 000 francs au maximum (3000 x 360).
- Le travail d’intérêt général, qui n’est jusqu’à présent qu’une modalité d’exécution de la peine, devient une peine à part entière, prononcée par le juge, et son application est étendue à 720 heures (360 actuellement). Il s’agit toutefois d’une peine subsidiaire, mais qui doit être préférée à la peine privative de liberté, si certaines conditions, notamment l’accord de l’auteur, sont réunies: «A la place d’une peine privative de li-

berté de moins de six mois ou d’une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus, le juge peut ordonner, avec l’accord de l’auteur, un travail d’intérêt général de 720 heures au plus» (art. 37 al. 1 nCP).

Extension du sursis et introduction du sursis partiel

En cas de crime ou de délit, une peine privative de liberté d’une durée de six à vingt-quatre mois (actuellement: jusqu’à 18 mois) pourra être assortie du sursis. Cela signifie, a contrario, qu’une peine privative de liberté d’une durée inférieure à six mois ne pourra être assortie du sursis; il s’agit là d’une conséquence du nouveau système qui veut que les peines privatives de liberté d’une durée inférieure à six mois ne soient prononcées que dans les conditions restrictives de l’article 41 nCP, en tant qu’*ultima ratio*. De plus, le sursis tel qu’il pourra être prononcé sera possible pour tous les types de peines, dès lors également pour les peines pécuniaires et le travail d’intérêt général.

En outre, le code pénal modifié introduit le système du sursis partiel pour des peines privatives de liberté d’une durée de douze à trente-six mois, ainsi que pour les peines pécuniaires et le travail d’intérêt général (art. 43 nCP).

Nouvelle répartition des compétences pour les décisions après jugement

Le code pénal modifié entend clarifier les compétences respectives du juge ou du tribunal et des autorités d’exécution pour les décisions à rendre subséquemment à l’entrée en force du jugement pénal (p. ex.: conversion d’une peine pécuniaire en peine privative de liberté, réintégration du condamné libéré conditionnellement, prolongation du délai d’épreuve ...). Selon le droit actuel, ces décisions incombent régulièrement à l’autorité administrative, alors que dans le code pénal révisé, elles sont en principe du ressort du juge. L’intention du législateur fédéral a été de réaliser, encore davantage qu’aujourd’hui, la garantie de la situation juridique du condamné par l’intervention d’un organe judiciaire dans toutes les décisions importantes au stade de l’exécution de la sanction.

Révision du système des mesures pénales

Les dispositions concernant les mesures pénales sont présentées de manière plus systématique qu’aujourd’hui. Le chapitre y relatif comporte une section consacrée aux mesures thérapeutiques et à l’internement, et une section qui règle les «autres mesures» au nombre desquelles il faut compter deux nouvelles mesures: l’interdiction de conduire, ainsi que l’interdiction d’exercer une profession, cette dernière figurant auparavant dans les peines accessoires¹.

La réglementation des mesures thérapeutiques et de l’internement comporte une partie générale, qui aménage les grands principes applicables au prononcé d’une mesure, notamment le principe de la proportionnalité. En outre, l’article 56 al. 3 nCP impose au juge, avant tout prononcé d’une mesure thérapeutique ou d’un internement, de se fonder sur une expertise.

¹ Il convient de relever que les autres peines accessoires, quant à elles, ont disparu; il s’agit de l’incapacité d’exercer une charge ou une fonction, de la déchéance de la puissance paternelle et de la tutelle, de l’interdiction des débuts de boisson et, surtout, de l’expulsion judiciaire (seule subsiste dès lors l’expulsion administrative, prononcée par les autorités compétentes en matière de police des étrangers).

Une distinction est opérée entre les mesures de traitement et de sûreté (art. 59 à 62d nCP) et la mesure de pure sûreté, l'internement (art. 64 nCP), permettant la neutralisation durable des délinquants dangereux. Les traitements ambulatoires sont quant à eux réglés aux articles 63 à 63b nCP. Enfin, la mesure prévue à l'actuel article 44 (traitement des alcooliques et des toxicomanes) est étendue à tout délinquant toxico-dépendant et ayant commis un crime ou un délit en relation avec sa (ses) dépendance(s) (le nouveau droit parle d'«addictions»). Un problème pratique demeure toutefois d'actualité: celui du lieu de l'internement des délinquants atteints d'une maladie mentale, «l'établissement approprié» dicté par l'article 43 ch. 1 al. 2 CPS n'étant toujours pas disponible. Les condamnés à une mesure d'internement exécutent dès lors leur condamnation dans des sections d'établissements pénitentiaires; cette situation n'est pas sans poser des difficultés en termes de conditions de sécurité du personnel et des autres détenus.

S'agissant de la mesure d'internement, l'article 64 al. 1 let. b nCP permet d'en élargir l'application aux auteurs ne relevant pas de la catégorie des délinquants mentalement anormaux. Le besoin de renforcer la protection contre les délinquants dangereux et violents exige en outre des conditions plus sévères quant à la libération ou à la levée de telles mesures. Ainsi, le code pénal modifié prévoit que l'autorité compétente ne peut prendre certaines décisions que sur la base d'une expertise indépendante, après avoir entendu une commission composée de représentants des autorités de poursuite pénale, des autorités d'exécution et des milieux de la psychiatrie.

Finalement, il convient de rappeler que les dispositions concernant l'internement à vie (mise en œuvre de l'article 123a Cst.) sont toujours à l'examen devant les Chambres fédérales et n'entreront en vigueur qu'ultérieurement.

Modification du système des contraventions (notamment: abandon de la peine d'arrêts)

En ce qui concerne les contraventions de droit fédéral (infractions passibles des arrêts ou de l'amende selon le droit actuel), le nouveau droit prévoit notamment la suppression de la peine d'arrêts et l'extension du maximum de l'amende de 5000 à 10 000 francs. A noter que, contrairement à la peine pécuniaire, l'amende ne peut pas être assortie de sursis. Le juge qui prononce une amende devra simultanément prononcer une peine privative de liberté de substitution pour le cas où le condamné ne paie pas l'amende. Finalement, le nouveau droit offre la possibilité de prononcer, à la place de l'amende et avec l'accord du condamné, une peine de travail d'intérêt général d'une durée de 360 heures au plus.

1.2.3 Autres modifications importantes dans le nouveau code pénal

Responsabilité pénale de l'entreprise

Cette nouveauté constitue l'aboutissement d'un processus initié dans le cadre d'un autre programme législatif portant sur les mesures destinées à renforcer le dispositif en matière de droit pénal économique (confiscation, organisation criminelle, blanchiment d'argent).

Exemption de peine

Avec l'article 52 nCP, le législateur introduit la possibilité de renoncer à la poursuite pénale, au renvoi devant le juge ou à la condamnation, lorsque la culpabilité de l'auteur et les conséquences de son acte sont peu importantes.

Dispositions sur l'exécution des peines privatives de liberté

L'exécution des sanctions pénales relève en principe de la compétence des cantons. Le nouveau code pénal introduit cependant certaines dispositions sur les règles fondamentales régissant l'exécution des peines et des mesures, les droits et les obligations des détenus, et les établissements dans lesquels les peines et les mesures sont exécutées.

1.3 Nécessité législative

Adaptation de la loi d'application du code pénal

La loi du 9 mai 1974 d'application du code pénal (LACP; RSF 31.1) doit être adaptée au nouveau droit fédéral. Outre les dispositions d'application au sens strict (notamment la désignation des autorités compétentes), cette loi contient également des contraventions de droit cantonal ainsi que des règles de procédure relatives aux infractions du droit cantonal.

Le présent projet de loi a surtout pour objectifs d'adapter les renvois au code pénal et de supprimer les dispositions devenues inutiles du fait du nouveau droit. Cela dit, il saisit l'occasion ainsi donnée pour refondre complètement les dispositions actuelles de la LACP dans une nouvelle systématique comprenant notamment un chapitre traitant du champ d'application. En outre, il est prévu de supprimer certaines contraventions de police soit devenues désuètes soit déjà traitées dans la législation fédérale ou dans la législation cantonale spéciale.

Adaptation du code de procédure pénale

Outre la LACP, de nombreuses lois cantonales doivent être adaptées au nouveau droit fédéral, avant tout le code de procédure pénale (CPP). Cette loi a fait l'objet d'une révision totale en 1996 et correspond de manière générale aux exigences pratiques actuelles. Elle doit cependant être adaptée au nouveau droit, notamment en ce qui concerne la terminologie et les renvois au droit fédéral ainsi que la mise en œuvre pratique de certaines nouveautés telles que p. ex. la peine pécuniaire ou le travail d'intérêt général.

Conformément à la systématique du nouveau droit, qui fixe à six mois la limite supérieure des courtes peines privatives de liberté, il est prévu d'étendre la compétence du juge de police (art. 15), qui sera désormais compétent pour connaître des affaires passibles d'une peine privative de liberté inférieure ou égale à six mois (aujourd'hui: trois mois) ou d'une peine pécuniaire inférieure ou égale à 180 jours-amende. Le CPP révisé consacre en outre le principe selon lequel le juge ayant statué sur le fond est également compétent pour rendre les décisions postérieures au jugement (art. 195 al. 1). Le projet renonce ainsi à l'introduction d'un juge d'application des peines (JAP), institution que certains cantons ont prévu de créer dans le cadre de l'application du nouveau droit fédéral (cf. ci-après chiffre 1.4).

Adaptation des autres lois cantonales contenant des dispositions relevant du droit pénal

Enfin, le projet porte sur l'adaptation des lois cantonales qui prévoient un système de sanctions pénales réprimant des contraventions de droit cantonal.

S'agissant de crimes et de délits, le nouveau système de sanctions constitue, comme cela a déjà été relevé, le point fort de la révision. En matière de contraventions, le législateur a certes innové, mais de façon moins audacieuse.

Les principales innovations sont les suivantes: la peine d'arrêts a été abolie, le montant maximal de l'amende a été porté de 5000 à 10 000 francs, le prononcé simultané d'une peine d'amende et d'une peine privative de liberté n'est plus possible et davantage de facilités peuvent être accordées au moment de l'exécution, respectivement de la conversion de l'amende. De plus, le juge prononce dans son jugement, pour le cas où, de manière fautive, le condamné ne paie pas l'amende, une peine privative de liberté de substitution d'un jour au moins et de trois mois au plus.

L'article 335 du code pénal modifié réserve toujours, en matière de contraventions de police et d'infractions aux prescriptions cantonales d'administration et de procédure, le droit des cantons d'édicter un système de sanctions qui leur est propre. Dans le cadre des travaux préparatoires au présent projet, une procédure de préconsultation a dès lors été menée au printemps 2005 auprès des Directions du Conseil d'Etat et des autorités judiciaires au sujet des dispositions pénales contenues dans la législation cantonale. Il ressort de cette consultation une volonté générale d'augmenter le montant minimal des amendes (de 20 francs à 50 ou 100 francs) et, surtout, de calquer le système cantonal entièrement sur celui des contraventions du droit fédéral; à cet égard, le maintien d'arrêts cantonaux a été refusé par la grande majorité des organes consultés. En effet, la suppression des arrêts correspond à la logique du système fédéral qui consiste à remplacer les courtes peines privatives de liberté par d'autres sanctions. Ensuite, une volonté tout aussi générale des Directions (sauf en matière scolaire) a été manifestée pour confier par principe au juge pénal (dans notre système: juge de police ou juge d'instruction) la compétence de juger les contraventions de droit cantonal.

Le projet tient compte dans une large mesure des avis émis dans cette procédure de consultation préalable, notamment en ce qui concerne la reprise par analogie du nouveau système fédéral (suppression des arrêts). S'agissant de la compétence de juger les contraventions de droit cantonal, il renonce cependant à transférer celle-ci au juge pénal et propose dès lors, pour le moment du moins, son maintien auprès des préfets. En effet, les juges seront déjà confrontés à une charge importante de travail en relation avec les nouvelles compétences judiciaires (cf. ci-dessus, chiffre 1.2.2) et avec les procédures en matière de fixation des peines pécuniaires. Il serait dès lors inopportun de transférer encore davantage de tâches vers les juges en même temps, ce d'autant plus que les préfets exercent celles-ci depuis de nombreuses années.

Adaptation du concordat latin sur la détention pénale des adultes

Les nouvelles dispositions du code pénal concernant spécialement l'exécution des sanctions pénales feront aussi l'objet d'adaptations au niveau du droit concordataire. Le concordat du 22 octobre 1984 sur l'exécution des peines et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons romands et du Tessin sera remplacé par un nouveau concordat, daté du 10 avril 2006. Un projet de décret sera à cet égard soumis au Grand Conseil en automne 2006.

1.4 Déroulement des travaux

Mandat du groupe de travail

Sur le vu des nombreuses et importantes modifications du code pénal suisse et du cercle des professionnels concer-

nés par les nouvelles dispositions légales, la mise sur pied d'un groupe de travail a été rendue nécessaire. Ce groupe de travail, composé de représentants des autorités judiciaires, des autorités de l'exécution des peines et de l'assistance de probation, auxquels se sont joints le Ministère public ainsi que la Conférence des Préfets, a eu pour mandat d'identifier les incidences du nouveau droit fédéral pour notre canton, de prendre position sur divers points d'importance relative à la mise en œuvre des nouvelles dispositions légales et de rédiger un avant-projet de loi portant adaptation de la législation cantonale.

Afin de mieux cerner les questions liées à l'adaptation de la législation spéciale, une consultation préalable a été menée au printemps 2005 auprès des Directions du Conseil d'Etat et auprès des autorités judiciaires concernées (cf. ci-dessus, chiffre 1.3). S'agissant en outre de certaines questions de principe, le groupe de travail a adopté les positions suivantes:

Juge d'application des peines ou juge du fond?

En ce qui concerne les compétences judiciaires en matière de décisions subséquentes à la condamnation («décisions après jugement», cf. ci-dessus, chiffre 1.2.2), certains cantons ont choisi de créer une nouvelle instance, le «Juge d'application des peines» (JAP), alors que d'autres cantons entendent attribuer ces compétences au juge du fond, c'est-à-dire au juge qui a prononcé la condamnation. Le groupe de travail a opté pour la deuxième solution, dès lors qu'aujourd'hui déjà, certaines compétences judiciaires concernant les décisions postérieures au jugement pénal sont attribuées au juge qui a rendu la décision au fond. C'est notamment le cas en matière de mesures (levée d'une mesure, réintégration dans l'exécution de la mesure ou encore prolongation d'une mesure ambulatoire), domaine où le juge est appelé à se prononcer plus souvent à l'avenir. Rien ne s'oppose dès lors à ce que le système appliqué aujourd'hui soit étendu, d'autant plus que le juge ou le tribunal qui a prononcé la condamnation ou ordonné la mesure connaît déjà le dossier en question. La solution choisie nécessitera certes un renforcement des structures judiciaires actuelles, en particulier auprès de l'Office des juges d'instruction, mais elle sera de toute évidence moins coûteuse que la création d'une nouvelle structure de type «JAP».

En tenant compte des expériences faites avec l'application du nouveau droit, une analyse de la situation pourra être opérée après quelques années. Ce choix se justifie d'autant plus que de nombreuses incertitudes demeurent, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des nouvelles sanctions (peine pécuniaire, travail d'intérêt général) ainsi qu'au vu des exigences futures – encore relativement peu connues à l'heure actuelle – liées à l'unification en cours de la procédure pénale suisse. Pour ces raisons, l'institutionnalisation d'un juge de l'application des peines non seulement ne s'impose pas, mais n'est pas opportune en l'état.

Compétences du juge de police

Pour les raisons évoquées plus haut (chiffre 1.3) et explicitées ci-dessous dans le commentaire ad art. 15 CPP, il est prévu d'étendre la compétence du juge de police, qui sera désormais compétent pour connaître des affaires passibles d'une peine privative de liberté inférieure ou égale à six mois (aujourd'hui: trois mois). Dans la pratique, ce sera le juge d'instruction qui rendra la plupart des jugements pénaux sous la forme d'ordonnance pénale, comme c'est le cas aujourd'hui déjà (cf. art. 12 CPP).

Compétences des préfets en matière pénale

Dans un premier temps, l'avant-projet prévoyait d'attribuer aux juges (essentiellement aux juges d'instruction) la plupart des compétences pénales aujourd'hui exercées par les préfets. Pour les raisons évoquées plus haut (chiffre 1.3), le projet renonce pour le moment à opérer ce transfert de tâches. Cette question pourra cependant être remise à l'ordre du jour en temps voulu.

Procédure de consultation

En tenant compte des résultats de la pré-consultation mentionnée plus haut, le groupe de travail a préparé en automne 2005 deux avant-projets de loi (1 projet de loi d'application du code pénal et 1 projet portant adaptation de la législation cantonale aux nouvelles dispositions du code pénal suisse) qui ont fait l'objet d'une large consultation auprès de tous les milieux politiques et professionnels concernés (35 autorités ou organisations au total). De cette procédure de consultation, qui s'est déroulée entre décembre 2005 et mars 2006, il est ressorti que les options de base retenues par le groupe de travail ont été reçues favorablement par la plupart des organes consultés. Elles ont dès lors été intégrées dans le présent projet. Sous l'aspect formel, les deux avant-projets ont été réunis et ne forment plus qu'un seul projet sous le titre de «loi d'application du code pénal».

A noter que l'un des organes consultés a proposé que soit mis en place, dans une loi spéciale, un système d'amende d'ordre pour les sanctions de toutes les infractions administratives de peu de gravité. Cet organe a produit, à cet égard, un avant-projet de loi d'application de la loi fédérale sur les amendes d'ordre et instituant d'autres amendes d'ordres (LALAO). Le système proposé consisterait à mettre en place un système légal intégrant les amendes d'ordre en matière de circulation routière (LCR) et confiant la compétence de base à la Police cantonale (toutes les amendes d'ordre), aux communes (certaines amendes d'ordre LCR) ou à d'autres organes désignés par le Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat est d'avis que ce système devrait effectivement être prochainement mis en œuvre par l'intermédiaire d'une loi séparée, dont le principe est déjà implicitement réservé à l'article 9 al. 2 du projet. A première vue, ce système pourra s'avérer utile dans deux domaines, à savoir dans les matières où des infractions courantes sont commises et dans les matières où les contrevenants sont en règle générale pris sur le fait par des agents de l'Etat, dans la nature. A cette occasion, la question de l'amende administrative (système utilisé pour certaines infractions à la législation sur les déchets) pourra aussi être abordée.

2. PRÉSENTATION SUCCINCTE DU PROJET

2.1 En général

Le projet adapte le droit cantonal aux nouvelles dispositions du code pénal. Cette adaptation prend la forme d'une nouvelle loi d'application du code pénal, complétée par diverses modifications du droit cantonal, portant essentiellement sur le code de procédure pénale du 14 novembre 1996 et sur diverses lois de droit cantonal administratif et de procédure contenant des sanctions pénales (infractions au droit cantonal). La révision totale de la loi du 3 mai 1974 d'application du code pénal (ci-après: LACP) (RSF 31.1) s'impose pour des raisons de clarté et de systématique.

2.2 Commentaire des articles

Art. 1 Champ d'application

Le champ d'application de la nouvelle loi est identique à celui de la loi du 9 mai 1974. La législation spéciale évoquée à l'alinéa 3 est essentiellement le code de procédure pénale du 14 novembre 1996 (CPP) (RSF 32.1) et la loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (LOJ) (RSF 131.0.1). Ces lois déterminent notamment la compétence des autorités pénales et la procédure applicable aux jugements.

Art. 2 Droit complémentaire

A l'instar du droit actuel (cf. art. 24 LACP; art. 252 CPP), cet article renvoie le détail de la matière à des dispositions prises par le Conseil d'Etat. Les dispositions actuellement en vigueur devront être adaptées en temps voulu.

Art. 3 Autorités compétentes, en général

La Direction de la sécurité et de la justice est, sauf disposition contraire, l'autorité compétente et l'autorité d'exécution au sens du code pénal. Dite Direction exerce ses tâches et compétences notamment par le Service de l'exécution des peines et le Service de probation.

Cela dit, le projet préfigure un changement de nom du Service de l'exécution des peines. En effet, il distingue entre l'application des sanctions (veiller à ce que les sanctions, prononcées par les juges, soient appliquées) et l'exécution proprement dite de celles-ci. Quoiqu'il en soit, la dénomination du service compétent est du ressort du Conseil d'Etat.

Art. 4 à 8 Autorités compétentes particulières

Ces articles reprennent, pour l'essentiel, les dispositions du droit actuel en les adaptant au nouveau droit fédéral (cf. art. 4, 5) ou au droit ou à la pratique cantonale (cf. art. 6). Les dispositions concernant la grâce et l'autorité compétente en matière de perquisition en droit administratif demeurent inchangées.

A signaler que l'article 8 LACP, tel que proposé, constitue un cas spécial dans la mesure où il s'agit de désigner une autorité judiciaire en application d'une autre loi fédérale que le code pénal. Cette disposition reprend le contenu de l'article 22a LACP actuel en l'explicitant.

Art. 9 Infractions au droit cantonal, dispositions générales, principes

1. Le projet distingue clairement les contraventions de police prévues aux articles 11 à 14 du projet des infractions au droit cantonal spécial, telles qu'elles figurent dans les lois spéciales. Toutes ces infractions sont actuellement passibles de l'amende et/ou des arrêts.
2. L'article 335 nCP réserve toujours le droit des cantons le droit de légiférer sur les contraventions de police qui ne sont pas l'objet de la législation fédérale et d'édicter un système de sanctions qui leur est propre en cas d'infractions au droit administratif et au droit de procédure. Cela dit, le projet reprend, concernant les peines, le système prévu par le nouveau droit fédéral des contraventions. Il renonce à maintenir des arrêts «cantonaux» et rend applicable, à quelques exceptions près (cf. art. 10 du projet), le système du nouveau droit fédéral s'agissant de la fixation (par le juge, dans son jugement) de la peine privative de substitution (cf.

art. 106 al. 2 et 3 nCP) et du prononcé, toujours dans le jugement, d'un travail d'intérêt général si l'auteur donne son accord (cf. art. 107 al. 1 nCP). Le renvoi global aux dispositions du droit fédéral se justifie notamment par le fait qu'il ne serait pas judicieux de laisser subsister, côte à côte, pour les autorités pénales compétentes (juges d'instruction ou juges de police, préfets) 2 systèmes (système applicable pour les contraventions de droit fédéral et système applicable pour les infractions au droit cantonal) (à ce sujet, cf. aussi supra, chiffre 1.3).

3. Le projet adapte, dans une annexe, les dispositions pénales figurant dans les lois cantonales spéciales (cf. le commentaire ad art. 23, ci-dessous).

Art. 10 Droit applicable

A l'instar du droit actuel, le projet opère un renvoi général aux dispositions du code pénal concernant les contraventions (art. 103 à 109 nCP). Il maintient toutefois la disposition prévoyant que, sauf disposition légale contraire, les infractions commises par négligence sont aussi punissables (cf. art. 10 al. 2 du projet). Cette option se justifie car les dispositions de la législation spéciale répriment plutôt la violation objective de normes, par ex. en matière de construction. Il appartiendra au législateur spécial d'examiner de cas en cas si une règle différente doit être posée (punissabilité uniquement en cas d'intention).

Le droit fédéral a introduit une nouveauté: la responsabilité pénale de l'entreprise (cf. art. 102 et 102a nCP). Le projet rend applicable ces règles aux contraventions de droit cantonal (cf. art. 10 al. 3 nCP). A remarquer que certaines dispositions (minimum) existent déjà en droit cantonal, qui règlent la responsabilité des personnes morales (art. 199 al. 7 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions, art. 60 al. 3 de la loi sur le domaine public, art. 133 al. 3 de la loi sur les routes, art. 50 al. 1 de la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels, art. 92 al. 5 de la loi sur l'assurance des bâtiments). Ces dispositions prévoient simplement la responsabilité des personnes qui ont agi ou auraient dû agir pour l'entreprise; elles ne sont sous cet angle pas suffisantes car il est souvent difficile d'établir quelles personnes doivent être mise en cause.

Art. 11 à 14 Contraventions de police

Comme déjà dit, les cantons sont compétents pour légiférer sur les contraventions de police. Cette compétence n'est donnée, selon la jurisprudence, que si le comportement incriminé n'est pas déjà punissable selon le droit fédéral ou si, en cas de silence de celui-ci, il apparaît que le législateur n'a pas jugé opportun de prévoir une norme, ou clairement manifesté sa volonté de laisser le comportement impuni.

Un toilettage des contraventions de police, telles qu'elles figurent aux articles 6 à 16 LACP, a été opéré. Certaines dispositions sont devenues désuètes (cf. art. 8 ch. 8, 10 et 11; art. 9 ch. 1; art. 11 ch. 1 et 2 et art. 12). Certaines ont été insérées au fil du temps dans des lois cantonales spéciales (cf. art. 11 ch. 3; 14 ch. 1, 3 et 4; art. 8 ch. 2; art. 10 et 11 ch. 3). D'autres, enfin, figurent désormais dans le code pénal ou dans la législation fédérale spéciale (cf. art. 6; 8 ch. 9 et, en partie, art. 10 et 13).

Le projet supprime la punissabilité de celui qui contrevient aux mesures de police prises pour assurer la salu-

brité ou la propreté des rues, chemins et places publiques (cf. art. 8 ch. 2 LACP dans sa teneur actuelle). Ces infractions sont pour la plupart déjà réprimées dans le cadre de la législation sur les routes et le domaine public, voire par le droit fédéral (cf. les dommages à la propriété constitués par des «tags» sur des bâtiments). Cela dit, les communes resteraient compétentes pour réprimer d'autres atteintes à la salubrité (et la moralité) publique, comme le fait d'uriner sur la voie publique.

Art. 11 Contraventions à des prescriptions ou des mesures de police

L'article 11 concerne certaines infractions spécifiques contre les décisions des autorités de police (autorités spéciales ou générale de police) ou contre les ordres ou mesures de la police (cantonale ou communale). Les dispositions des chiffres 1 et 2 de l'article 11 répriment la simple désobéissance de citoyens à des décisions formelles ou à des ordres ou mesures matérielles en matière d'ordre et de sécurité publics; elles complètent les infractions prévues par le droit fédéral (violences ou menaces contre les autorités et les fonctionnaires; opposition aux actes de l'autorité). A remarquer que l'autorité décisionnelle pourra aussi procéder à l'injonction prévue à l'article 292 CP (insoumission à une décision de l'autorité); les dispositions cantonales renforcent ainsi en quelque sorte les moyens à disposition de l'autorité de police et de la police pour que leurs injonctions soient exécutées.

Les infractions exposées aux chiffres 3 à 5 de l'article 11 sont reprises du droit actuel (cf. art. 8 ch. 3, 4 et 4^{bis} LACP).

Art. 12 Contraventions contre la tranquillité publique

L'article 12 du projet reprend les dispositions de l'article 8 ch. 6 et 7 LACP. Il s'agit là d'infractions pénales typiquement de compétence cantonale.

Art. 13 Mendicité

Les dispositions concernant la répression de la mendicité sont reprises (cf. art. 9 ch. 2 LACP). A remarquer que les Chambres fédérales ont approuvé, le 24 mars 2006, le Protocole facultatif du 25 mai 2000 se rapportant à la Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (FF 2006, p. 3515). A cette occasion a été introduit un nouvel article du code pénal (art. 182 CP: traite d'êtres humains) réprimant notamment la traite d'êtres humains aux fins d'exploitation de leur travail. Le Conseil fédéral va prochainement fixer l'entrée en vigueur de cette nouvelle norme pénale. Le cas échéant, cette infraction pourra rendre inutile (et caduque) la contravention prévue à l'article 13 du projet.

En revanche, on aura noté que le projet ne réprime plus le vagabondage.

Art. 14 Soustraction de peu de valeur

La disposition de l'article 7 LACP est reprise par le projet, mais avec la précision que l'infraction n'est poursuivie que sur plainte. Il ne s'agit pas là de la soustraction de choses mobilières proprement dites, soustraction réprimée par l'article 139 CP (vol), le cas échéant en relation avec l'article 172^{ter} CP. L'article 14 réprime notamment le maraudage.

Art. 15 à 19 ***Exécution des peines privatives de liberté, du travail d'intérêt général, des mesures thérapeutiques et de l'internement***

Les articles 15 à 19 fixent désormais dans la loi d'application du code pénal les règles essentielles concernant l'exécution des sanctions pénales principales. Ils reprennent les dispositions figurant aux articles 247 à 252 CPP et à l'article 23 LACP.

Sur le fond, le projet ne change rien. Renonçant à l'instauration d'un juge spécial d'application des peines, il maintient notamment la compétence des autorités judiciaires concernant le recouvrement des peines pécuniaires et des amendes (cf. art. 18 du projet).

La règle qui astreint le condamné à participer aux frais d'exécution des peines et des mesures (cf. le renvoi de l'art. 17 du projet) est désormais fixée dans le droit fédéral (cf. art. 380 nCP); elle n'a plus à l'être dans le droit cantonal (cf. art. 249 CPP). Les règles essentielles seront précisées dans le concordat latin sur la détention pénale des adultes, le cas échéant aussi par le Conseil d'Etat.

Art. 20 ***Autres mesures***

Cet article renvoie implicitement aux mesures spéciales exposées aux articles 66 à 73 nCP (art. 66: cautionnement préventif; art. 67 et 67a: interdiction d'exercer une profession; art. 67b: interdiction de conduire; art. 68: publication du jugement; art. 69 à 72: confiscation; art. 73: allocation au lésé).

Art. 21 ***Communication de données personnelles***

Un article est introduit, donnant la possibilité, pour diverses autorités administratives chargées de l'application et de l'exécution des sanctions pénales, de se communiquer des données par voie d'appel. Cette règle vise en l'état le Service de l'application des sanctions pénales, le Service de probation, la Prison centrale et les Etablissements de Bellechasse. Comme les renseignements concernent des sanctions pénales – données sensibles –, une base légale formelle semble nécessaire (cf. art. 10 al. 2 de la loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données; RSF 17.1). L'article 21 du projet ne fait qu'habiliter les autorités à réaliser ce mode spécifique de communication de renseignements. En cas de concrétisation de cette procédure, un règlement d'autorisation devra être élaboré, donnant les précisions nécessaires notamment les autorisations d'accès et les règles de sécurité à respecter (cf. art. 21 du règlement du 29 juin 1999 sur la sécurité des données personnelles; RSF 17.15).

Art. 22 ***Abrogations***

Les dispositions de la loi du 7 décembre 1967 concernant la modification du tarif, la perception et la répartition des amendes sont soit désuètes, soit reprises dans le projet de nouvelle LACP (cf. art. 19 al. 2 et 10 al. 4 du projet). Dite loi doit donc être abrogée.

Art. 23 ***Modifications***

L'article 23 modifie toute une série de lois, figurant dans l'annexe 3 du projet.

Les modifications sont de plusieurs ordres, ci-après.

1. Adaptation des dispositions pénales figurant dans les lois spéciales

Plusieurs modifications concernent l'adaptation des sanctions pénales figurant dans des lois cantonales (suppression des arrêts, adaptation des peines et des amendes). Les lois concernées sont les suivantes:

- la loi sur le contrôle des habitants (art. 23 al. 1 et 3);
- la loi d'organisation judiciaire (art. 82 al. 6);
- la loi sur la profession d'avocat (art. 38 al. 1);
- le code de procédure et de juridiction administrative (art. 44 al. 2 et 74 al. 2);
- la loi d'application du code civil suisse (art. 121);
- la loi sur le notariat (art. 76^{bis} al. 1);
- le code de procédure civile (art. 8 al. 2, 9, 217 al. 3, 354 al. 1, 355 al. 2 et 358 al. 2);
- la loi scolaire (art. 32);
- la loi sur la prophylaxie et les soins dentaires (art. 11);
- la loi sur les impôts cantonaux directs (art. 231 al. 1, 232 et 235 al. 2);
- la loi sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (art. 58 al. 1);
- la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (art. 15);
- la loi sur l'imposition des bateaux (art. 10 al. 1);
- la loi sur l'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole (art. 43 al. 1);
- la loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (art. 199; cet article tient déjà compte, sur le fond, des dispositions du projet de nouvelle loi sur l'aménagement du territoire et des constructions);
- la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (art. 50 al. 1, 2 et 4);
- la loi sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (art. 92 al. 1, 4 et 5);
- la loi sur les routes (art. 133 al. 3 et 134 al. 5);
- la loi sur l'aménagement des eaux (art. 63 al. 1 et 3);
- la loi sur le domaine public (art. 60 al. 1 et 3);
- la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (art. 22 al. 1);
- la loi sur la gestion des déchets (art. 35 al. 1 et 36 al. 1, 2 et 3);
- la loi sur la santé (art. 128);
- la loi sur l'aide sociale (art. 37a al. 1);
- la loi sur les allocations familiales (art. 42);
- la loi concernant la sanctification des dimanches (art. 4);
- la loi sur l'amélioration des espèces bovine, chevaline et du menu bétail (art. 17 al. 1 et 2);
- la loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (art. 77 al. 1 et 5);
- la loi sur les réclames (art. 16);
- la loi sur les appareils de jeu et les salons de jeu (art. 50 al. 1);

– la loi sur les établissements publics et la danse (art. 71).

2. Suppression de dispositions pénales

La loi du 26 septembre 1985 encourageant la construction de logements à caractère social (RSF 87.2) prévoyait une disposition pénale à l'article 31. Celle-ci n'ayant jamais été appliquée, la Direction compétente en a proposé l'abrogation.

3. Introduction des dispositions de droit fédéral concernant la responsabilité des entreprises

Comme déjà évoqué, le projet a repris dans le droit cantonal les dispositions du droit fédéral prévoyant la responsabilité pénale de membres de personnes morales. Plusieurs dispositions de droit cantonal doivent donc être adaptées (cf. le commentaire ad art. 10 LACP, ci-dessus).

4. Adaptation de dispositions de la loi sur les communes

Le projet adapte et complète les dispositions de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) qui traitent de la procédure pénale applicable aux amendes de droit communal.

Les articles 86 à 86b LCo, tels que proposés par le projet, reprennent, en les complétant, les dispositions de l'article 86 LCo. Le projet maintient la compétence du conseil communal – autorité judiciaire spéciale – pour prononcer, en même temps que l'amende, la peine privative de liberté de substitution. Il n'est en l'état pas jugé nécessaire ou judicieux de confier au préfet ou au juge de police le prononcé des peines de substitution et le projet maintient une compétence globale du conseil communal, à l'instar du système prévu pour les contraventions de droit fédéral (cf. art. 106 al. 2 et 3 nCP). A remarquer que les condamnés peuvent faire opposition, auquel cas le dossier est transmis au juge de police (cf. art. 86 al. 2 et 3 LCo).

Comme le conseil communal prononcera toujours une peine privative de liberté de substitution (cf. art. 106 al. 2 et 3 nCP applicable en vertu de l'art. 10 al. 1 du projet) ou le cas échéant un travail d'intérêt général, il se justifie de supprimer la possibilité, pour le conseil communal, de déléguer cette compétence à l'un de ses membres. Cette compétence doit revenir au plénum dans la mesure où elle va au-delà du simple prononcé d'une amende.

Quant aux articles 86a et 86b tels que proposés, ils reprennent certaines règles figurant dans la LACP, en les adaptant à la collectivité concernée. Les frais d'exécution des jugements prononcés par les conseils communaux seront à la charge des communes (cf. art. 86a al. 2 LCo, tel que proposé) et celles-ci devront édicter des dispositions concernant le travail d'intérêt général (cf. art. 86b LCo, tel que proposé). Elles pourront s'inspirer, à cet égard, des normes édictées par le Conseil d'Etat.

5. Modifications de la loi sur les Etablissements de Bellechasse

La loi sur les Etablissements de Bellechasse (LEB) est modifiée d'une part pour y adapter les renvois au code pénal (cf. art. 2 al. 1 et 3 al. 1 LEB) et, d'autre part, pour

y adapter les dispositions concernant les sanctions disciplinaires (cf. art. 30 al. 1).

Le droit fédéral contient – et ceci est une nouveauté – plusieurs dispositions au sujet de l'exécution des peines, plus précisément concernant les droits et les devoirs des détenus (cf. art. 74ss nCP). Ainsi, par exemple, l'article 91 nCP établit de manière exhaustive la liste des sanctions disciplinaires de sorte que celle prévue à l'article 30 al. 1 LEB doit être modifiée (remplacement du blâme par l'avertissement, suppression de la rétrogradation à un régime antérieur et introduction de l'amende disciplinaire). Précisons en outre que le système du régime progressif, qui régit actuellement l'exécution de la peine et règle le passage du détenu d'un établissement à un autre, au fil de l'exécution, est remplacé par un plan d'exécution de peine (cf. art. 75 al. 3 nCP). Ce plan d'exécution de peine s'inscrit directement dans le cadre de l'obligation faite aux autorités d'exécution de mettre en place des processus de socialisation et de développer le comportement social du détenu compte tenu de la durée du séjour dans l'établissement. Il devra être individualisé dans la mesure du possible.

6. Adaptation des dispositions du code de procédure pénale

L'essentiel des modifications concernent logiquement le code de procédure pénale. Ces modifications peuvent être commentées comme il suit.

Remplacement de termes

Il se justifie d'adapter, dans plusieurs dispositions, les termes «détention préventive» à la nouvelle terminologie du code pénal révisé. En effet, ce dernier parle désormais de «détention avant jugement», concept plus large qui comprend «toute détention ordonnée au cours d'un procès pénal pour les besoins de l'instruction, pour des motifs de sûreté ou en vue de l'extradition» (cf. art. 110 ch. 7 nCP).

Art. 1 al. 3 CPP

Les dispositions du code pénal suisse applicables aux enfants et aux adolescents ont été largement révisées et font désormais l'objet d'une loi, la nouvelle loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (droit pénal des mineurs – DPMIn), qui devrait entrer en vigueur simultanément à la loi modifiant le code pénal (ainsi que le code pénal militaire). La nouvelle réglementation n'opère plus de distinction entre les enfants et les adolescents et parle désormais uniquement de mineurs (de 10 à 18 ans).

Art. 12 CPP

Le code pénal révisé a supprimé la peine accessoire de l'expulsion judiciaire. Seule subsiste désormais l'expulsion administrative. Il convient dès lors de supprimer cette réserve à l'article 12.

Art. 15 al. 1 CPP

Il y a lieu d'adapter les dispositions limitant la compétence du juge de police, afin de tenir compte du nouveau système de sanctions prévu par le nouveau code pénal.

Le projet maintient l'option consistant à ne confier au juge de police (et au juge d'instruction, par le renvoi de

l'art. 12 CPP) que la répression des infractions passibles de courtes peines. Si, en droit actuel, est considérée comme peine d'emprisonnement de brève durée une peine de 3 mois au plus (cf. art. 37^{bis} CP), le nouveau code pénal considère comme courte peine privative de liberté des peines de moins de six mois (cf. art. 41 al. 1 et 79 al. 1 nCP). Il se justifie dès lors d'étendre à six mois la compétence du juge de police. Cela dit, à l'instar du droit actuel (cf. art. 42 à 44 et 100^{bis} CP), le juge de police ne serait pas compétent pour prononcer les mesures thérapeutiques institutionnelles (cf. art. 59 à 61 nCP), les traitements ambulatoires (cf. art. 63 nCP) et, bien sûr, l'internement (cf. art. 64 nCP). Par contre, il peut prononcer les autres mesures prévues aux articles 66, 67, 67b, 68, 69, 71 et 73 nCP.

Remarquons que le juge de police pourra aussi, avec l'accord de l'auteur, ordonner un travail d'intérêt général (cf. art. 37 et 107 nCP). L'autorité chargée de l'application des peines déterminera par la suite la nature et la forme du travail à effectuer, fixant aussi les conditions et charges spécifiques (cf. art. 375 al. 2 et 39 al. 1 nCP). Elle sera aussi compétente pour prononcer des avertissements en cas de violation de celles-ci et avisera le juge si l'intéressé persiste à violer ses obligations, en vue de la conversion du travail d'intérêt général en une peine pécuniaire ou en une peine privative de liberté (cf. art. 39 al. 1 nCP). Une ordonnance du Conseil d'Etat réglera les détails (cf. art. 2 let. a et 15 al. 2 LACP, tels que proposés).

Art. 16 CPP

Cet article modifie la compétence du tribunal pénal d'arrondissement. Celui-ci peut prendre toutes les sanctions et mesures qui ne sont pas de la compétence du juge de police. Il pourra aussi ordonner un travail d'intérêt général si les conditions prévues par le droit fédéral sont remplies.

Art. 27 al. 1 CPP

L'alinéa 1 de l'article 27 est abrogé. Il s'agit là d'une adaptation: il n'y a plus de recours possible contre les décisions de renvoi en jugement (cf. l'abrogation de l'art. 166 CPP par la loi du 12 octobre 2005).

Art. 31 al. 3, 36 al. 1 let. c, 120 al. 3, 131 al. 1, 162 al. 1, 163 al. 1, 182 al. 1 let. c et d, 187 al. 2 let. b, 198 al. 1, 217 let. b et c et 236 CPP

Il s'agit là de plusieurs adaptations aux nouvelles sanctions ou à la nouvelle numérotation du code pénal.

Art. 96 al. 2 CPP et intitulé de la section 5 du chapitre 7

De nouvelles dispositions sont introduites pour habiliter les autorités judiciaires à accéder, par voie d'appel, aux données fiscales et financières du Service cantonal des contributions et des offices de poursuite. Cet accès concernera tous les renseignements nécessaires pour fixer la situation économique de l'auteur de l'infraction. Cette possibilité, que l'autorité judiciaire concrétisera si nécessaire en collaboration avec les autorités concernées, fait suite au prescrit de l'article 34 al. 3 nCP: les autorités fédérales, cantonales et communales fournissent (doivent fournir) au juge les informations dont il a besoin pour fixer le montant du jour-amende (cf. aussi art. 104 nCP, pour ce qui est des amendes en cas de contraventions).

A remarquer que la législation sur la protection des données ne s'applique pas en l'espèce, s'agissant de renseignements requis lors de procédures pénales pendantes (cf. art. 2 al. 2 let. b LPrD).

Art. 119 al. 1, 195 al. 2 et 246 al. 5 CPP

Les modifications introduites dans ces articles sont de nature terminologique. Comme déjà dit, une nouvelle dénomination est utilisée: l'application des peines.

Art. 143 al. 1 CPP

Cette disposition est modifiée du fait de la disparition des arrêts.

Art. 163 al. 2 (non modifié)

L'article 163 al. 2 CPP réserve la renonciation à la poursuite dans les cas prévus par le droit fédéral. Ce renvoi concerne désormais les cas d'exemption de peines prévus aux articles 52 à 54 nCP. A première vue et à défaut d'explication dans le Message du Conseil fédéral, il semble que la portée de l'article 52 nCP soit identique à la disposition du droit cantonal prévue à l'article 162 al. 1 let. c ch. 1 (non-lieu dans les cas dits «bagatelles»). Il ne semble pas que le droit cantonal puisse s'écarter du droit fédéral, s'agissant du (nouveau) cadre fixé par celui-ci s'agissant de l'opportunité des poursuites. A remarquer que ces cas d'exemptions de peine tomberont dans la réserve générale du droit fédéral prévue à l'article 1 al. 2 CPP lorsqu'ils seront mis en œuvre par le juge au fond et non plus le juge d'instruction.

Art. 182 al. 1 let. e, 186 al. 2^{bis} et 187 al. 3 CPP

Le nouveau droit prescrit, en cas de prononcé d'une peine privative de liberté de moins de six mois, donc sans sursis (cf. art. 42, qui prévoit que seule une peine de plus de six mois peut être assortie du sursis), que le juge doit motiver le choix de la courte peine privative de liberté «ferme» de manière circonstanciée (art. 41 al. 2 nCP). Cette exigence fédérale illustre l'un des principaux objectifs de la révision du code pénal, en l'occurrence la diminution des courtes peines privatives de liberté, au profit de formes de sanctions non privatives de liberté. Les articles 182, 186 et 187 doivent être adaptés en conséquence.

Art. 195 al. 1 CPP

Comme déjà dit, le projet a renoncé à confier à un juge d'application des peines, la compétence de prendre les décisions subséquentes au jugement. La suppression du contenu de la parenthèse à l'article 195 al. 1 CPP se justifie donc.

A titre didactique, énumérons ci-après les décisions postérieures au jugement prévues par le nouveau droit fédéral:

- décision de conversion d'une peine pécuniaire en une peine privative de liberté en cas de prononcé de la peine pécuniaire par une autorité administrative (art. 36 al. 2 nCP);
- décision de prolongation du délai de paiement ou de réduction du montant du jour-amende et décision d'ordonner un travail d'intérêt général (art. 36 al. 3 nCP);
- décision de conversion du travail d'intérêt général en une peine pécuniaire ou en une peine privative de liberté (art. 39 al. 1 nCP);

- décision au sens de l'article 95 al. 4 et 5 en cas d'échec de la mise à l'épreuve (art. 46 al. 4 nCP);
- décision de prolongation d'une mesure thérapeutique institutionnelle prononcée en cas de grave trouble mental de l'auteur (art. 59 al. 4 nCP);
- décision de prolongation d'une mesure thérapeutique institutionnelle prononcée en cas d'addiction de l'auteur (art. 60 al. 4 nCP);
- décision de prolongation du délai d'épreuve pour poursuivre le traitement ambulatoire, l'assistance de probation ou les règles de conduite, en cas de libération conditionnelle d'une mesure thérapeutique institutionnelle (art. 62 al. 4 nCP);
- décision de réintégration dans la mesure thérapeutique institutionnelle ou prononcé d'une mesure de substitution (art. 62a, al. 3 et 5 nCP);
- décisions au sens de l'article 95 al. 4 et 5 en cas d'échec de la mise à l'épreuve suite à la libération conditionnelle d'une mesure thérapeutique institutionnelle, dans la mesure où le tribunal a imposé une assistance de probation ou des règles de conduite (art. 62a al. 6 nCP);
- décision de suspension de l'exécution du solde de la peine et décision ordonnant une nouvelle mesure thérapeutique ou un internement (art. 62c al. 2 à 4 et 6 nCP);
- décision de prolongation du traitement ambulatoire (art. 63 al. 4 nCP);
- décisions au sens de l'article 95 al. 4 et 5 en matière de traitement ambulatoire, dans la mesure où le tribunal a imposé une assistance de probation ou des règles de conduite (art. 63a, al. 4 nCP);
- décision concernant l'imputation de la privation de liberté entraînée par le traitement ambulatoire sur la peine et décision de suspension de l'exécution du solde de la peine (art. 63b al. 4 nCP);
- décision ordonnant une mesure thérapeutique institutionnelle (art. 63b al. 5 nCP);
- décision de prolongation du délai d'épreuve pour poursuivre l'assistance de probation ou les règles de conduite, en cas de libération conditionnelle d'un internement (art. 64a al. 2 nCP);
- décision de réintégration dans la mesure d'internement (art. 64a al. 3 nCP);
- décision de changement de sanction (art. 65 nCP);
- décision d'allocation de dommages-intérêts ou d'une réparation morale ultérieurement au jugement (art. 73 al. 3 nCP);
- décision de prolongation de l'assistance de probation ou des règles de conduite, ou prononcé de nouvelles règles de conduite, à l'expiration du délai d'épreuve en cas de libération conditionnelle d'une peine privative de liberté (art. 87 al. 3 nCP);
- décision d'exécution de l'amende (art. 107 al. 3 nCP).

Art. 212 al. 2 et 217 let. b CPP

Les articles 212 al. 2 et 217 let. b CPP doivent être adaptés aux nouvelles sanctions pénales. Le projet conserve toutefois les seuils prévus (par ex. 3000 francs, 10 jours).

Rappelons ici que le cumul d'une amende et d'une peine privative de liberté n'est plus possible, du moins en matière de contraventions. En matière de délits, seul l'article 42 al. 4 nCP permet de cumuler deux types de peines. Cette disposition ne donne toutefois la possibilité au juge de prononcer une peine pécuniaire cumulée avec une peine privative de liberté que si cette dernière est assortie du sursis; dès lors que seules les peines privatives de liberté d'une durée supérieure à six mois peuvent être assorties du sursis, le cumul n'est possible que si la peine privative de liberté est d'une durée supérieure à six mois.

En outre, il se justifie de faire figurer ici la peine de travail d'intérêt général, en l'occurrence d'une quotité de 40 heures, quatre heures de travail d'intérêt général correspondant à un jour de peine privative de liberté ou à un jour-amende (cf. art. 37 al. 1 et 39 al. 2 nCP).

Art. 247

Un nouvel article est introduit, ancré dans le code de procédure pénale, disposant sur la communication par les autorités judiciaires de renseignements à l'autorité d'application des sanctions pénales. Une base légale formelle semble exigée, et pour la communication systématique de documents (cf. art. 247 al. 1 CPP, tel que proposé), et pour la communication de renseignements par voie d'appel informatisée (cf. art. 247 al. 2, 2^e phr. CPP tel que proposé). Le droit d'accès au dossier est aussi garanti (cf. art. 247 al. 2, 1^{re} phr.).

La communication des documents ne concerne pas les prononcés d'amendes ou de peines pécuniaires. Dans ces cas, les greffes ne communiquent à l'autorité compétente que les jugements ou ordonnances pénales tenant lieu de peines privatives de liberté de substitution (cf. art. 36 et 106 al. 2 et 3 nCP), le cas échéant munis d'une attestation constatant que la peine pécuniaire ou l'amende fait place à la peine privative de liberté.

Une réserve topique est introduite à l'article 71 al. 3 CPP, tel que proposé par le projet. L'article 247 CPP constituerait ainsi un cas particulier d'exception au devoir de discrétion prévu à l'article 68 CPP (cf. art. 68 al. 4 CPP).

A remarquer que les dispositions de l'article 247 al. 1 et al. 2, 1^{re} phr. CPP figurent actuellement à l'article 4 de l'ordonnance du 9 décembre 2002 sur l'exécution des peines (RSF 340.12).

3. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

La révision du système des sanctions pénales induit inévitablement des incidences financières et en personnel. De nombreuses inconnues subsistent néanmoins, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des nouvelles sanctions (peine pécuniaire avec ou sans sursis, avec sursis partiel; travail d'intérêt général) et il est difficile, en l'état, d'évaluer les incidences de manière précise. Cela dit, les éléments suivants peuvent être pris en compte:

3.1 Conséquences en personnel

Les incidences au niveau du personnel résultent en premier lieu de l'attribution de nouvelles tâches aux instances judiciaires (cf. chiffres 1.2.2 et 1.4 ainsi que le commentaire ad art. 195 al. 1 CPP). En optant pour une attribution de ces tâches aux juges du fond plutôt qu'à un

juge d'application des peines, le projet permet de limiter les incidences y relatives au strict minimum, à savoir une «cellule» auprès de l'Office des juges d'instruction (1 juge, 1 greffier, 1 secrétaire). Compte tenu des investigations qui devront dorénavant être menées au sujet de la situation financière et personnelle des prévenus susceptibles d'être condamnés à une peine pécuniaire, il est en outre indispensable de renforcer le service comptable de l'Office des juges d'instruction en conséquence (1 poste de comptable). De manière générale, l'on doit s'attendre à un accroissement de la charge de travail des autorités pénales, en relation avec l'entrée en vigueur du nouveau code pénal. Il est cependant difficile pour le moment de chiffrer cet accroissement, dont l'importance dépendra de la pratique adoptée par les instances pénales. Outre ces dernières, ce seront surtout les services et les établissements chargés de l'application et de l'exécution des peines et des mesures (Service de l'exécution des peines, Service de probation, Etablissements de Bellechasse, Service des prisons) qui devront faire face aux exigences du nouveau code pénal. Le Service de l'exécution des peines et les Etablissements de Bellechasse devront notamment veiller à la mise en œuvre du plan d'exécution des peines, nouvel instrument permettant de mieux cerner les détenus durant leur séjour en prison et de mieux préparer leur réinsertion sociale. Quant au SProb, il devra surtout assumer, avec les autorités judiciaires, l'augmentation des cas de travail d'intérêt général, dont la durée maximale est doublée (720 heures au maximum au lieu de 360 heures). Etant donné que l'organisation et le suivi du TIG nécessitent un investissement important en matière de personnel, on peut s'attendre à un accroissement des charges y relatives, quand bien même le cercle des bénéficiaires du travail d'intérêt général (institutions et autres collectivités publiques) ne saurait faire l'objet d'une extension spectaculaire, des questions notamment de politique économique et sociale (marché du travail) entrant en ligne de compte.

3.2 Conséquences financières

Sur le plan des incidences financières, deux éléments peuvent d'ores et déjà être évalués de manière relativement précise, à savoir:

- une diminution des recettes d'amendes dans les comptes de la justice pénale. Dans la mesure où la peine pécuniaire devra en principe être assortie du sursis lorsqu'il s'agit d'un délinquant primaire (70 à 80% des condamnations), alors qu'actuellement, les amendes ne peuvent pas être assorties du sursis, il faudra en effet s'attendre à une diminution de l'ordre de 2 millions de francs au niveau de l'Office des juges d'instruction.
- Le remplacement du pécule par un système de rémunération (art. 83 nCP) entraînera une augmentation des charges dans les établissements pénitentiaires. Les règles relatives à la mise en œuvre de cette rémunération seront fixées au niveau du concordat latin. Cette augmentation peut être chiffrée à environ 600 000 francs pour les Etablissements de Bellechasse.

Pour le reste, il n'est pas possible, en l'état, d'estimer les conséquences financières du nouveau système, étant donné que ces conséquences dépendront essentiellement de la pratique adoptée par les autorités judiciaires et d'exécution des peines.

4. INFLUENCE DU PROJET SUR LA RÉPARTITION DES TÂCHES ENTRE L'ÉTAT ET LES COMMUNES

Le présent projet n'a aucune influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

5. CONSTITUTIONNALITÉ, COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT FÉDÉRAL ET LE DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Le présent projet porte sur l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral. La compatibilité avec ce dernier constitue dès lors l'objectif même du projet, qui est également compatible avec le droit constitutionnel et international.

BOTSCHAFT Nr. 277 29. August 2006 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Einführungsgesetzes zum Strafgesetzbuch (EGStGB)

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Totalrevision des Einführungsgesetzes zum Strafgesetzbuch und zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die neuen Bestimmungen des Schweizerischen Strafgesetzbuchs.

1. NOTWENDIGKEIT DER REVISION UND CHRONOLOGIE DES PROJEKTS

1.1 Die Reform des Bundesstrafrechts

Das geltende Strafgesetzbuch ist am 1. Januar 1942 in Kraft getreten und hat seither nur wenige Änderungen erfahren. Nebst einer Revision im Jahre 1950 erfolgte 1971 eine umfassendere Änderung, die unter anderem die Einführung neuer Vollzugsformen wie Halbfreiheit und Halbgefängenschaft zum Gegenstand hatte und zudem eine Erweiterung des bedingten Strafvollzugs für Freiheitsstrafen bis zu 18 Monaten vorsah. Bereits seit 1983 wurde jedoch das Bedürfnis nach einer Totalrevision des allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches stärker, unter anderem aufgrund der neueren Erkenntnisse im Bereich der Kriminalpolitik und der Verbrechensbekämpfung, aber auch wegen der neuen Bedürfnisse für den Schutz der Bevölkerung. Für den Entscheid des Bundesrates, eine Totalrevision des allgemeinen Teils des StGB vorzunehmen, waren unter anderem parlamentarische Interventionen, aber auch ausserparlamentarische Eingaben sowie drei Kantonsinitiativen ausschlaggebend.

Im Jahre 1983 hat das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement (EJPD) Herrn Professor Hans Schultz beauftragt, die Notwendigkeit einer Revision des allgemeinen Teils (erstes Buch) und der Bestimmungen zur Einführung und Anwendung des Gesetzes (drittes Buch) des StGB zu untersuchen. Zwei Jahre später hat Professor Schultz einen entsprechenden Vorentwurf mit einem erläuternden Bericht eingereicht. Ein analoger Auftrag wurde Herrn Prof. Martin Stettler (Genf) für den Bereich des Jugendstrafrechts erteilt. Dieser legte seinen Bericht im Frühjahr 1985 vor. Im Jahre 1987 hat das EJPD eine Expertenkommission eingesetzt, die ihrerseits beauftragt wurde, die Notwendigkeit einer Revision des ersten und

des dritten Buches des StGB sowie des Jugendstrafrechts zu untersuchen. 1993 wurde der entsprechende Vorentwurf einem breit angelegten Vernehmlassungsverfahren unterzogen. Dieser Vorentwurf wurde im Grossen und Ganzen positiv aufgenommen, doch wurden auch zahlreiche Punkte kritisiert, insbesondere was den Schutz der öffentlichen Sicherheit betraf. Der Bundesrat beauftragte daraufhin im Jahre 1995 das EJPD, die Vorentwürfe zu überarbeiten und die Stellungnahmen zu berücksichtigen, die in der Vernehmlassung geäussert worden waren. In seiner Botschaft vom 21.09.1998¹ hat der Bundesrat den Eidgenössischen Räten drei Gesetzesentwürfe unterbreitet: einen Entwurf zur Änderung des Schweizerischen Strafgesetzbuches, einen Entwurf zur Änderung des Militärstrafgesetzes und einen Entwurf für ein Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht (Jugendstrafrecht).

Nach Abschluss des Gesetzgebungsverfahrens wurde der Entwurf angenommen und das Gesetz zur Änderung des Schweizerischen Strafgesetzbuches am 13. Dezember 2002 verabschiedet. In der Folge wurden indes verschiedene Bestimmungen des revidierten Strafgesetzbuches scharf kritisiert, insbesondere aus Kreisen der Strafverfolgungs- und der Strafvollzugsbehörden. Um die so aufgedeckten Lücken zu beheben, hat der Bundesrat am 29. Juni 2005 den eidgenössischen Räten eine neue Botschaft zur Änderung des Strafgesetzbuches in seiner Fassung vom 13. Dezember 2002 unterbreitet. Dieser Entwurf wurde von den eidgenössischen Räten am 24. März 2006 verabschiedet. Der allgemeine Teil des Strafgesetzbuches wird nun am 1. Januar 2007 in Kraft treten, zum gleichen Zeitpunkt wie die neuen Bestimmungen des Militärstrafrechts und das neue Gesetz über das Jugendstrafrecht.²

Nachdem das Stimmvolk die Initiative über die Verwahrung der extrem gefährlichen Straftäter angenommen hatte (Art. 123a der Bundesverfassung), war ursprünglich vorgesehen, die entsprechenden Ausführungsbestimmungen gleichzeitig mit den übrigen Bestimmungen zu verabschieden. Angesichts der juristischen und politischen Schwierigkeiten bei der Umsetzung dieser Verfassungsbestimmung hat der Bundesrat jedoch beschlossen, den allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches in Kraft zu setzen, ohne die lebenslange Verwahrung zu berücksichtigen. Der Gesetzesentwurf zur lebenslangen Verwahrung wird gegenwärtig in den eidgenössischen Räten beraten.

1.2 Das Bundesgesetz vom 13.12.2002³ zur Änderung des Schweizerischen Strafgesetzbuches (nachstehend: nStGB)

1.2.1 Allgemeines

Zunächst ist darauf hinzuweisen, dass die Revision des Strafgesetzbuches, von welcher hier die Rede ist, den allgemeinen Teil (erstes Buch) berührt, welcher die für alle Straftaten anwendbaren Regeln enthält (allgemeine Grundsätze, Anwendungsbereich, Verjährungsregeln,

Sanktionsarten usw.). Weiter sind die Bestimmungen über die Einführung und Anwendung des Gesetzes (drittes Buch) von dieser Revision betroffen. Der besondere Teil des Strafgesetzbuches (zweites Buch), welcher die Liste der Straftaten und die entsprechenden Sanktionen enthält, wurde hingegen kaum verändert.

Die wichtigsten Anliegen der Strafgesetzrevision sind die Neuordnung des Sanktionensystems, die Anpassung der Massnahmen (Verwahrung usw.) zur Verbesserung des Schutzes der Öffentlichkeit, die Festlegung von Strafvollzugsgrundsätzen sowie die Trennung von Jugendstraf- und Erwachsenenstrafrecht. Folgende Neuerungen im allgemeinen Teil des StGB sind besonders zu erwähnen:

- Die Freiheitsstrafen von bis zu sechs Monaten werden durch Geldstrafen (mit einem Tagessatz-System) oder durch gemeinnützige Arbeit ersetzt;
- Die Unterscheidung zwischen Haft-, Gefängnis- und Zuchthausstrafe wird aufgegeben, stattdessen ist, unabhängig von der Dauer, nur noch von Freiheitsstrafe die Rede;
- Die Haftstrafe wird abgeschafft, so dass bei Übertretungen nur noch Busse ausgesprochen werden kann;
- Die Massnahmen werden neu geordnet (Verwahrung, therapeutische Behandlung usw.);
- Der bedingte Strafvollzug ist neu für Strafen bis zu 24 Monaten möglich und kann auch für Geldstrafen und gemeinnützige Arbeit gewährt werden; gleichzeitig wird der teilbedingte Strafvollzug eingeführt;
- Die strafrechtliche Verantwortlichkeit des Unternehmens wird neu eingeführt;
- Die Justizbehörden können auf die Strafverfolgung verzichten, wenn den Täter nur eine geringe Schuld trifft und die Folgen seiner Handlung unwesentlich sind.

1.2.2 Das neue Sanktionensystem

Das neue Sanktionensystem bildet den Kernpunkt der Revision. Es umfasst die folgenden Neuerungen:

1. Einführung der Geldstrafe und der gemeinnützigen Arbeit als neue Sanktionsformen
2. Ausweitung des bedingten Strafvollzuges und Einführung des teilbedingten Vollzuges
3. Neue Zuständigkeitsordnung für so genannte nachträgliche Entscheide, die nach dem Urteil gefällt werden
4. Revision des Massnahmenrechts
5. Revision des Übertretungsstrafrechts (insbesondere: Aufhebung der Haftstrafe)

Ersetzung der kurzen Freiheitsstrafen durch Geldstrafen und gemeinnützige Arbeit

Die Ersetzung der kurzen Freiheitsstrafen (Strafen von weniger als sechs Monaten) durch eine Geldstrafe oder durch gemeinnützige Arbeit bildet eines der Hauptziele des neuen Sanktionensystems, denn diese Kurzstrafen stehen in der Regel einer Wiedereingliederung des Täters entgegen und erzeugen zudem hohe Vollzugskosten. Aus diesem Grund werden neu die Geldstrafe und die gemeinnützige Arbeit als Hauptstrafe ausgestaltet. Unbe-

¹ Botschaft 98.038 zur Änderung des Schweizerischen Strafgesetzbuches (Allgemeine Bestimmungen, Einführung und Anwendung des Gesetzes) und des Militärstrafgesetzes sowie zu einem Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht, vom 21. September 1998, Bundesblatt 1999 S. 1979 ff., nachfolgend: Botschaft des Bundesrates

² Die Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an dieses neue Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht bildet Gegenstand eines eigenen Gesetzesentwurfs, der gleichzeitig mit dem vorliegenden Entwurf dem Grossen Rat unterbreitet wird.

³ Mit dem am 24.03.2006 verabschiedeten, nachträglichen Änderungen.

dingt zu vollziehende Freiheitsstrafen von weniger als sechs Monaten werden künftig nur noch subsidiären Charakter haben und können nur ausgesprochen werden, «wenn die Voraussetzungen für eine bedingte Strafe nicht gegeben sind und zu erwarten ist, dass eine Geldstrafe oder gemeinnützige Arbeit nicht vollzogen werden kann.» (Art. 41 nStGB). Des Weiteren werden solche Strafen als Ersatzfreiheitsstrafen bei Nichtbezahlung der Geldstrafe oder bei Nichterfüllung der gemeinnützigen Arbeit möglich sein.

- **Die Geldstrafe** wird aufgrund von so genannten Tagessätzen berechnet. Bestimmt es das Gesetz nicht anders, so beträgt die Geldstrafe höchstens 360 Tagessätze (Art. 34 Abs. 1 nStGB). Das Gericht bestimmt deren Zahl nach dem Verschulden des Täters. Die Höhe des Tagessatzes wird nach den persönlichen und wirtschaftlichen Verhältnissen des Täters im Zeitpunkt des Urteils festgelegt. Die Höchstgrenze des Tagessatzes liegt bei 3000 Franken. Damit kann die Geldstrafe maximal 1 080 000 Franken betragen (3000 x 360).
- **Die gemeinnützige Arbeit** war bisher eine blosse Vollzugsform einer Freiheitsstrafe. Neu wird sie zu einer eigenständigen Strafe, die vom Richter als solche ausgesprochen wird. Ihre Höchstdauer wird von 360 auf 720 Stunden verdoppelt. Gemäss Art. 37 Abs. 1 nStGB handelt es sich um eine subsidiäre Strafe, die jedoch Vorrang vor der Freiheitsstrafe haben soll, wenn gewisse Voraussetzungen, wie namentlich die Zustimmung des Täters, gegeben sind: «Das Gericht kann mit Zustimmung des Täters an Stelle einer Freiheitsstrafe von weniger als sechs Monaten oder einer Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen gemeinnützige Arbeit von höchstens 720 Stunden anordnen».

Erweiterung des bedingten Strafvollzugs und Einführung des teilbedingten Vollzugs

Bei Verbrechen und Vergehen kann in Zukunft für eine Freiheitsstrafe bis zu 24 Monaten der bedingte Vollzug gewährt werden (heute: bis 18 Monate). Dies bedeutet, dass für eine Freiheitsstrafe von weniger als sechs Monaten grundsätzlich kein bedingter Vollzug möglich sein wird, denn der Gesetzgeber wollte ja sicherstellen, dass solche Strafen nur noch unter den restriktiven Bedingungen von Artikel 41 nStGB, als ultima ratio, ausgesprochen werden können. Im Übrigen wird der bedingte Vollzug für alle Strafarten gewährt werden können, also auch für Geldstrafen und für die gemeinnützige Arbeit.

Das revidierte Strafrecht führt neu den teilbedingten Strafvollzug ein, welcher für Freiheitsstrafen von 12 bis 36 Monaten gewährt werden kann sowie auch für Geldstrafen und für die gemeinnützige Arbeit (Art. 43 nStGB).

Neue Zuständigkeitsordnung für nachträgliche Entscheide

Das neue Strafgesetzbuch will die Zuständigkeiten Richter bzw. Gericht einerseits und Verwaltungsbehörde (Vollzugsamt) andererseits klarer aufteilen, insbesondere was die Entscheide betrifft, die nach Inkrafttreten des Strafurteils gefällt werden (z.B.: Umwandlung einer Geldstrafe in eine Freiheitsstrafe, Rückversetzung des bedingt entlassenen Verurteilten, Verlängerung der Probezeit...). Nach geltendem Recht obliegen diese Entscheide regelmässig der Verwaltungsbehörde, während sie gemäss neuem Recht grundsätzlich von einem Rich-

ter gefällt werden müssen. Der Bundesgesetzgeber wollte damit, noch stärker als heute, die Rechtsstellung des Verurteilten schützen, indem alle für den Vollzug der Sanktion wichtigen Entscheide einem Justizorgan anvertraut werden.

Revision des Massnahmewesens

Die Bestimmungen über die so genannten Massnahmen werden im neuen Recht übersichtlicher dargestellt. Das entsprechende Kapitel enthält einen Abschnitt, der sich mit den stationären therapeutischen Massnahmen und mit der Verwahrung befasst sowie einen weiteren Abschnitt, der die «anderen Massnahmen» behandelt. Letztere umfassen zwei neue Massnahmen, nämlich das Fahrverbot und das Berufsverbot, welches im bisherigen Recht als Nebenstrafe ausgestaltet war¹.

Die neuen Bestimmungen über die therapeutischen Massnahmen und die Verwahrung enthalten einen allgemeinen Teil, der die Grundprinzipien des Massnahmewesens festlegt, insbesondere den Grundsatz der Verhältnismässigkeit. Des Weiteren verpflichtet Artikel 56 Abs. 3 den Richter, vor der Aussprechung einer therapeutischen Massnahme oder einer Verwahrung ein Gutachten einzuholen.

Eine Unterscheidung wird getroffen zwischen den Massnahmen, die gleichzeitig der Sicherheit und der Behandlung dienen (Art. 59–62d nStGB) und der reinen Sicherheitsmassnahme der Verwahrung (Art. 64 nStGB). Letztere ermöglicht die nachhaltige Neutralisierung von gefährlichen Straftätern. Die ambulante Behandlung wird zudem in den Artikeln 63–63b nStGB geregelt. Die Behandlung von Trunk- und Rauschgiftsüchtigen, die im heutigen Artikel 44 geregelt ist, wird des Weiteren auf alle Formen von Abhängigkeit ausgeweitet und findet Anwendung, wenn der Täter ein Verbrechen oder Vergehen begangen hat, das mit seiner Abhängigkeit in Zusammenhang steht. Ein praktisches Problem bleibt allerdings weiterhin ungelöst, nämlich die Frage der «geeigneten Anstalt», die die unter einer Geisteskrankheit leidenden Täter aufnehmen soll. Diese im heutigen Artikel 43 Ziff. 1 Abs. 2 StGB vorgesehene Anstalt ist noch immer nicht erstellt worden, und so werden die verwahrten Straftäter in Abteilungen der bestehenden Strafanstalten untergebracht. Diese Situation ist sowohl für die Sicherheit des Personals als auch für diejenige der Mitinsassen unbefriedigend.

Was die Verwahrung betrifft, so kann diese neu gemäss Artikel 64 Abs. 1 Bst. b nStGB auch bei Tätern ausgesprochen werden, die nicht unter einer Geisteskrankheit leiden. Wegen des Bedürfnisses nach einem besseren Schutz vor gefährlichen und gewalttätigen Tätern werden zudem für die Freilassung der Betroffenen oder für die Aufhebung solcher Massnahmen höhere Anforderungen gestellt. So sieht das neue Strafgesetzbuch vor, dass die zuständige Behörde bestimmte Entscheide nur fällen kann, wenn ein unabhängiges Gutachten vorliegt und nachdem eine Fachkommission, zusammengesetzt aus

¹ Die übrigen Nebenstrafen werden aufgehoben; es handelt sich dabei um die Amtsunfähigkeit, die Entziehung der elterlichen Gewalt und der Vormundschaft, das Wirtshausverbot sowie insbesondere um die strafrechtliche Landesverweisung (es bleibt nur noch die verwaltungsrechtliche Landesverweisung bestehen, die von Fremdenpolizeibehörden ausgesprochen wird).

Vertretern der Strafverfolgungsbehörden, der Strafvollzugsbehörden und der Psychiatrie, ihre Stellungnahme abgegeben hat.

Schliesslich ist darauf hinzuweisen, dass die Bestimmungen über die lebenslange Verwahrung (Umsetzung des Artikels 123a BV) noch von eidgenössischen Räten behandelt werden und erst in einem späteren Zeitpunkt in Kraft treten werden.

Revision des Übertretungsstrafrechts (namentlich: Aufhebung der Haftstrafe)

Für die bundesrechtlichen Übertretungen (Delikte, die im heutigen Recht mit Haft oder Busse sanktioniert werden) sieht das neue Recht die Abschaffung der Haftstrafe vor, wobei der Höchstbetrag der Busse von 5000 auf 10 000 Franken angehoben wird. Zu betonen ist, dass die Busse, im Gegensatz zur Geldstrafe, nicht bedingt ausgesprochen werden kann. Der Richter, der eine Busse ausspricht, muss nach neuem Recht gleichzeitig eine Ersatzfreiheitsstrafe festlegen für den Fall, dass der Verurteilte die Busse nicht bezahlt. Schliesslich besteht neu die Möglichkeit, an Stelle der Busse und mit Zustimmung des Verurteilten gemeinnützige Arbeit bis zu 360 Stunden auszusprechen.

1.2.3 Weitere Änderungen im neuen Strafgesetzbuch *Verantwortlichkeit des Unternehmens*

Die strafrechtliche Verantwortlichkeit des Unternehmens wurde im Rahmen eines anderen Gesetzgebungsvorhabens zur Bekämpfung der Wirtschaftskriminalität (Bestimmungen über die Einziehung, kriminelle Organisationen, Geldwäscherei) neu in das Gesetz aufgenommen.

Strafbefreiung

In Artikel 52 nStGB führt der Gesetzgeber neu die Möglichkeit ein, auf die Strafverfolgung, die Überweisung an ein Gericht oder die Bestrafung zu verzichten, wenn Schuld und Tatfolgen geringfügig sind.

Bestimmungen über den Vollzug der Freiheitsstrafen

Der Vollzug der Freiheitsstrafen fällt grundsätzlich in die Zuständigkeit der Kantone. Dessen ungeachtet enthält das neue Strafgesetzbuch einige Bestimmungen über die Grundsätze des Straf- und Massnahmenvollzugs, über die Rechte und Pflichten der Gefangenen und über die Anstalten, in denen die Strafen und Massnahmen vollzogen werden.

1.3 Gesetzgeberische Notwendigkeit

Anpassung des Einführungsgesetzes zum Strafgesetzbuch

Das Einführungsgesetz vom 9. Mai 1974 zum Strafgesetzbuch (EGStGB; SGF 31.1) muss an das neue Bundesrecht angepasst werden. Dieses Gesetz enthält einerseits Anwendungsbestimmungen im engeren Sinne (unter anderem die Bezeichnung der zuständigen Behörden) und andererseits kantonales Übertretungsstrafrecht sowie entsprechende Verfahrensregeln.

Mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf werden in erster Linie die Verweise auf das Strafgesetzbuch angepasst und die aufgrund des neuen Rechts obsolet gewordenen Bestimmungen aufgehoben. Bei dieser Gelegenheit wird

das EGStGB zudem einer Gesamtrevision unterzogen, wobei unter anderem ein neues Kapitel den Anwendungsbereich näher umschreibt. Des Weiteren werden einige Übertretungstatbestände (Polizeiübertretungen), die überholt sind oder die bereits in der Bundesgesetzgebung oder in der kantonalen Spezialgesetzgebung behandelt werden, aufgehoben.

Anpassung der Strafprozessordnung

Nebst dem EGStGB müssen auch andere kantonale Gesetze an das neue Bundesrecht angepasst werden, vor allem aber die Strafprozessordnung (StPO). Dieses Gesetz wurde im Jahre 1996 einer Totalrevision unterzogen und entspricht grundsätzlich den heutigen Anforderungen. Es muss jedoch an das neue Bundesrecht angepasst werden, namentlich bezüglich der Terminologie und der Verweise auf das Bundesrecht, aber auch in Bezug auf die praktische Umsetzung bestimmter Neuheiten wie z. B. der Geldstrafe und der gemeinnützigen Arbeit.

In Übereinstimmung mit der Systematik des neuen Rechts, wonach Freiheitsstrafen bis zu sechs Monaten als Kurzstrafen gelten, soll der Polizeirichter künftig für Fälle zuständig sein, bei denen eine Freiheitsstrafe von bis zu sechs Monaten (bisher: bis zu drei Monaten) oder eine Geldstrafe von bis zu 180 Tagessätzen zu erwarten ist (Art. 15). Die revidierte StPO enthält ferner den Grundsatz, wonach der Richter, der das Urteil gefällt hat, ebenfalls für die nachträglichen Entscheide zuständig ist (Art. 195 Abs. 1). Damit verzichtet der Entwurf auf die Einführung eines eigenen Vollzugsrichters. Einige Kantone haben vorgesehen, im Rahmen der Umsetzung des neuen Strafgesetzbuchs einen solchen Vollzugsrichter einzusetzen (vgl. Ziff. 1.4).

Anpassung anderer kantonalen Gesetze mit strafrechtlichen Bestimmungen

Der Entwurf befasst sich weiter mit der Anpassung aller kantonalen Gesetze, die Strafbestimmungen zur Sanktionierung von Übertretungen des kantonalen Rechts enthalten.

Bei den Verbrechen und Vergehen bildet das neue Sanktionensystem, wie bereits erwähnt, den Hauptpunkt der Revision. Bei den Übertretungen hat der Gesetzgeber ebenfalls Neuerungen vorgesehen, doch in weniger weit gehendem Mass. Die wichtigsten Neuerungen sind: die Abschaffung der Haftstrafe, die Anhebung des Bussenhöchstbetrages von 5000 auf 10 000 Franken, die Aufhebung der Möglichkeit, gleichzeitig eine Busse und eine Freiheitsstrafe auszusprechen und die Erleichterungen, die beim Vollzug bzw. bei der Umwandlung der Busse gewährt werden können. Des Weiteren muss der Richter in seinem Urteil für den Fall, dass der Verurteilte aus eigenem Verschulden die Busse nicht bezahlt, eine Ersatzfreiheitsstrafe von mindestens einem Tag und höchstens drei Monaten aussprechen.

Wie im bisherigen Recht behält Artikel 335 des Strafgesetzbuches die Möglichkeit vor, dass die Kantone für Polizeiübertretungen und für Widerhandlungen gegen kantonales Verwaltungs- und Prozessrecht ein eigenes Sanktionensystem vorsehen. Im Rahmen der Vorarbeiten zum vorliegenden Entwurf wurde zu dieser Frage im Frühjahr 2005 bei den Direktionen des Staatsrates und bei den Gerichtsbehörden eine Vor-Vernehmlassung durchgeführt. Dabei haben sich die befragten Organe einhellig für eine Anhebung des Bussenmindestbetrages von

20 auf 50 oder auf 100 Franken ausgesprochen sowie für eine analoge Anwendung der bundesrechtlichen Übertretungsstrafnormen im kantonalen Übertretungsstrafrecht. Folgerichtig wurde die Beibehaltung der Haftstrafe im kantonalen Recht von der grossen Mehrheit der Befragten abgelehnt, denn die Abschaffung dieser Strafform entspricht dem Willen des Bundesgesetzgebers, die kurzen Freiheitsstrafen durch andere Sanktionsformen zu ersetzen. Mit Ausnahme der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport haben sich ferner sämtliche Direktionen dafür ausgesprochen, die Beurteilung von Übertretungen des kantonalen Rechts grundsätzlich dem Strafrichter (Polizeirichter oder Untersuchungsrichter) zu übertragen.

Der Entwurf berücksichtigt in weitem Masse die Stellungnahmen, die im Rahmen dieser Vor-Vernehmlassung abgegeben wurden, namentlich was die analoge Übernahme des neuen Bundesrechts betrifft (Abschaffung der Haftstrafe). Er verzichtet hingegen darauf, die Zuständigkeit für die Beurteilung der kantonalrechtlichen Übertretungen den Strafrichtern zu übertragen und schlägt vor, zumindest vorläufig dieser Zuständigkeit bei den Oberamtännern zu belassen. Diese Lösung ist insofern gerechtfertigt, als die Strafrichter mit den anderen neuen Zuständigkeiten (vgl. unter Ziff. 1.2.2) und den Verfahren um Festlegung der Geldstrafen bereits in hinreichendem Masse belastet werden. Es wäre nicht angezeigt, gleichzeitig noch mehr Aufgaben auf die Richter zu überwälzen, umso mehr als die Oberamtännern diese Aufgaben bereits seit vielen Jahren erledigen.

Anpassung des Konkordates der lateinischen Kantone über den Freiheitsentzug an Erwachsenen

Die neuen Bestimmungen des Strafgesetzbuches haben auch eine Anpassung des Konkordatsrechts zur Folge, insbesondere was den Vollzug der Strafsanktionen betrifft. Das Konkordat vom 22. Oktober 1984 über den Straf- und Massnahmenvollzug an Erwachsenen und jungen Erwachsenen in den westschweizerischen Kantonen und im Kanton Tessin wird deshalb durch ein neues Konkordat vom 10. April 2006 ersetzt werden. Ein entsprechender Dekretsentwurf wird dem Grossen Rat im Herbst 2006 unterbreitet werden.

1.4 Entstehung des Gesetzesentwurfs

Auftrag der Arbeitsgruppe

Angesichts der zahlreichen Änderungen im Bereich des Strafrechts und der weit reichenden Auswirkungen dieser Änderungen wurde eine Arbeitsgruppe ins Leben gerufen, die sich aus Vertretern der Gerichtsbehörden, der Vollzugsbehörden, der Schutzaufsicht, der Staatsanwaltschaft sowie einem Vertreter der Oberamtännernkonferenz zusammensetzte. Der Auftrag dieser Arbeitsgruppe bestand darin, die Auswirkungen des neuen Strafrechts auf das kantonale Recht zu identifizieren, zu verschiedenen Einzelfragen Stellung zu nehmen und einen Gesetzesvorentwurf für die Umsetzung des neuen Bundesrechts in das kantonale Recht auszuarbeiten.

Zur besseren Eingrenzung der verschiedenen Problemkreise im Zusammenhang mit der Anpassung der Spezialgesetzgebung wurde im Frühjahr eine Vor-Vernehmlassung bei den Direktionen des Staatsrates und den Justizbehörden durchgeführt (vgl. oben, Ziff. 1.3). Im Übrigen hat die Arbeitsgruppe hinsichtlich einiger Grundsatzfragen folgende Optionen vorgesehen:

Schaffung eines Vollzugsrichters oder Zuweisung an den Richter, der das Urteil gefällt hat?

Das neue Strafgesetzbuch sieht für zahlreiche Entscheide, die nach der Verurteilung getroffen werden («nachträgliche Entscheide», vgl. oben Ziff. 1.2.2) die Zuständigkeit eines Richters vor. Einige Kantone haben sich für die Schaffung eines Vollzugsrichters und damit einer neuen Instanz, entschieden, während andere Kantone diese Aufgaben dem Richter zuweisen, der das Urteil ausgesprochen hat. Die Arbeitsgruppe hat der zweiten Lösung den Vorzug gegeben, denn bereits im heutigen System muss der urteilende Richter verschiedene nachträgliche Entscheide treffen. Dies ist unter anderem im Massnahmenrecht der Fall (Aufhebung einer Massnahme, Rückführung in den Massnahmenvollzug oder Verlängerung der ambulanten Behandlung). Gerade in diesem Bereich wird der Richter in Zukunft vermehrt eingzugreifen haben. Aus diesem Grunde scheint es angezeigt, das heutige System zu übernehmen und auszuweiten, zumal der Richter (oder das Gericht), der den Täter verurteilt oder eine Massnahme angeordnet hat, das Dossier bereits kennt. Die von der Arbeitsgruppe bevorzugte Variante wird ohne Zweifel eine Verstärkung der personellen Mittel in den Justizbehörden, insbesondere beim Untersuchungsrichteramt, nach sich ziehen, doch wird sie mit Sicherheit weniger kostspielig sein als die Schaffung einer neuen Vollzugsrichter-Instanz.

Nach einigen Jahren Praxis wird es möglich sein, aufgrund der gemachten Erfahrungen die Lage neu zu beurteilen. Dies ist umso mehr angezeigt, als im Moment zahlreiche Fragen ungewiss sind, namentlich in Bezug auf die Umsetzung der neuen Sanktionen (Geldstrafe, gemeinnützige Arbeit) und auf die künftigen – heute noch schwer abschätzbaren – Auswirkungen der Vereinheitlichung des Strafverfahrensrechts auf schweizerischer Ebene. Aus diesen Gründen scheint die Schaffung einer Vollzugsrichter-Instanz im heutigen Zeitpunkt weder zwingend noch angezeigt.

Zuständigkeit des Polizeirichters

Aus den oben (Ziff. 1.3) erwähnten, Gründen, die im Kommentar zu Art. 15 StPO weiter unten näher erläutert werden, soll die Zuständigkeit des Polizeirichters insofern erweitert werden, als dieser künftig Fälle beurteilen soll, bei denen eine Freiheitsstrafe bis zu sechs Monaten zu erwarten ist (heute: drei Monate). In der Praxis wird, wie bisher, der Untersuchungsrichter die meisten Strafurteile in der Form des Strafbefehls erlassen (vgl. Art. 12 StPO).

Zuständigkeit der Oberamtännern in Strafsachen

Während der Vorentwurf noch vorsah, die heute von den Oberamtännern wahrgenommenen strafrechtlichen Aufgaben grösstenteils den Richtern (hauptsächlich: den Untersuchungsrichtern) zu übertragen, verzichtet der Entwurf nunmehr aus den oben erwähnten Gründen (Ziff. 1.3) auf diese Übertragung. Die Frage wird indes in einem späteren Zeitpunkt wieder aufgegriffen werden können.

Vernehmlassungsverfahren

Gestützt auf die Ergebnisse der oben erwähnten Vor-Vernehmlassung hat die Arbeitsgruppe im Herbst 2005 zwei Gesetzesvorentwürfe erarbeitet (einen Vorentwurf zu einem Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch sowie

einen Vorentwurf zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die neuen Bestimmungen des Strafgesetzbuchs). Diese Vorentwürfe wurden einem breit angelegten Vernehmlassungsverfahren unterzogen, in welchem sämtliche beteiligten Kreise berücksichtigt wurden (insgesamt 35 Behörden oder Organisationen). Dieses Vernehmlassungsverfahren wurde von Dezember 2005 bis März 2006 durchgeführt und hat ergeben, dass die von der Arbeitsgruppe gewählten Optionen grösstenteils gutgeheissen wurden. Diese Optionen wurden deshalb im vorliegenden Entwurf übernommen. In formeller Hinsicht wurden beide Vorentwürfe vereinigt und bilden nunmehr nur noch einen Entwurf unter dem Titel «Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch».

Eines der befragten Organe hat vorgeschlagen, in einem Spezialgesetz ein Ordnungsbussensystem für geringfügige Verwaltungsstraftatbestände zu schaffen. Zur Begründung dieses Vorschlags wurde der Vorentwurf eines Bundesgesetzes über die Ordnungsbussen eingereicht. Dieses Gesetz regelt die Ordnungsbussen im Bereich der Strassenverkehrsdelikte zusammen mit den anderen Ordnungsbussen und bezeichnet als zuständige Behörden die Kantonspolizei (für alle Ordnungsbussen), die Gemeinden oder andere, vom Staatsrat bezeichnete Organe. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass ein solches Ordnungsbussensystem demnächst in einem separaten Gesetz geschaffen werden sollte, wobei die Grundlage implizit bereits in Artikel 9 Abs. 2 des Entwurfs besteht. Dieses System könnte in zweierlei Hinsicht nützlich sein, nämlich in den Bereichen, in denen zahlreiche Widerhandlungen vorkommen sowie in jenen Fällen, in denen der Täter in der Regel auf frischer Tat ertappt wird. Bei dieser Gelegenheit wird auch die Einführung der Verwaltungsbusse zu prüfen sein (dieses System wird bereits für bestimmte Widerhandlungen gegen die Gesetzgebung über die Abfallbewirtschaftung angewandt).

2. KURZKOMMENTAR DES ENTWURFS

2.1 Allgemeines

In erster Linie passt der Entwurf das kantonale Recht an die Bestimmungen des neuen Strafgesetzbuchs an. Dies geschieht in Form eines neuen Einführungsgesetzes zum Strafgesetzbuch, mit weiteren Bestimmungen zur Anpassung des kantonalen Rechts, insbesondere der Strafprozessordnung vom 14. November 1996 sowie verschiedener verwaltungs- und verfahrensrechtlicher Bestimmungen strafrechtlichen Inhalts. Die Totalrevision des Einführungsgesetzes vom 3. Mai 1974 zum Strafgesetzbuch (EGStGB) drängt sich aus Gründen der Klarheit und der Systematik auf.

2.2 Kommentar der einzelnen Bestimmungen

Art. 1 Geltungsbereich

Der Geltungsbereich des neuen Gesetzes ist mit demjenigen des Gesetzes vom 9. Mai 1974 deckungsgleich. Die in Artikel 3 erwähnte Spezialgesetzgebung zielt in erster Linie auf die Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO; SGF 32.1) und auf das Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (GOG; SGF 131.0.1). Diese Gesetze legen unter anderem die Zuständigkeiten der Strafjustizorgane sowie das anwendbare Verfahren fest.

Art. 2 Ausführungsbestimmungen

Wie im heutigen Recht (vgl. Art. 24 EGStGB und Art. 252 StPO) überlässt diese Bestimmung die Detailregelungen dem Staatsrat. Die entsprechenden Bestimmungen des geltenden Rechts werden im gegebenen Zeitpunkt ebenfalls angepasst werden.

Art. 3 Zuständige Behörden, im Allgemeinen

Die Sicherheits- und Justizdirektion ist, unter Vorbehalt anders lautender Bestimmungen, die zuständige Behörde und die Vollzugsbehörde im Sinne des Strafgesetzbuchs. Diese Direktion verfügt für diese Aufgaben namentlich über das Amt für Strafvollzug und über das Amt für Bewährungshilfe.

Der Entwurf sieht indes bereits die geplante Namensänderung des Amtes für Strafvollzug vor, denn es soll in Zukunft klarer zwischen dem Vollzug und der Vollstreckung der Sanktionen unterschieden werden. Beim Vollzug geht es darum zu gewährleisten, dass die von der Strafjustiz ausgesprochenen Sanktionen auch umgesetzt werden, während ebendiese konkrete Umsetzung als Vollstreckung bezeichnet wird. Zuständig für die Benennung des Amtes ist der Staatsrat.

Art. 4–8 Zuständige Behörden in einzelnen Fällen

Diese Artikel übernehmen im Grossen und Ganzen die heutigen Bestimmungen und passen sie an das neue Bundesrecht (vgl. Art. 4, 5) oder an die kantonale Praxis (vgl. Art. 6) an. Die Bestimmung über die Begnadigung sowie diejenige über die Durchsuchungshandlungen nach Verwaltungsstrafrecht bleiben inhaltlich unverändert.

Artikel 8 EGStGB bildet im Übrigen einen Spezialfall, denn es wird hier eine Gerichtsbehörde nicht aufgrund des Strafgesetzbuchs, sondern aufgrund eines anderen Bundesgesetzes bezeichnet. Dieser Artikel übernimmt den Wortlaut des heutigen Artikels 22a EGStGB und präzisiert diesen.

Art. 9 Widerhandlungen gegen das kantonale Recht, Allgemeine Bestimmungen, Grundsätze

1. Der Entwurf unterscheidet klar zwischen den in den Artikeln vorgesehenen Polizeiübertretungen und den Widerhandlungen gegen die Spezialgesetzgebung. All diese Tatbestände werden nach heutigem Recht mit Busse und/oder Haft bestraft.
2. Artikel 335 nStGB behält wie bisher das Recht der Kantone vor, Polizeiübertretungen zu regeln, die nicht im Bundesrecht geregelt sind, und ein eigenes Sanktionensystem für Widerhandlungen gegen das kantonale Verwaltungs- und Prozessrecht zu schaffen. Was die Strafsanktionen betrifft, so übernimmt der Entwurf indes das im neuen Übertretungsstrafrecht des Bundes vorgesehene System. Dies bedeutet, dass er bis auf wenige Ausnahmen (vgl. Art. 10) auf die Beibehaltung einer «kantonalen» Haftstrafe verzichtet. Er übernimmt weiter das bundesrechtliche System in Bezug auf die Festlegung der Strafe und der Ersatzfreiheitsstrafe (vgl. Art. 106 Abs. 2 und 3 nStGB) sowie auf die Aussprechung einer gemeinnützigen Arbeit, sofern der Täter sein Einverständnis erklärt (vgl. Art. 107 Abs. 1 nStGB). Die globale Übernahme des bundesrechtlichen Systems ist insofern gerechtfertigt, als ein Nebeneinander zweier Systeme (eines für die kantonalen Übertretungen und eines für die bundesrechtlichen Übertretungen) für die zuständigen Behörden der

Strafjustiz (Untersuchungsrichter, Polizeirichter, Oberamtmänner) eher verwirrend und damit wenig wünschbar wäre (vgl. hierzu auch oben, Ziff. 1.3).

3. In einem Anhang zum Entwurf werden die einzelnen Strafbestimmungen der kantonalen Spezialgesetzgebung angepasst (vgl. Kommentar ad Art. 23, unten).

Art. 10 Anwendbares Recht

Wie bereits im heutigen Recht enthält der Entwurf einen allgemeinen Verweis auf die Bestimmungen des Strafbuches zu den Übertretungen (Art. 103–109 nStGB). Auch sieht er weiterhin vor, dass die fahrlässig begangenen Widerhandlungen grundsätzlich strafbar sind (vgl. Art. 10 Abs. 2). Dies ist gerechtfertigt, denn die Strafbestimmungen der Spezialgesetzgebung richten sich im Wesentlichen gegen die objektive Verletzung von Normen, z. B. im Bereich des Baurechts. Es obliegt dem Spezialgesetzgeber zu prüfen, ob im einen oder anderen Fall eine andere Lösung zu bevorzugen ist (Strafbarkeit nur bei vorsätzlichem Handeln).

Das Bundesrecht führt als Neuheit die strafrechtliche Verantwortlichkeit des Unternehmens ein (vgl. Art. 102 und 102a nStGB). Der Entwurf übernimmt diese Regeln für das kantonale Übertretungsstrafrecht (vgl. Art. 10 Abs. 3 nStGB). Das heutige Recht enthält zwar bereits einige (minimale) Normen zur Verantwortlichkeit der juristischen Personen (Art. 199 Abs. 7 des Raumplanungs- und Baugesetzes, Art. 60 Abs. 3 des Gesetzes über die öffentlichen Sachen, Art. 133 Abs. 3 des Strassengesetzes, Art. 50 Abs. 1 des Gesetzes betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden, Art. 92 Abs. 5 des Gesetzes über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden). Diese Bestimmungen sehen aber lediglich die Verantwortlichkeit der Personen vor, die für das Unternehmen gehandelt haben oder hätten handeln müssen. Sie sind jedoch unzureichend, da es oftmals schwierig ist zu eruieren, welche Personen im Einzelfall in Frage kommen.

Art. 11–14 Polizeiübertretungen

Wie bereits erwähnt, können die Kantone im Bereich der Polizeiübertretungen legislieren. Laut Rechtsprechung gilt diese Kompetenz nur insoweit, als das zu bestrafende Verhalten nicht bereits durch Bundesrecht sanktioniert wird. Falls das Bundesrecht nichts vorsieht, können die Kantone gemäss Rechtsprechung solche Übertretungsstrafnormen erlassen, wenn der Bundesgesetzgeber das fragliche Verhalten nicht explizit straflos erklärt hat.

Die Polizeiübertretungen, die in den Artikeln 6–16 des heutigen EGStGB geregelt sind, wurden eingehend revidiert. Manche dieser Bestimmungen sind obsolet geworden (Art. 8 Ziff. 8, 10 und 11; Art. 9 Ziff. 1; Art. 11 Ziff. 1 und 2 sowie Art. 12). Andere Normen wurden im Laufe der Zeit in die kantonale Spezialgesetzgebung übernommen (Art. 11 Ziff. 3; 14 Ziff. 1, 3 und 4; Art. 8 Ziff. 2; Art. 10 und 11 Ziff. 3). Schliesslich finden sich einige Normen heute im Strafbuch oder in der Spezialgesetzgebung des Bundes (Art. 6; 8 Ziff. 9 und, teilweise, Art. 10 und 13).

Aufgehoben wird unter anderem die Bestimmung, wonach bestraft wird, wer polizeiliche Anordnungen zum Schutz der Gesundheit oder Sauberkeit auf öffentlichen Strassen, Wegen und Plätzen verletzt (Art. 8 Ziff. 2 EGStGB in seiner heutigen Fassung). Diese Übertretungen sind zum grössten Teil durch die Gesetzgebung über die

öffentlichen Sachen bzw. durch die Strassengesetzgebung oder durch das Bundesrecht abgedeckt (z.B. Tatbestand der Sachbeschädigung bei Sprayereien auf Gebäuden). Die Gemeinden bleiben hingegen zuständig für die Bestrafung anderer Widerhandlungen gegen die Sauberkeit (und die Moral), wie z.B. das Urinieren auf öffentlichem Grund.

Art. 11 Widerhandlungen gegen polizeiliche Anordnungen oder Massnahmen

Artikel 11 deckt bestimmte Widerhandlungen gegen Beschlüsse polizeilicher Behörden (im weiten Sinne) oder gegen Anordnungen und Massnahmen der Kantons- oder Gemeindepolizei ab. Die Ziffern 1 und 2 stellen die Verletzung von formellen Beschlüssen oder materiellen Anordnungen oder Massnahmen im Bereich der Ordnung und Sicherheit unter Strafe. Sie ergänzen damit das Bundesrecht, das unter anderem die Gewalt und Drohung gegen Behörden und Beamte sowie die Hinderung einer Amtshandlung unter Strafe stellt. Im Weiteren sei daran erinnert, dass die Behörde ihren Entscheid auch mit der Strafdrohung nach Artikel 292 StGB versehen kann (Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen). Die kantonalen Strafnormen ergänzen damit die Mittel, die den polizeilichen Behörden zur Verfügung stehen, um ihre Entscheide durchzusetzen.

Die in den 3 bis 5 aufgeführten Strafnormen werden vom heutigen Recht übernommen (Art. 8 Ziff. 3, 4 und 4^{bis} EGStGB).

Art. 12 Übertretungen gegen die öffentliche Ruhe

Artikel 12 des Entwurfs übernimmt die Bestimmungen von Artikel 8 Ziff. 6 und 7 des heutigen Rechts. Es handelt sich um Strafnormen, die typischerweise in die Zuständigkeit der Kantone fallen.

Art. 13 Bettelei

Die Bestimmungen über die Bettelei werden ebenfalls vom heutigen Recht übernommen (vgl. Art. 9 Ziff. 2 EGStGB). In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass die eidgenössischen Räte am 24. März 2006 das Fakultativprotokoll zum Übereinkommen über die Rechte des Kindes betreffend den Verkauf von Kindern, die Kinderprostitution und die Kinderpornografie (BBl 2006, S. 3643) angenommen haben. Bei dieser Gelegenheit wurde eine neue Bestimmung über den Menschenhandel ins Strafbuch eingefügt (Art. 182 StGB), welche namentlich den Menschenhandel zwecks Ausbeutung der Arbeitskraft unter Strafe stellt. Der Bundesrat wird demnächst den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Norm festlegen. Gegebenenfalls könnte Artikel 13 des Entwurfs dadurch obsolet werden.

Des Weiteren wird der Tatbestand der Landstreicherei aufgehoben.

Art. 14 Entziehung von Gegenständen von geringem Wert

Der heutige Artikel 7 EGStGB wird im Entwurf übernommen, doch wird die Widerhandlung nur noch auf Antrag bestraft. Es handelt sich hier um einen Spezialtatbestand, der sich auf Holz und Feldfrüchte bezieht. Die Entziehung von beweglichen Gegenständen im weiteren Sinne wird durch das Bundesrecht abgedeckt (Art. 139, allenfalls in Verbindung mit Art. 172^{ter} StGB).

Art. 15–19 *Vollstreckung von Freiheitsstrafen, gemeinnütziger Arbeit, therapeutischen Massnahmen sowie Verwahrung*

Die Artikel 15–19 enthalten einige Grundregeln bezüglich der Vollstreckung der wichtigsten Strafsanktionen. Die entsprechenden Bestimmungen finden sich heute in der Artikeln 247–252 StPO und im Artikel 23 EGStGB.

Inhaltlich bleiben die Bestimmungen unverändert. Da auf die Schaffung eines speziellen Vollzugsrichters verzichtet wird, bleibt namentlich die Gerichtsbehörde, die in der Sache entscheiden hat, für das Inkasso der Geldstrafen und Bussen zuständig (vgl. Art. 18 des Entwurfs).

Die Regel, wonach sich der Verurteilte an den Kosten des Straf- und Massnahmenvollzugs beteiligt (vgl. den Verweis in Art. 17 des Entwurfs), findet sich nunmehr im Bundesrecht (Art. 380 nStGB), so dass die kantonale Bestimmung (Art. 249 StPO) obsolet wird. Die wichtigsten Ausführungsbestimmungen werden zudem durch das Konkordat über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen präzisiert oder gegebenenfalls durch den Staatrat erlassen werden.

Art. 20 *Andere Massnahmen*

Dieser Artikel bezieht sich auf die speziellen Massnahmen, die in den Artikeln 66 bis 73 nStGB aufgeführt sind (Art. 66: Friedensbürgschaft; Art. 67 und 67a: Berufsverbot; Art. 67b: Fahrverbot; Art. 68: Veröffentlichung des Urteils; Art. 69–72: Einziehung; Art. 73: Verwendung zu Gunsten des Geschädigten).

Art. 21 *Bekanntgabe von Personendaten*

Dieser neue Artikel soll es den verschiedenen, für den Vollzug und die Vollstreckung der Strafurteile zuständigen Verwaltungsbehörden ermöglichen, untereinander Daten im Abrufverfahren auszutauschen. Bei diesen Verwaltungsbehörden handelt es sich um das Amt für Strafvollzug, das Amt für Bewährungshilfe, das Zentralgefängnis und die Anstalten von Bellechasse. Da es sich vorliegend um sensible Daten (Strafsanktionen) handelt, scheint eine formelle gesetzliche Grundlage angezeigt (vgl. Art. 10 Abs. 2 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Datenschutz; SGF 17.1). Artikel 21 des Entwurfs enthält die grundsätzliche Ermächtigung, diese spezifische Datenübermittlung zwischen den betroffenen Behörden einzuführen. Falls diese Datenübermittlung tatsächlich umgesetzt wird, muss hierfür ein besonderes Reglement erarbeitet werden, welches die genauen Zugriffsrechte und die notwendigen Sicherheitsfragen regelt (vgl. Art. 21 des Reglements vom 29. Juni 1999 über die Sicherheit der Personendaten; SGF 17.15).

Art. 22 *Aufhebung*

Die Bestimmungen des Gesetzes vom 7. Dezember 1967 betreffend Änderung des Tarifs, des Bezuges und der Verteilung der Bussen sind entweder überholt oder wurden im Entwurf zum neuen EGStGB übernommen (vgl. Art. 19 Abs. 2 und 10 Abs. 4 des Entwurfs).

Art. 23 *Änderungen*

Mit diesem Artikel wird eine Reihe von Gesetzen geändert, die im Anhang 3 des Entwurfs aufgeführt sind.

Diese Änderungen sind verschiedener Natur und können folgendermassen kategorisiert werden:

1. Anpassung von Strafbestimmungen in der Spezialgesetzgebung

Verschiedene Änderungen betreffen lediglich einfache Anpassungen der Strafnormen (Aufhebung der Haftstrafe, Anpassung der Sanktionen und Bussen). Folgende Gesetze sind von diesen Anpassungen betroffen:

- Gesetz über die Einwohnerkontrolle (Art. 23 Abs. 1 und 3);
- Gesetz über die Gerichtsorganisation (Art. 82 Abs. 6);
- Gesetz über den Anwaltsberuf (Art. 38 Abs. 1);
- Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (Art. 44 Abs. 2 und 74 Abs. 2);
- Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (Art. 121);
- Gesetz über das Notariat (Art. 76^{bis} Abs. 1);
- Zivilprozessordnung (Art. 8 Abs. 2, 9, 217 Abs. 3, 354 Abs. 1, 355 Abs. 2 und 358 Abs. 2);
- Schulgesetz (Art. 32);
- Gesetz über die Schulzahnpflege und -prophylaxe (Art. 11);
- Gesetz über die direkten Kantonssteuern (Art. 231 Abs. 1, 232 und 235 Abs. 2);
- Gesetz über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (Art. 58 Abs. 1);
- Gesetz über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (Art. 15);
- Gesetz betreffend die Besteuerung der Schiffe (Art. 10 Abs. 1);
- Gesetz über die Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes (Art. 43 Abs. 1);
- Raumplanungs- und Baugesetz (Art. 199; dieser Artikel übernimmt inhaltlich bereits die Bestimmung des Entwurfs zum neuen Raumplanungs- und Baugesetz);
- Gesetz betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (Art. 50 Abs. 1, 2 und 4);
- Gesetz über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (Art. 92 Abs. 1, 4 und 5);
- Strassengesetz (Art. 133 Abs. 3 und 134 Abs. 5);
- Gesetz über den Wasserbau (Art. 63 Abs. 1 und 3);
- Gesetz über die öffentlichen Sachen (Art. 60 Abs. 1 und 3);
- Gesetz zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (Art. 22 Abs. 1);
- Gesetz über die Abfallbewirtschaftung (Art. 35 Abs. 1 und 36 Abs. 1, 2 und 3);
- Gesundheitsgesetz (Art. 128);
- Sozialhilfegesetz (Art. 37a Abs. 1);
- Gesetz über die Familienzulagen (Art. 42);
- Gesetz über die Heiligung der Sonn- und Feiertage (Art. 4);
- Gesetz über die Verbesserung der Rindvieh-, Pferde und Kleinviehzucht (Art. 17 Abs. 1 und 2);
- Gesetz über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (Art. 77 Abs. 1 und 5);

- Gesetz über die Reklamen (Art. 16);
- Gesetz über die Spielapparate und Spielsalons (Art. 50 Abs. 1);
- Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (Art. 71).

2. Aufhebung von Strafbestimmungen

Das Gesetz vom 26. September 1985 über die Sozialwohnbauförderung (SGF 87.2) enthielt in Artikel 31 eine Strafbestimmung. Diese Bestimmung wurde jedoch nie angewandt und kann aufgehoben werden.

3. Neue bundesrechtliche Bestimmung über die Verantwortlichkeit des Unternehmens

Wie bereits erwähnt, wird die bundesrechtliche Regelung über die Verantwortlichkeit des Unternehmens in das kantonale Recht übernommen. Mehrere Bestimmungen des kantonalen Rechts müssen entsprechend angepasst werden (vgl. Kommentar ad Art. 10 EGStGB, oben).

4. Anpassung der Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeinden

Die Bestimmungen des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG) zum Strafverfahren bei kommunalrechtlichen Bussen werden angepasst und ergänzt.

Die Artikel 86–86b GG übernehmen grösstenteils den Inhalt des heutigen Artikels 86 GG und ergänzen diesen. Die Zuständigkeit des Gemeinderates als spezielle Justizbehörde zum Entscheid über die Busse und über die gleichzeitig auszusprechende Ersatzfreiheitsstrafe wird beibehalten. Es erscheint in der Tat weder notwendig noch sinnvoll, die Zuständigkeit für die Ersatzfreiheitsstrafe dem Oberamtmann oder dem Polizeirichter zu übertragen. Die strafrechtliche Zuständigkeit auf Gemeindeebene wird damit ein und derselben Behörde (hier: dem Gemeinderat) übertragen, wie dies auch für die bundesrechtlichen Übertretungen der Fall ist (vgl. Art. 106 Abs. 2 und 3 nStGB). Weiter ist zu betonen, dass der Verurteilte Einsprache erheben kann. Diesfalls wird die Angelegenheit dem Polizeirichter übertragen (vgl. Art. 86 Abs. 2 und 3 GG).

Da der Gemeinderat mit der Busse stets auch eine Ersatzfreiheitsstrafe aussprechen wird (vgl. Art. 106 Abs. 2 und 3 nStGB, die gemäss Art. 10 Abs. 1 des Entwurfs anwendbar sind), erscheint es gerechtfertigt, diese Zuständigkeit einzig dem Gesamtgremium zu übertragen. Die Möglichkeit der Aussprechung einer strafrechtlichen Sanktion kann demnach nicht mehr einem einzelnen Mitglied des Gemeinderates delegiert werden.

Die Artikel 86a und 86b übernehmen einige Regeln, die heute im EGStGB figurieren, und passen diese an. Die Kosten für die Vollstreckung der vom Gemeinderat ausgesprochenen Urteile müssen von der Gemeinde getragen werden. Diese müssen zudem Bestimmungen über die gemeinnützige Arbeit erlassen (vgl. Art. 86b GG in der vorgeschlagenen Fassung). Die Gemeinden werden sich hierfür an die vom Staatsrat erlassenen Normen anlehnen können.

5. Änderung des Gesetzes über die Anstalten von Bellechasse

Das Gesetz über die Anstalten von Bellechasse wird einerseits geändert, um die Verweise auf das Strafgesetzbuch anzupassen (Art. 2 Abs. 1 und 3 Abs. 1) und andererseits um die Bestimmungen über die Disziplinarsanktionen an das neue Recht anzupassen (Art. 30 Abs. 1).

Das Bundesrecht enthält neu mehrere Bestimmungen über den Straf- und Massnahmenvollzug, insbesondere über die Rechte und Pflichten der Gefangenen (vgl. Art. 74 ff. nStGB). So enthält etwa Artikel 91 nStGB eine abschliessende Liste der möglichen Disziplinarsanktionen, so dass die bisherige, in Artikel 30 Abs. 1 des Gesetzes über die Anstalten von Bellechasse geregelte Liste angepasst werden muss (Streichung der Rückversetzung in ein früheres Regime und Einführung der Busse als Disziplinarsanktion). Der stufenweise Vollzug, der im heutigen Recht die verschiedenen Etappen der Urteilsvollstreckung regelt, wird durch einen so genannten Vollzugsplan ersetzt (vgl. Art. 75 Abs. 3 nStGB). Dieser Vollzugsplan muss so individuell wie möglich gestaltet werden und entspricht der Pflicht der Vollzugsbehörden, den Sozialisierungsprozess des Verurteilten zu begleiten und sein Sozialverhalten je nach Aufenthaltsdauer in der Anstalt individuell zu fördern.

6. Anpassung der Bestimmungen der Strafprozessordnung

Der grösste Teil der Änderungen betrifft verständlicherweise die Strafprozessordnung. Diese Änderungen können wie folgt kommentiert werden:

Terminologische Änderungen

In der französischen Fassung des neuen Strafgesetzbuches wird der bisherige Begriff für «Untersuchungshaft» («détention préventive») durch einen neuen Begriff ersetzt («détention avant jugement»). In der deutschen Fassung bleibt der Begriff unverändert.

Art. 1 Abs. 3 StPO

Die Bestimmungen des Strafgesetzbuchs über die Strafbarkeit von Kindern und Jugendlichen wurden grundlegend überarbeitet und finden sich nun in einem eigenen Erlass, dem Bundesgesetz vom 20. Juni 2003 über das Jugendstrafrecht (Jugendstrafgesetz, JStG). Dieses Gesetz wird gleichzeitig mit dem neuen Strafgesetzbuch und dem revidierten Militärstrafrecht in Kraft treten. Es unterscheidet nicht mehr zwischen Kindern und Jugendlichen, sondern verwendet nur noch den Begriff «Jugendliche» (von 10 bis 18 Jahren).

Art. 12 StPO

Im neuen Strafgesetzbuch wurde die Nebenstrafe der Landesverweisung aufgehoben. Damit bleibt nur noch die verwaltungsrechtliche Ausweisung bestehen, so dass der Vorbehalt in Artikel 12 gegenstandslos wird.

Art. 15 Abs. 1 StPO

Es erscheint angebracht, die Bestimmungen über die Zuständigkeit des Polizeirichters anzupassen, um dem neuen Sanktionssystem des Bundesrechts Rechnung zu tragen.

Wie bisher soll der Polizeirichter (und folglich auch der Untersuchungsrichter, gemäss Verweis in Art. 12 StPO) nur Fälle beurteilen, bei denen eine kurze Freiheitsstrafe zu erwarten ist. Im heutigen Recht gilt aber als Kurzstrafe eine Freiheitsstrafe bis zu drei Monaten (vgl. Art. 37^{bis} StGB), während das neue Strafgesetzbuch die Obergrenze für Kurzstrafen bei sechs Monaten festlegt (vgl. Art. 41 Abs. 1 und 79 Abs. 1 nStGB). Aus diesem Grund sollte die Zuständigkeit des Polizeirichters ebenfalls auf sechs Monate erweitert werden. Wie im bisherigen Recht (vgl. Art. 42–44 und 100^{bis} StGB) wird der Polizeirichter aber auch in Zukunft nicht für stationäre therapeutische Massnahmen (Art. 59–61 nStGB) zuständig sein, ebenso wenig wie für ambulante Massnahmen (Art. 63 nStGB) und natürlich für die Verwahrung (Art. 64 nStGB). Hingegen wird er die anderen Massnahmen, die in den Artikeln 66, 67, 67b, 68, 69, 71 und 73 nStGB vorgesehen sind, aussprechen können.

Mit Zustimmung des Täters wird der Polizeirichter auch gemeinnützige Arbeit aussprechen können (vgl. Art. 37 und 107 nStGB). Die für den Strafvollzug zuständige Behörde wird danach die Art und die Modalitäten der auszuführenden Arbeit festlegen (vgl. Art. 375 Abs. 2 und 39 Abs. 1 nStGB). Bei Nichteinhaltung dieser Modalitäten wird sie zudem eine Verwarnung aussprechen. Im Wiederholungsfall wird sie den Richter informieren, der eine Umwandlung der gemeinnützigen Arbeit in eine Geldstrafe oder in eine Freiheitsstrafe prüfen wird (vgl. Art. 39 Abs. 1 nStGB). Die Details hierzu werden in einer Ausführungsverordnung des Staatsrates geregelt werden (vgl. Art. 2 Bst. a und 15 Abs. 2 EGStGB, in der vorgeschlagenen Fassung).

Art. 16 StPO

Dieser Artikel bezieht sich auf die Zuständigkeit des Bezirksstrafgerichts. Dieses Gericht ist demnach für alle Strafen und Massnahmen zuständig, die nicht in den Kompetenzbereich des Polizeirichters fallen. Es kann ebenfalls gemeinnützige Arbeit aussprechen, wenn die bundesrechtlichen Bedingungen hierfür erfüllt sind.

Art. 27 Abs. 1 StPO

Der erste Absatz des Artikels 27 wird aufgehoben, nachdem gegen Überweisungsverfügungen des Untersuchungsrichters keine Beschwerde mehr möglich ist (vgl. Aufhebung des Art. 166 StPO durch das Gesetz vom 12. Oktober 2005).

Art. 31 Abs. 3, 36 Abs. 1 Bst. c, 120 Abs. 3, 131 Abs. 1, 162 Abs. 1, 163 Abs. 1, 182 Abs. 1 Bst. c und d, 187 Abs. 2 Bst. b, 198 Abs. 1, 217 Bst. b und c und 236 StPO

Es handelt sich um verschiedene Anpassungen an die neuen Sanktionsformen oder an die neue Nummerierung des Strafgesetzbuchs.

Art. 96 Abs. 2 StPO und Überschrift des 5. Abschnitts des 7. Kapitels

Hier werden neue Bestimmungen eingeführt, um die Gerichtsbehörden zu ermächtigen, im Abrufverfahren auf bestimmte Daten der kantonalen Steuerverwaltung und der Betreibungsämter zugreifen zu können. Dieser Zugriff ist notwendig, um die wirtschaftliche Situation eines Täters in Erfahrung zu bringen und findet seine Grundlage in Artikel 34 Abs. 3 nStGB, welcher vorsieht, dass

die Behörden des Bundes, der Kantone und der Gemeinden die für die Bestimmung des Tagessatzes bei der Geldstrafe erforderlichen Auskünfte geben müssen (vgl. auch Art. 104 nStGB für die Festlegung der Busse bei Übertretungen). Die konkrete Umsetzung dieser Bestimmungen wird durch die Gerichtsbehörden in Zusammenarbeit mit den betroffenen Verwaltungsbehörden zu erfolgen haben.

Es ist darauf hinzuweisen, dass die Gesetzgebung über den Datenschutz hier keine Anwendung findet, handelt es sich doch um Auskünfte, die im Rahmen eines hängigen Strafverfahrens gegeben werden (vgl. Art. 2 Abs. 2 Bst. b DSGVO).

Art. 119 Abs. 1, 195 Abs. 2 und 246 Abs. 5 StPO

Die Änderungen dieser Artikel sind rein terminologischer Natur. Wie bereits erwähnt wird nunmehr klarer zwischen Vollzug und Vollstreckung der Strafen unterschieden.

Art. 143 Abs. 1 StPO

Diese Bestimmung muss wegen der Aufhebung der Haftstrafe angepasst werden.

Art. 163 Abs. 2 (unverändert)

Artikel 163 Abs. 2 StPO enthält einen Vorbehalt für die Fälle, in denen das Bundesrecht den Verzicht auf die Strafverfolgung vorsieht. Dieser Vorbehalt bezieht sich nunmehr auf die in den Artikeln 52–54 vorgesehenen Fälle der Strafbefreiung. Auf den ersten Blick scheint Artikel 52 nStGB dieselbe Tragweite zu haben wie der geltende Artikel 163 Abs. 1 Bst. c Ziff. 1 StPO (Einstellung des Verfahrens in so genannten Bagatellfällen). Insofern als das neue Bundesrecht einen klaren Rahmen für die Anwendung des Opportunitätsprinzips setzt, kann jedenfalls das kantonale Recht nicht davon abweichen. Zu bemerken ist ferner, dass die Strafbefreiung unter den allgemeinen Vorbehalt des Bundesrechts in Art. 1 Abs. 2 StPO fällt, wenn sie nicht vom Untersuchungsrichter, sondern von dem für die Urteilsfällung zuständigen Richter verfügt wird.

Art. 182 Abs. 1 Bst. e, 186 Abs. 2^{bis} und 187 Abs. 3 StPO

Wird eine unbedingte Freiheitsstrafe von weniger als sechs Monaten ausgesprochen, so muss laut neuem Strafgesetzbuch der Richter die Wahl dieser Strafform näher begründen (Art. 41 Abs. 2 nStGB). Diese Vorschrift entspricht einem der Hauptziele der Strafrechtsrevision, nämlich der Verminderung der kurzen Freiheitsstrafen zu Gunsten anderer, die Freiheit nicht entziehender Sanktionsformen. Die Artikel 182, 186 und 187 müssen entsprechend angepasst werden.

Art. 195 Abs. 1 StPO

Wie bereits erwähnt, verzichtet der vorliegende Entwurf darauf, die so genannten nachträglichen Entscheide einem besonderen Vollzugsrichter anzuvertrauen. Der Klammersatz in Artikel 195 Abs. 1 kann damit gestrichen werden.

Die im Bundesrecht vorgesehenen Fälle von nachträglichen Entscheiden sind:

- Umwandlung einer Geldstrafe in eine Freiheitsstrafe, wenn die Geldstrafe von einer Verwaltungsbehörde verhängt wurde (Art. 36 Abs. 2 nStGB);

- Verlängerung der Zahlungsfrist, Herabsetzung des Tagessatzes oder Anordnung der gemeinnützigen Arbeit (Art. 36 Abs. 3 nStGB);
- Umwandlung der gemeinnützigen Arbeit in eine Geldstrafe oder in eine Freiheitsstrafe (Art. 39 Abs. 1 nStGB);
- Entscheide nach Artikel 95, Abs. 4 und 5, im Falle von Nichtbewährung (Art. 46 Abs. 4 nStGB);
- Verlängerung einer stationären therapeutischen Massnahme bei schwerer psychischer Störung des Täters (Art. 59 Abs. 4 nStGB);
- Verlängerung einer stationären therapeutischen Massnahme bei suchtkranken Tätern (Art. 60 Abs. 4 nStGB);
- Verlängerung der Probezeit, um nach der bedingten Entlassung des Täters aus einer stationären therapeutischen Massnahme die ambulante Behandlung, die Bewährungshilfe oder die Weisungen fortführen zu können (Art. 62 Abs. 4 nStGB);
- Rückversetzung in eine stationäre therapeutische Massnahme bzw. Verfügung einer Ersatzmassnahme, wenn von einer Rückversetzung abgesehen wird (Art. 62a, Abs. 3 und 5 nStGB);
- Entscheide nach Artikel 95, Abs. 4 und 5, im Falle von Nichtbewährung nach einer bedingten Entlassung aus einer stationären therapeutischen Massnahme, sofern das Gericht Bewährungshilfe angeordnet oder Weisungen erlassen hatte (Art. 62a Abs. 6 nStGB);
- Aufschiebung des Vollzugs der Reststrafe und Anordnung einer neuen therapeutischen Massnahme oder der Verwahrung (Art. 62c Abs. 2–4 und 6 nStGB);
- Verlängerung der ambulanten Behandlung (Art. 63 Abs. 4 nStGB);
- Entscheide nach Artikel 95, Abs. 4 und 5, bei ambulanter Behandlung und wenn das Gericht Bewährungshilfe angeordnet oder Weisungen erlassen hatte (Art. 63a, Abs. 4 nStGB);
- Anrechnung des mit der ambulanten Behandlung verbundenen Freiheitsentzugs auf die Strafe und Entscheid über den Aufschub des Vollzugs der Reststrafe (Art. 63b Abs. 4 nStGB);
- Anordnung einer stationären therapeutischen Massnahme (Art. 63b Abs. 5 nStGB);
- Verlängerung der Probezeit bei der bedingten Entlassung aus der Verwahrung, um die Fortführung der Bewährungshilfe oder der Weisungen zu gewährleisten (Art. 64a Abs. 2 nStGB);
- Rückversetzung in die Verwahrung (Art. 64a Abs. 3 nStGB);
- Änderung der Sanktion (Art. 65 nStGB);
- nachträgliche Zusprechung eines Schadenersatzes oder einer Genugtuung (Art. 73 Abs. 3 nStGB);
- Verlängerung der Bewährungshilfe oder der Weisungen bzw. Anordnung neuer Weisungen bei Ablauf der Probezeit nach bedingter Entlassung aus einer Freiheitsstrafe (Art. 87 Abs. 3 nStGB);
- Vollstreckung der Busse (Art. 107 Abs. 3 nStGB).

Art. 212 Abs. 2 und 217 Bst. b StPO

Die Artikel 212 Abs. 2 und 217 Bst. b StPO müssen an das neue Sanktionensystem angepasst werden. Die Grenzbeträge (3000 Franken, 10 Tage usw.) bleiben unverändert.

Es sei daran erinnert, dass die Busse bei Übertretungen nicht mehr mit einer Freiheitsstrafe kumuliert werden kann. Bei Vergehen erlaubt lediglich Artikel 42 Abs. 4 nStGB die Kumulierung der Geldstrafe mit einer Freiheitsstrafe. Der Richter kann allerdings eine solche Kumulierung nur vorsehen, wenn die Freiheitsstrafe bedingt ausgesprochen wird. Da aber nur Freiheitsstrafen von mehr als sechs Monaten bedingt ausgesprochen werden können, ist eine Kumulierung ohnehin nur möglich, wenn die Freiheitsstrafe sechs Monate übersteigt.

Der Grenzwert für die gemeinnützige Arbeit wird hier auf 40 Stunden festgelegt, da vier Stunden gemeinnützige Arbeit einem Tag Freiheitsstrafe oder einem Tagessatz bei Geldstrafe entsprechen (vgl. Art. 37 Abs. 1 und 39 Abs. 2 nStGB).

Art. 247

Dieser Artikel ist neu und ermöglicht es den Gerichtsbehörden, dem Amt für Strafvollzug bestimmte Auskünfte zu erteilen. Eine gesetzliche Grundlage erscheint notwendig, zum einen für die systematische Übermittlung von Unterlagen (vgl. Art. 247 Abs. 1 StPO in der vorgeschlagenen Fassung) und zum andern für die Erteilung von Auskünften mittels eines Abrufverfahrens (vgl. Art. 247 Abs. 2, 2. Satz StPO in der vorgeschlagenen Fassung). Der Zugang zum Dossier ist für das Amt für Strafvollzug in genereller Weise gewährleistet (vgl. Art. 247 Abs. 2, 1. Satz StPO).

Die Übermittlung von Unterlagen bezieht sich nicht auf Bussen oder Geldstrafen. In diesen Fällen teilen die Gerichtsschreibereien der Strafvollzugsbehörde nur diejenigen Urteile oder Strafbefehle mit, bei denen eine Ersatzfreiheitsstrafe vollzogen werden muss (vgl. Art. 36 und 106 Abs. 2 und 3 nStGB), gegebenenfalls mit einer Bestätigung, dass die Geldstrafe oder die Busse durch die Freiheitsstrafe ersetzt wird.

In Artikel 71 Abs. 3 StPO wird ein Vorbehalt zugunsten von Artikel 247 eingefügt. Damit gilt Artikel 247 als ein besonderer Ausnahmefall von der Geheimhaltungspflicht (vgl. Art. 68 Abs. 4 StPO).

Schliesslich ist darauf hinzuweisen, dass die Bestimmungen in Artikel 247 Abs. 1 und Abs. 2, 1. Satz StPO von Artikel 4 der Verordnung vom 9. Dezember 2002 über den Strafvollzug (SGF 340.12) übernommen wurden

3. AUSWIRKUNGEN IN FINANZIELLER UND PERSONELLER HINSICHT

Die Revision des Sanktionensystems wird finanzielle und personelle Auswirkungen zeitigen. Eine präzise Einschätzung dieser Auswirkungen ist indes schwierig, da diese namentlich von der praktischen Umsetzung der neuen Sanktionen (Geldstrafe mit oder ohne Bewährung, teilbedingte Geldstrafe; gemeinnützige Arbeit) abhängen werden. Dessen ungeachtet können folgende Elemente in Betracht gezogen werden:

3.1 Personelle Auswirkungen

Die personellen Auswirkungen werden sich in erster Linie bei den Gerichtsbehörden zeigen, die mit neuen Aufgaben betraut werden (vgl. Ziff. 1.2.2 und 1.4 sowie den Kommentar ad Art. 195 Abs. 1 StPO). Da diese Aufgaben aber nicht einem speziellen Vollzugsrichter, sondern dem Richter, der in der Sache selber geurteilt hat, übertragen werden, können diese Auswirkungen auf das strikte Minimum beschränkt werden, nämlich auf eine «Zelle» im Untersuchungsrichteramt (eine Richterstelle mit Gerichtsschreiber/in und Sekretär/in). Um die finanzielle und persönliche Lage der Beschuldigten, die für eine Geldstrafe in Frage kommen, in Erfahrung zu bringen, muss zudem der Finanzdienst des Untersuchungsrichteramtes entsprechend verstärkt werden (1 Buchhalterstelle). Im Allgemeinen ist, im Zusammenhang mit dem Inkrafttreten des neuen Strafgesetzbuchs, von einer steigenden Arbeitslast der Strafjustiz auszugehen, doch ist es gegenwärtig kaum möglich, den Umfang dieser Arbeitslast zu eruieren, denn er wird im Wesentlichen von der praktischen Umsetzung durch die Gerichtsbehörden abhängen. Neben diesen Gerichtsbehörden werden insbesondere das Amt für Strafvollzug, das Amt für Bewährungshilfe, die Anstalten von Bellechasse sowie das Amt für Gefängnisse mit den Anforderungen des neuen Strafgesetzbuchs konfrontiert werden. Das Amt für Strafvollzug und die Anstalten von Bellechasse werden unter anderem die Umsetzung des Vollzugsplans gewährleisten müssen. Mit diesem neuen Instrument sollen die Gefangenen während ihres Aufenthalts in der Anstalt besser betreut und auf ihre Wiedereingliederung in die Gesellschaft vorbereitet werden. Das Amt für Bewährungshilfe wird seinerseits, zusammen mit den Gerichtsbehörden, die Zunahme der Fälle von gemeinnütziger Arbeit zu bewältigen haben, deren Höchstdauer verdoppelt wird (von 360 auf 720 Stunden). Da die Organisation der gemeinnützigen Arbeit und die entsprechende Dossierbetreuung ziemlich arbeitsaufwändig ist, muss in diesem Bereich mit einer Zunahme der Arbeitslast gerechnet werden. Es ist indes nicht von einer spektakulären Ausweitung der Leistungsbezüger (Institutionen oder öffentliche Körperschaften) auszugehen, da hier auch Erwägungen wirtschafts- und sozialpolitischer Natur (Arbeitsmarkt) eine Rolle spielen.

3.2 Finanzielle Auswirkungen

In finanzieller Hinsicht können bereits zwei Auswirkungen konkret beziffert werden:

- Im Bereich der Strafjustiz ist mit stark rückläufigen Einnahmen zu rechnen, denn die Geldstrafe wird grundsätzlich bedingt ausgesprochen werden müssen, wenn es sich um Ersttäter handelt (70 bis 80% der Verurteilungen), während bei den Bussen nach heutigem Recht der bedingte Vollzug nicht möglich ist. Im Untersuchungsrichteramt werden die Bussenerträge (bzw. die Geldstrafenerträge) deshalb um rund 2 Millionen Franken abnehmen.
- Die Ersetzung des so genannten Pekuliums durch ein Arbeitsentgelt (Art. 83 nStGB) wird höhere Ausgaben bei den Strafvollzugsanstalten zeitigen. Die Umsetzung dieser Neuerung wird durch das Konkordat der lateinischen Kantone geregelt werden. Für die Anstalten von Bellechasse werden die zusätzlichen Ausgaben schätzungsweise 600 000 Franken betragen.

Im Übrigen ist es im jetzigen Zeitpunkt nicht möglich, die finanziellen Auswirkungen des neuen Systems einzuschätzen, da diese hauptsächlich von der Praxis der Gerichts- und der Strafvollzugsbehörden abhängen wird.

4. EINFLUSS DES ENTWURFS AUF DIE AUFGABENTEILUNG ZWISCHEN KANTON UND GEMEINDEN

Dieser Entwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden.

5. VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT, BUNDESRECHTSKONFORMITÄT UND EUROPAVERTRÄGLICHKEIT DES ENTWURFS

Dieser Entwurf passt das kantonale Recht dem neuen Bundesrecht an. Die Bundesrechtskonformität bildet somit geradezu den Kerngehalt des Entwurfs, der im Übrigen auch mit der Verfassung und mit dem internationalen Recht in Einklang steht.

Loi

du

d'application du code pénal (LACP)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le code pénal suisse du 21 décembre 1937, dans sa teneur selon les modifications du 13 décembre 2002 et du 24 mars 2006 (ci-après: le code pénal);

Vu le message du Conseil d'Etat du 29 août 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Champ d'application

¹ La présente loi régit l'application du code pénal. Elle détermine en particulier les autorités compétentes et pose les règles en matière d'application et d'exécution des sanctions pénales.

² Elle fixe aussi les contraventions de police et les dispositions générales applicables aux infractions de droit cantonal.

³ La procédure pénale et les organes chargés de l'administration de la justice sont déterminés par la législation spéciale.

Art. 2 Droit complémentaire

Le Conseil d'Etat édicte les dispositions nécessaires concernant notamment:

- a) l'application et l'exécution des sanctions pénales;
- b) la probation;
- c) la libération conditionnelle;

Einführungsgesetz

vom

zum Strafgesetzbuch (EGStGB)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Schweizerische Strafgesetzbuch vom 21. Dezember 1937, in der Fassung vom 13. Dezember 2002 mit den Änderungen vom 24. März 2006 (das Strafgesetzbuch);

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 29. August 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

ERSTES KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz regelt die Anwendung des Strafgesetzbuches. Es bezeichnet insbesondere die zuständigen Behörden und legt die Regeln für den Vollzug und für die Vollstreckung der strafrechtlichen Sanktionen fest.

² Es regelt zudem die Polizeiübertretungen und die auf die Übertretungen des kantonalen Rechts anwendbaren allgemeinen Bestimmungen.

³ Das Strafprozessrecht sowie die mit der Rechtspflege betrauten Organe werden in der Spezialgesetzgebung geregelt.

Art. 2 Ausführungsbestimmungen

Der Staatsrat erlässt die notwendigen Bestimmungen namentlich in Bezug auf:

- a) den Vollzug und die Vollstreckung der strafrechtlichen Sanktionen;
- b) die Bewährungshilfe;
- c) die bedingte Entlassung;

- d) le casier judiciaire informatisé;
- e) la compétence et la procédure en matière d'interruption non punissable de grossesse.

CHAPITRE 2

Autorités compétentes

Art. 3 En général

¹ Sauf disposition contraire, la Direction chargée de l'application et de l'exécution des sanctions pénales est l'autorité compétente et l'autorité d'exécution au sens du code pénal.

² Les décisions des autorités administratives sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 4 Levée de l'interdiction d'exercer une profession

L'autorité compétente pour lever l'interdiction d'exercer une profession ou pour en limiter la durée ou le contenu est la Cour d'appel pénal.

Art. 5 Allocation au lésé

¹ L'autorité compétente pour prendre la mesure prévue à l'article 73 al. 3 du code pénal est le magistrat ou le président du tribunal qui a connu de la cause.

² A l'appui de sa demande, le lésé doit produire le jugement ou la convention établissant le montant des dommages et intérêts ou de l'indemnité pour tort moral dû par l'auteur de l'infraction.

³ La procédure est gratuite.

⁴ Lors du jugement, le juge informe le lésé du prescrit de l'article 73 du code pénal.

Art. 6 Violation d'une obligation d'entretien

Les autorités suivantes ont qualité pour porter plainte pour violation d'une obligation d'entretien au sens de l'article 217 al. 1 du code pénal:

- a) la commission sociale;
- b) le service chargé de l'aide sociale;
- c) les justices de paix.

- d) das informatisierte Strafregister;
- e) die Zuständigkeit und das Verfahren bei straflosem Schwangerschaftsabbruch.

2. KAPITEL

Zuständige Behörden

Art. 3 Im Allgemeinen

¹ Die für den Vollzug und die Vollstreckung der strafrechtlichen Sanktionen zuständige Direktion ist die zuständige Behörde und die Strafvollzugsbehörde im Sinne des Strafgesetzbuchs; anders lautende Bestimmungen bleiben vorbehalten.

² Gegen die Verfügungen der Verwaltungsbehörden kann gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege Beschwerde geführt werden.

Art. 4 Aufhebung des Berufsverbots

Für die Aufhebung des Berufsverbots oder um den Umfang und die Dauer des Berufsverbots einzuschränken, ist der Strafpellationshof zuständig.

Art. 5 Verwendung zugunsten des Geschädigten

¹ Zuständig für die Zusprechung gemäss Artikel 73 Abs. 3 StGB ist der Richter, der das Urteil gefällt hat, oder der Präsident bei einem Urteil eines Gerichts.

² Der Geschädigte muss sein Gesuch mit einem Urteil oder einer Vereinbarung begründen; dieses oder diese muss über die vom Straftäter geschuldete Schadenersatz- oder Genugtuungssumme Aufschluss geben.

³ Das Verfahren ist kostenlos.

⁴ Bei der Urteilsöffnung weist der Richter den Geschädigten auf den Inhalt von Artikel 73 StGB hin.

Art. 6 Vernachlässigung von Unterhaltspflichten

Das Antragsrecht bei Vernachlässigung von Unterhaltspflichten im Sinne von Artikel 217 Abs. 1 StGB steht folgenden Behörden zu:

- a) der Sozialkommission;
- b) dem für die Sozialhilfe zuständigen Amt;
- c) den Friedensgerichten.

Art. 7 Grâce

¹ Le droit de grâce est exercé par le Grand Conseil dans les causes jugées par les autorités cantonales en application du code pénal, d'une autre loi fédérale ou du droit cantonal.

² Le recours en grâce, qui doit être motivé, est adressé au Conseil d'Etat.

³ Le Conseil d'Etat transmet le recours au Grand Conseil après que l'autorité chargée de l'application des sanctions pénales a pris les renseignements utiles.

⁴ L'autorité chargée de l'application des sanctions pénales peut ordonner la suspension provisoire de la peine prononcée, jusqu'à droit connu sur le recours en grâce, notamment lorsque à défaut de cette mesure la grâce serait rendue illusoire.

Art. 8 Perquisition en droit pénal administratif

L'autorité compétente pour désigner l'officier public qui assiste à la perquisition ordonnée en application de la loi fédérale sur le droit pénal administratif est le président de l'Office des juges d'instruction.

CHAPITRE 3

Infractions au droit cantonal

1. Dispositions générales

Art. 9 Principes

¹ Sont des infractions au droit cantonal:

- a) les contraventions de police prévues aux articles 11 à 14;
- b) les infractions au droit cantonal administratif et de procédure prévues par la législation spéciale.

² Les infractions au droit cantonal sont réprimées conformément aux dispositions de la présente loi et des lois cantonales spéciales.

³ Seules les contraventions de droit cantonal commises sur le territoire du canton sont réprimées par le droit fribourgeois.

Art. 7 Begnadigung

¹ Das Recht der Begnadigung wird in den Fällen, die von den kantonalen Behörden in Anwendung des Strafgesetzbuches, eines anderen Bundesgesetzes oder des kantonalen Rechts abgeurteilt werden, vom Grossen Rat ausgeübt.

² Das begründete Begnadigungsgesuch ist beim Staatsrat einzureichen.

³ Nachdem das für den Vollzug der Strafsanktionen zuständige Amt die nötigen Auskünfte eingeholt hat, übermittelt der Staatsrat das Gesuch dem Grossen Rat.

⁴ Das für den Vollzug der Strafsanktionen zuständige Amt kann den Vollzug der ausgefallten Strafe bis zum Entscheid über das Gesuch vorläufig aussetzen, namentlich dann, wenn die Begnadigung ohne diese Massnahme illusorisch würde.

Art. 8 Durchsuchungshandlungen nach Verwaltungsstrafrecht

Der Präsident des Untersuchungsrichteramtes ist für die Bezeichnung der Amtsperson zuständig, die gemäss Bundesgesetz über das Verwaltungsstrafrecht der Durchsuchung beiwohnt.

3. KAPITEL

Widerhandlungen gegen das kantonale Recht

1. Allgemeine Bestimmungen

Art. 9 Grundsätze

¹ Als Widerhandlungen gegen das kantonale Recht gelten:

- a) die Polizeübertretungen gemäss den Artikeln 11–14;
- b) die Widerhandlungen gegen das kantonale Verwaltungs- und Prozessrecht gemäss Spezialgesetzgebung.

² Die Widerhandlungen gegen das kantonale Recht werden nach den Bestimmungen dieses Gesetzes und der kantonalen Spezialgesetze geahndet.

³ Lediglich die Übertretungen nach kantonalem Recht, die auf dem Kantonsgebiet begangen werden, werden nach Freiburger Recht geahndet.

Art. 10 Droit applicable

¹ Les dispositions des articles 103 à 109 du code pénal sont applicables par analogie aux infractions au droit cantonal.

² Toutefois, sauf disposition légale contraire, les infractions au droit cantonal sont punissables même quand elles ont été commises par négligence.

³ Les dispositions concernant la responsabilité de l'entreprise (art. 102 et 102a du code pénal) s'appliquent par analogie.

⁴ Le minimum de l'amende est toujours de 50 francs.

2. Contraventions de police

Art. 11 Contraventions à des prescriptions ou mesures de police

Est punie d'amende la personne qui:

- a) contrevient aux décisions prises par l'autorité de police pour maintenir ou rétablir l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics;
- b) contrevient aux ordres et aux mesures de la police destinés à rétablir l'ordre et la sécurité publics;
- c) requise par la police de lui prêter assistance en cas d'urgence, refuse, sans motif, son concours;
- d) sur la sommation justifiée d'une autorité ou d'un agent de police, refuse de donner son nom, son adresse ou d'autres renseignements d'identité, donne un faux nom ou de faux renseignements;
- e) porte sans droit l'uniforme de la police ou revêt intentionnellement des vêtements pouvant prêter à confusion avec cet uniforme.

Art. 12 Contraventions contre la tranquillité publique

Est punie d'amende la personne qui:

- a) en causant du désordre ou du tapage, trouble la tranquillité publique;
- b) ne prend pas les mesures propres à éviter que les cris d'animaux dont elle a la garde n'importunent les habitants.

Art. 10 Anwendbares Recht

¹ Die Bestimmungen der Artikel 103–109 des Strafgesetzbuches finden auf die Widerhandlungen gegen das kantonale Recht Anwendung.

² Die Widerhandlungen gegen das kantonale Recht sind jedoch auch strafbar, wenn sie fahrlässig begangen wurden; anders lautende Bestimmungen bleiben vorbehalten.

³ Die Bestimmungen über die Strafbarkeit des Unternehmens (Art. 102 und 102a des Strafgesetzbuches) gelten sinngemäss.

⁴ Der Mindestbetrag der Busse beträgt stets 50 Franken.

2. Polizeiübertretungen

Art. 11 Übertretungen gegen polizeiliche Vorschriften oder Massnahmen

Mit Busse wird bestraft:

- a) wer den Entscheiden einer polizeilichen Behörde zur Wahrung oder zur Wiederherstellung der Ordnung, der Sicherheit oder der öffentlichen Ruhe zuwider handelt;
- b) wer den Anordnungen oder Massnahmen der Polizei zur Wiederherstellung der Ordnung und Sicherheit zuwider handelt;
- c) wer der Aufforderung der Polizei, ihr Nothilfe zu leisten, ohne Grund nicht nachkommt;
- d) wer sich trotz berechtigter Aufforderung einer Behörde oder eines Polizeibeamten weigert, seinen Namen und seine Adresse anzugeben oder andere Angaben über seine Identität zu machen oder einen falschen Namen angibt oder falsche Auskünfte erteilt;
- e) wer ohne Berechtigung die Uniform der Kantonspolizei trägt oder absichtlich Kleidungsstücke trägt, die zu einer Verwechslung mit dieser Uniform Anlass geben könnte.

Art. 12 Übertretungen gegen die öffentliche Ruhe

Mit Busse wird bestraft:

- a) wer durch Unordnung oder Lärm die öffentliche Ruhe stört;
- b) wer nicht die geeigneten Massnahmen trifft, um die Anwohner vor Belästigung durch Schreie von in seiner Obhut stehenden Tieren zu schützen.

Art. 13 Mendicité

La personne qui, par cupidité ou fainéantise, mendie ou envoie mendier des enfants ou des personnes sur lesquelles elle a autorité est punie de l'amende.

Art. 14 Soustraction de produits de peu de valeur

La personne qui, dans le dessein de se les approprier sans droit, soustrait du bois sur pied ou des produits agricoles ou horticoles non récoltés de peu de valeur est, sur plainte, punie de l'amende.

CHAPITRE 4

Exécution des sanctions pénales

Art. 15 Peines privatives de liberté, travail d'intérêt général, mesures thérapeutiques et internement
a) En général

¹ Les peines privatives de liberté, les mesures thérapeutiques et l'internement sont exécutés dans les établissements et les sections d'établissements prévus à cet effet, conformément aux dispositions du droit fédéral, du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (concordat latin sur la détention pénale des adultes) et de la législation sur les Etablissements de Bellechasse et sur les prisons.

² L'exécution du travail d'intérêt général est régie par la législation spéciale.

Art. 16 b) Début de l'exécution

L'autorité chargée de l'application des sanctions pénales fixe le début de l'exécution des jugements entrés en force, à moins que le juge compétent n'ait ordonné l'exécution immédiate ou que le condamné n'exécute déjà la peine ou la mesure à sa demande.

Art. 17 c) Frais d'exécution

Le condamné participe aux frais d'exécution des peines et des mesures conformément aux dispositions du droit fédéral et du concordat latin sur la détention pénale des adultes.

Art. 13 Bettelei

Wer aus Gewinnsucht oder Arbeitsscheu bettelt oder Kinder oder andere von ihm abhängige Personen betteln schickt, wird mit Busse bestraft.

Art. 14 Entwendung von Gegenständen von geringem Wert

Wer jemandem stehendes Holz oder ungeerntete Feld- oder Gartenfrüchte von geringem Wert entwendet, um sie sich unrechtmässig anzueignen, wird auf Antrag mit Busse bestraft.

4. KAPITEL

Vollstreckung der strafrechtlichen Sanktionen

Art. 15 Freiheitsstrafen, gemeinnützige Arbeit, therapeutische Massnahmen und Verwahrung
a) Im Allgemeinen

¹ Freiheitsstrafen, therapeutische Massnahmen sowie die Verwahrung werden in den dafür vorgesehenen Anstalten oder Anstaltsabteilungen vollzogen; dabei gelten die Bestimmungen des Bundesrechts, des Konkordats vom 10. April 2006 über den Vollzug der Freiheitsstrafen und Massnahmen an Erwachsenen und jungen Erwachsenen in den Kantonen der lateinischen Schweiz (Konkordat über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen) und der Gesetzgebung über die Anstalten von Bellechasse und über die Gefängnisse.

² Der Vollzug der gemeinnützigen Arbeit wird durch die Spezialgesetzgebung geregelt.

Art. 16 b) Beginn der Vollstreckung

Das für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständige Amt bestimmt den Beginn der Vollstreckung der rechtskräftigen Urteile, sofern nicht der zuständige Richter die sofortige Vollstreckung angeordnet hat oder der Verurteilte sich auf eigenes Verlangen bereits im Straf- oder Massnahmenvollzug befindet.

Art. 17 c) Vollzugskosten

Der Verurteilte beteiligt sich gemäss den Bestimmungen des Bundesrechts und des Konkordats über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen an den Kosten des Straf- oder Massnahmenvollzugs.

Art. 18 Peines pécuniaires, amendes et frais de procédure
a) Recouvrement

Le recouvrement des peines pécuniaires, des amendes et des frais de procédure ainsi que les mesures y relatives incombent à l'autorité qui a rendu la décision.

Art. 19 b) Créances et remise de frais

¹ Les créances de frais de l'Etat sont soumises à la prescription décennale et productives d'intérêts. Les dispositions du code des obligations sont applicables par analogie.

² Le produit des peines pécuniaires et des amendes est, sauf disposition contraire, attribué à l'Etat.

³ La Direction chargée de l'application et de l'exécution des sanctions pénales peut remettre tout ou partie des frais de procédure si le paiement de ces frais constitue une charge excessive pour le débiteur. La remise peut se faire sous réserve d'un recouvrement ultérieur pour le cas où le débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Art. 20 Autres mesures

¹ Les autres mesures sont exécutées conformément aux dispositions du droit fédéral et de la législation cantonale. L'article 5 est réservé.

² Les dispositions réglant le partage des valeurs patrimoniales confisquées sont réservées. Le produit des confiscations est, sauf disposition contraire, attribué à l'Etat.

Art. 21 Communication de données personnelles

L'autorité chargée de l'application des sanctions pénales, l'autorité chargée de l'assistance de probation et les autorités d'exécution des peines peuvent se communiquer, par voie d'appel, les données servant à l'identification des personnes condamnées ainsi que celles qui ont trait aux sanctions pénales prononcées.

CHAPITRE 5

Dispositions finales

Art. 22 Abrogations

Sont abrogées:

Art. 18 Geldstrafen, Bussen und Verfahrenskosten
a) Inkasso

Die Behörde, die den Entscheid erlassen hat, ist für das Inkasso der Geldstrafe, der Busse und der Verfahrenskosten sowie für die damit zusammenhängenden Massnahmen zuständig.

Art. 19 b) Forderungen und Kostenerlass

¹ Die Forderungen des Staates verjähren nach zehn Jahren und sind verzinslich. Die Bestimmungen des Obligationenrechts gelten im Übrigen sinngemäss.

² Der Erlös der Geldstrafen und Bussen fällt dem Staat zu; anders lautende Bestimmungen bleiben vorbehalten.

³ Die für den Vollzug und die Vollstreckung der strafrechtlichen Sanktionen zuständige Direktion kann die Verfahrenskosten ganz oder teilweise erlassen, wenn sie den Kostenpflichtigen übermässig belasten würden. Der Erlass kann unter dem Vorbehalt gewährt werden, dass der Betrag zu einem späteren Zeitpunkt eingetrieben wird, wenn sich die finanzielle Lage des Schuldners unterdessen verbessert hat.

Art. 20 Andere Massnahmen

¹ Die anderen Massnahmen werden gemäss den Bestimmungen des Bundesrechts und des kantonalen Rechts vollzogen. Artikel 5 bleibt vorbehalten.

² Die Bestimmungen über die Teilung der eingezogenen Vermögenswerte bleiben vorbehalten. Der Erlös fällt dem Staate zu; anders lautende Bestimmungen bleiben vorbehalten.

Art. 21 Bekanntgabe von Personendaten

Die für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständige Behörde, die für die Bewährungshilfe zuständige Behörde und die Strafvollzugsbehörden können einander mit einem Abrufverfahren Daten bekannt geben, die zur Identifizierung der verurteilten Personen dienen oder die die ausgesprochenen strafrechtlichen Sanktionen betreffen.

5. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 22 Aufhebung

Folgende Erlasse werden aufgehoben:

- a) la loi du 9 mai 1974 d'application du code pénal (RSF 31.1);
- b) la loi du 7 décembre 1967 concernant la modification du tarif, la perception et la répartition des amendes (RSF 31.6).

Art. 23 Modifications

Les actes législatifs suivants sont modifiés selon les dispositions figurant dans l'annexe, qui fait partie intégrante de la présente loi:

1. la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (RSF 114.21.1);
2. la loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1);
3. la loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat (LAv) (RSF 137.1);
4. la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1);
5. le code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA) (RSF 150.1);
6. la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1);
7. la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1);
8. le code du 28 avril 1953 de procédure civile (RSF 270.1);
9. le code du 14 novembre 1996 de procédure pénale (CPP) (RSF 32.1);
10. la loi du 2 octobre 1996 sur les Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.1);
11. la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire) (RSF 411.0.1);
12. la loi du 27 septembre 1990 sur la prophylaxie et les soins dentaires scolaires (RSF 413.5.1);
13. la loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1);
14. la loi du 1^{er} mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (RSF 635.1.1);
15. la loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (RSF 635.4.1);
16. la loi du 25 septembre 1974 sur l'imposition des bateaux (RSF 635.4.2);

- a) das Einführungsgesetz vom 9. Mai 1974 zum Strafgesetzbuch (SGF 31.1);
- b) das Gesetz vom 7. Dezember 1967 betreffend Änderung des Tarifs, des Bezuges und der Verteilung der Bussen (SGF 31.6).

Art. 23 Änderungen

Folgende Erlasse werden gemäss den Bestimmungen des Anhangs, der einen integrierenden Bestandteil dieses Gesetzes bildet, geändert:

1. das Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (SGF 114.21.1);
2. das Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1);
3. das Gesetz vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf (AnwG) (SGF 137.1);
4. das Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1);
5. das Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1);
6. das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1);
7. das Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (SGF 261.1);
8. die Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (ZPO) (SGF 270.1);
9. die Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO) (SGF 32.1);
10. das Gesetz vom 2. Oktober 1996 über die Anstalten von Bellechasse (SGF 341.1.1);
11. das Gesetz vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) (SGF 411.0.1);
12. das Gesetz vom 27. September 1990 über die Schulzahnpflege und -prophylaxe (SGF 413.5.1);
13. das Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1);
14. das Gesetz vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (SGF 635.1.1);
15. das Gesetz vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (SGF 635.4.1);
16. das Gesetz vom 25. September 1974 betreffend die Besteuerung der Schiffe (SGF 635.4.2);

17. la loi du 28 septembre 1993 sur l'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole (RSF 635.6.1);
18. la loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RSF 710.1);
19. la loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RSF 731.0.1);
20. la loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (RSF 732.1.1);
21. la loi du 15 décembre 1967 sur les routes (RSF 741.1);
22. la loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux (RSF 743.0.1);
23. la loi du 4 février 1972 sur le domaine public (RSF 750.1);
24. la loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR) (RSF 781.1);
25. la loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD) (RSF 810.2);
26. la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (RSF 821.0.1);
27. la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (RSF 831.0.1);
28. la loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales (RSF 836.1);
29. la loi du 24 novembre 1859 concernant la sanctification des dimanches et fêtes (RSF 865.1);
30. la loi du 26 septembre 1985 encourageant la construction de logements à caractère social (RSF 87.2);
31. la loi du 16 mai 1961 sur l'amélioration des espèces bovine, chevaline et du menu bétail (RSF 913.0.1);
32. la loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN) (RSF 921.1);
33. la loi du 6 novembre 1986 sur les réclames (RSF 941.2);
34. la loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1);
35. la loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED) (RSF 952.1).

Art. 24 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

17. das Gesetz vom 28. September 1993 über die Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes (SGF 635.6.1);
18. das Raumplanungs- und Baugesetz vom 9. Mai 1983 (SGF 710.1);
19. das Gesetz vom 12. November 1964 betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (SGF 731.0.1);
20. das Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (SGF 732.1.1);
21. das Strassengesetz vom 15. Dezember 1967 (SGF 741.1);
22. das Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau (SGF 743.0.1);
23. das Gesetz vom 4. Februar 1972 über die öffentlichen Sachen (SGF 750.1);
24. das Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG) (SGF 781.1);
25. das Gesetz vom 13. November 1996 über die Abfallbewirtschaftung (ABG) (SGF 810.2);
26. das Gesundheitsgesetz vom 16. November 1999 (SGF 821.0.1);
27. das Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SGF 831.0.1);
28. das Gesetz vom 26. September 1990 über die Familienzulagen (SGF 836.1);
29. das Gesetz vom 24. November 1859 betreffend die Heiligung der Sonn- und Feiertage (SGF 865.1);
30. das Gesetz vom 26. September 1985 über die Sozialwohnbauförderung (SGF 87.2);
31. das Gesetz vom 16. Mai 1961 über die Verbesserung der Rindvieh-, Pferde- und Kleinviehzucht (SGF 913.0.1);
32. das Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG) (SGF 921.1);
33. das Gesetz vom 6. November 1986 über die Reklamen (SGF 941.2);
34. das Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und die Spielsalons (SGF 946.1);
35. das Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG) (SGF 952.1).

Art. 24 Inkrafttreten

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

ANNEXE

Modification d'actes législatifs

Les actes législatifs mentionnés à l'article 23 sont modifiés comme il suit:

1. Loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (RSF 114.21.1)

Art. 23 al. 1, phr. intr., et al. 3

¹ Sera puni de l'amende celui qui:

...

³ *Abrogé*

2. Loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1)

Art. 82 al. 6

⁶ Il [*le président du tribunal*] peut punir d'une amende de 1000 francs au plus les personnes qui portent atteinte à l'ordre ou aux convenances ou qui résistent à ses ordres.

3. Loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat (LAv) (RSF 137.1)

Art. 38 al. 1

¹ La personne qui, sans droit, offre ses services au public en se prévalant du titre d'avocat ou d'un autre titre protégé par la législation sur les avocats est punie de l'amende.

ANHANG

Änderung von Erlassen

Die in Artikel 23 aufgeführten Erlasse werden wie folgt geändert:

1. Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (SGF 114.21.1)

Art. 23 Abs. 1, Einleitungssatz, und Abs. 3

¹ Mit Busse wird bestraft, wer:

...

³ *Aufgehoben*

2. Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1)

Art. 82 Abs. 6

⁶ Er [Der Gerichtspräsident] kann Personen, welche die Ordnungs- oder Anstandsregeln verletzen oder sich seinen Befehlen widersetzen, mit einer Busse bis zu 1000 Franken bestrafen.

3. Gesetz vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf (AnwG) (SGF 137.1)

Art. 38 Abs. 1

¹ Die Person, die ohne entsprechende Ermächtigung ihre Dienste unter Verwendung des Anwaltstitels oder eines anderen, durch die Anwaltsgesetzgebung geschützten Titels öffentlich anbietet, wird mit Busse bestraft.

4. Loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1)

Art. 86 Procédure pénale
a) Peines et mesures

¹ Le conseil communal prononce en la forme de l'ordonnance pénale les amendes de droit communal, les peines privatives de liberté de substitution et, le cas échéant, l'exécution d'un travail d'intérêt général. Le contenu de l'ordonnance pénale est déterminé par l'article 187 du code de procédure pénale.

² Le condamné peut faire opposition par écrit auprès du conseil communal, dans les trente jours dès la notification de l'ordonnance pénale. Le Ministère public ne peut pas faire opposition.

³ En cas d'opposition, le dossier est transmis au juge de police. Les articles 189, 191 et 192 du code de procédure pénale sont applicables.

Renumérotation d'articles

Les articles 86a et 86b introduits par la nouvelle du 16 mars 2006 deviennent les articles 86c et 86d.

Art. 86a b) Produits des amendes et frais

¹ Le produit des amendes appartient à la commune. En cas d'acquiescement, les frais de procédure sont mis à la charge de la commune si le code de procédure pénale ne permet pas de les faire supporter par le prévenu ou par une tierce personne.

² Les frais d'exécution du jugement sont à la charge de la commune. Le condamné y participe conformément aux dispositions du droit fédéral.

³ Les créances de frais de la commune sont soumises à la prescription décennale et productives d'intérêts. Les dispositions du code des obligations sont applicables par analogie.

⁴ Le conseil communal peut remettre tout ou partie des frais si le paiement de ces frais constitue une charge excessive pour le débiteur. La remise peut se faire sous réserve d'un recouvrement ultérieur pour le cas où le débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Art. 86b c) Exécution du travail d'intérêt général

La commune édicte les dispositions nécessaires concernant l'exécution du travail d'intérêt général.

4. Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1)

Art. 86 Strafverfahren
a) Strafen und Massnahmen

¹ Der Gemeinderat spricht die auf Gemeinderecht beruhenden Geldbussen und Ersatzfreiheitsstrafen sowie gegebenenfalls die Verrichtung einer gemeinnützigen Arbeit durch Strafbefehl aus. Der Inhalt des Strafbefehls ist in Artikel 187 der Strafprozessordnung geregelt.

² Der Verurteilte kann innert 30 Tagen nach Zustellung des Strafbefehls beim Gemeinderat schriftlich Einsprache erheben. Die Staatsanwaltschaft kann nicht Einsprache erheben.

³ Wird Einsprache erhoben, so werden die Akten dem Polizeirichter überwiesen. Die Artikel 189, 191 und 192 der Strafprozessordnung sind anwendbar.

Neunummerierung der Artikel

Die durch die Änderung vom 16. März 2006 eingeführten Artikel 86a und 86b werden zu Artikel 86c und 86d.

Art. 86a b) Bussenerträge und Verfahrenskosten

¹ Der Ertrag der Bussen fällt der Gemeinde zu. Bei einem Freispruch gehen die Kosten zu Lasten der Gemeinde, wenn die Strafprozessordnung es nicht erlaubt, sie dem Beschuldigten oder einer Drittperson aufzuerlegen.

² Die Vollzugskosten gehen zu Lasten der Gemeinde. Der Verurteilte beteiligt sich gemäss den Bestimmungen des Bundesrechts daran.

³ Die Kostenforderungen der Gemeinde verjähren nach zehn Jahren und sind verzinslich. Die Bestimmungen des Obligationenrechts gelten sinngemäss.

⁴ Der Gemeinderat kann die Kosten ganz oder teilweise erlassen, wenn sie den Kostenpflichtigen übermässig belasten würden. Beim Erlass kann vorbehalten werden, dass der Betrag eingefordert wird, wenn der Schuldner später zu hinreichenden Mitteln gelangt.

Art. 86b c) Verrichtung einer gemeinnützigen Arbeit

Die Gemeinde erlässt die notwendigen Bestimmungen über die Verrichtung der gemeinnützigen Arbeit.

5. Code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA) (RSF 150.1)

Art. 44 al. 2

² L'autorité peut infliger au contrevenant un blâme ou une amende disciplinaire jusqu'à 1000 francs; dans les cas graves ou en cas de récidive, ce montant peut être augmenté jusqu'à 2000 francs.

Art. 74 al. 2

² Hormis ces cas, une poursuite pénale peut être engagée lorsqu'une personne ne s'est pas conformée à une décision qui lui a été signifiée sous la menace de la peine d'amende prévue à l'article 292 du code pénal suisse.

6. Loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1)

Art. 121 CCS 391

Le tuteur qui refuse d'accepter la tutelle dont il a été définitivement chargé est passible d'une amende de 50 à 200 francs prononcée par le président du tribunal d'arrondissement.

7. Loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1)

Art. 76^{bis} al. 1

¹ Celui qui, sans être au bénéfice d'une patente, exerce des fonctions qui relèvent de la compétence du notaire ou celui qui s'arroge le titre de notaire sans qu'il lui ait été attribué par une autorité compétente est puni de l'amende.

8. Code du 28 avril 1953 de procédure civile (RSF 270.1)

Art. 8 al. 2

² En cas d'infraction aux convenances, le président du tribunal peut infliger aux parties ou à leurs mandataires une réprimande ou une amende de 1000 francs au plus.

5. Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1)

Art. 44 Abs. 2

² Die Behörde kann dem Zuwiderhandelnden einen Verweis erteilen oder eine Ordnungsbusse bis zu 1000 Franken auferlegen; in schweren Fällen oder im Wiederholungsfall kann dieser Betrag bis auf 2000 Franken erhöht werden.

Art. 74 Abs. 2

² Abgesehen von diesen Fällen kann eine Strafverfolgung eingeleitet werden, wenn eine Person einen Entscheid missachtet hat, der ihr unter Androhung von Busse gemäss Artikel 292 des Schweizerischen Strafgesetzbuches eröffnet worden war.

6. Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1)

Art. 121 ZGB 391

Der Vormund, der die Übernahme der ihm endgültig übertragenen Vormundschaft verweigert, wird mit einer Busse von 50 bis 200 Franken bestraft, die vom Präsidenten des Bezirksgerichts ausgesprochen wird.

7. Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (SGF 261.1)

Art. 76^{bis} Abs. 1

¹ Wer, ohne ein Patent zu besitzen, Handlungen vornimmt, die in die Zuständigkeit des Notars fallen, oder wer sich den Titel eines Notars anmass, ohne dass er ihm durch eine zuständige Behörde verliehen wurde, wird mit Busse bestraft.

8. Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (ZPO) (SGF 270.1)

Art. 8 Abs. 2

² Bei Verletzung des Anstandes kann der Gerichtspräsident den Parteien oder ihren Vertretern einen Verweis erteilen oder sie mit einer Ordnungsbusse bis höchstens 1000 Franken bestrafen.

Art. 9 2. Procédés abusifs

La partie ou son mandataire qui use de mauvaise foi ou de procédés téméraires peut être condamnée par le tribunal à une amende disciplinaire de 2000 francs au plus et, en cas de récidive, de 3000 francs au plus.

Art. 217 al. 3

Remplacer «des arrêts jusqu'à six jours ou d'une amende de 500 francs au plus» *par* «d'une amende de 500 francs au plus».

Art. 354 al. 1, 355 al. 2 et 358 al. 2

Remplacer «des peines d'arrêts ou d'amende prévues à l'article 292 du code pénal suisse» *par* «de la peine d'amende prévue à l'article 292 du code pénal suisse».

9. Code du 14 novembre 1996 de procédure pénale (CPP) (RSF 32.1)

Remplacement de termes (ne concerne que le texte français)

Remplacer «détention préventive» *par* «détention avant jugement» *dans les dispositions suivantes:*

Art. 13 al. 2 let. a

Art. 111 al. 1

Art. 103 al. 2

Art. 113 al. 1

Art. 107 al. 1 let. c

Art. 119 al. 2

Intitulé de la section 6 du Chapitre 8

Art. 120 al. 1

Art. 110 al. 1, phr. intr., et al. 2

Art. 182 al. 1 let. b

Art. 1 al. 3

³ Le présent code est applicable aux mineurs dans la mesure fixée par la législation sur la juridiction pénale des mineurs.

Art. 12 b) Ordonnance pénale

Le juge d'instruction peut prononcer par voie d'ordonnance pénale toutes les peines et mesures, ou les décisions postérieures à un jugement (art. 195), qui entreraient dans la compétence d'un juge de police.

Art. 9 2. Mutwillige Prozessführung

Das Gericht kann gegen Parteien und ihre Vertreter, die bösgläubig oder mutwillig prozessieren, Ordnungsbussen bis höchstens 2000 Franken und im Wiederholungsfalle bis höchstens 3000 Franken verhängen.

Art. 217 Abs. 3

Den Ausdruck «zu Haft bis zu sechs Tagen oder zu einer Busse bis zu höchstens 500 Franken» *durch* «zu einer Busse bis zu höchstens 500 Franken» *ersetzen*.

Art. 354 Abs. 1, 355 Abs. 2 und 358 Abs. 2

Den Ausdruck «der im Artikel 292 des schweizerischen Strafgesetzbuches vorgesehenen Haft oder Busse» *durch* «der im Artikel 292 des Schweizerischen Strafgesetzbuches vorgesehenen Busse» *ersetzen*.

9. Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO) (SGF 32.1)

Ersetzung von Begriffen

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 1 Abs. 3

³ Diese Prozessordnung gilt für Jugendliche insoweit, als die Gesetzgebung über die Jugendstrafrechtspflege es vorsieht.

Art. 12 b) Strafbefehl

Der Untersuchungsrichter kann durch Strafbefehl alle Strafen, Massnahmen und nachträglichen Anordnungen (Art. 195) aussprechen, für die sonst ein Polizeirichter zuständig wäre.

Art. 15 al. 1

¹ Le juge de police connaît des affaires qui paraissent devoir entraîner une amende, une peine pécuniaire inférieure ou égale à 180 jours-amende, une peine privative de liberté inférieure ou égale à six mois ou une mesure, à l'exception de celles qui sont visées par les articles 59 à 61, 63 et 64 du code pénal suisse.

Art. 16 Tribunal pénal d'arrondissement

Le tribunal pénal d'arrondissement connaît des affaires qui paraissent devoir entraîner une peine pécuniaire de plus de 180 jours-amende, une peine privative de liberté supérieure à six mois ou une mesure qui ne relève pas de la compétence du juge de police.

Art. 27 al. 1

Abrogé

Art. 31 al. 3

Remplacer «l'article 110 ch. 2 du code pénal suisse» *par* «l'article 110 al. 2 du code pénal suisse».

Art. 36 al. 1 let. a (ne concerne que le texte français) *et let. c*

[¹ Le prévenu indigent peut requérir la désignation d'un défenseur:]

- a) lorsque la détention avant jugement dure depuis plus de quatorze jours;
- c) lorsqu'il risque une peine pécuniaire d'au moins 180 jours-amende ou une peine privative de liberté d'au moins six mois (avec ou sans sursis) ou une mesure privative de liberté;

Art. 71 al. 3 (nouveau)

³ L'article 247 est réservé.

Intitulé de la section 5 du Chapitre 7

Actes officiels et données personnelles

Art. 15 Abs. 1

¹ Der Polizeirichter beurteilt die Angelegenheiten, bei denen eine Busse, eine Geldstrafe von höchstens 180 Tagessätzen, eine Freiheitsstrafe von höchstens sechs Monaten oder eine Massnahme zu erwarten ist; ausgenommen sind die Massnahmen nach den Artikeln 59–61, 63 und 64 des Schweizerischen Strafgesetzbuches.

Art. 16 Bezirksstrafgericht

Das Bezirksstrafgericht beurteilt die Angelegenheiten, bei denen eine Geldstrafe von mehr als 180 Tagessätzen, eine Freiheitsstrafe von mehr als sechs Monaten oder eine Massnahme, die nicht in die Zuständigkeit des Polizeirichters fällt, zu erwarten ist.

Art. 27 Abs. 1

Aufgehoben

Art. 31 Abs. 3

Den Ausdruck «110 Ziff. 2 des Schweizerischen Strafgesetzbuches» *durch* «110 Abs. 2 des Schweizerischen Strafgesetzbuches» *ersetzen*.

Art. 36 Abs. 1 Bst. a und c

[¹ Der mittellose Beschuldigte kann die Bezeichnung eines Verteidigers verlangen:]

- a) betrifft nur den französischen Text;
- c) wenn ihm eine bedingt oder unbedingt vollziehbare Geldstrafe von mindestens 180 Tagessätzen oder eine Freiheitsstrafe von mindestens sechs Monaten oder eine freiheitsentziehende Massnahme droht;

Art. 71 Abs. 3 (neu)

³ Artikel 247 bleibt vorbehalten.

Überschrift des 5. Abschnitts des 7. Kapitels

Amtliche Akten und Personendaten

Art. 96 al. 2 (nouveau)

² Les autorités judiciaires peuvent accéder, par voie d'appel, aux données du service cantonal chargé des impôts directs et aux données des offices de poursuite, nécessaires pour fixer le montant de l'amende ou du jour-amende selon la situation économique de l'auteur. Le Conseil d'Etat fixe les modalités par voie de règlement.

Art. 119 al. 1

Remplacer «l'autorité d'exécution des peines» par «l'autorité d'application des sanctions pénales».

Art. 120 al. 3

³ Les sûretés acquises à l'Etat servent en premier lieu au paiement de la peine pécuniaire ou de l'amende, puis des frais de procédure et finalement à la réparation du dommage subi par le lésé; le solde éventuel est versé à la caisse de l'Etat. L'article 73 du code pénal suisse est réservé.

Art. 131 al. 1 let. c

[¹ L'examen physique ou mental du prévenu peut être ordonné si cela est nécessaire pour:]

c) ou respecter d'autres exigences du droit fédéral, notamment pour statuer sur le besoin d'une mesure au sens des articles 59 à 61, 63 et 64 du code pénal suisse.

Art. 143 al. 1, 1^{re} phr.

[¹ Celui qui:

...,]

sera puni d'une amende de 2000 francs au plus et, dans les cas des lettres b et c, d'une amende de 10 000 francs au plus. (*Suite inchangée*).

Art. 162 al. 1 let. c ch. 3

[¹ Le juge d'instruction, ou dans les affaires de sa compétence le préfet, prononce le non-lieu:

...

Art. 96 Abs. 2 (neu)

² Die Gerichtsbehörden können im Abrufverfahren auf die Daten des für die direkten Steuern zuständigen, kantonalen Amtes sowie der Betriebsämter zugreifen, sofern diese Daten für die Festlegung des Bussenbetrages oder des Tagessatzes aufgrund der wirtschaftlichen Situation des Täters notwendig sind. Der Staatsrat legt die Modalitäten in einem Reglement fest.

Art. 119 Abs. 1

Den Ausdruck «Strafvollzugsbehörde» durch «für den Vollzug der Strafsanktionen zuständige Behörde» ersetzen.

Art. 120 Abs. 3

³ Die dem Staat verfallene Sicherheitsleistung dient zunächst zur Bezahlung der Geldstrafe oder der Busse, sodann zur Bezahlung der Verfahrenskosten und schliesslich zur Deckung des Schadens, den der Geschädigte erlitten hat; ein allfälliger Überschuss fällt in die Staatskasse. Artikel 73 des Schweizerischen Strafgesetzbuches bleibt vorbehalten.

Art. 131 Abs. 1 Bst. c

[¹ Eine Untersuchung des körperlichen oder geistigen Zustandes des Beschuldigten kann angeordnet werden, wenn dies nötig ist:]

c) oder um anderen Anforderungen des Bundesrechts zu entsprechen, insbesondere um abzuklären, ob eine Massnahme im Sinne der Artikel 59–61, 63 und 64 des Schweizerischen Strafgesetzbuches nötig ist.

Art. 143 Abs. 1, 1. Satz

[¹ Wer:

...,]

wird mit einer Busse von höchstens 2000 Franken und in den Fällen der Buchstaben b und c mit einer Busse von höchstens 10 000 Franken bestraft. (*Rest unverändert*).

Art. 162 Abs. 1 Bst. c Ziff. 3

[¹ Der Untersuchungsrichter oder, in den Angelegenheiten, für die er zuständig ist, der Oberamtmannt stellt das Verfahren ein, wenn:

...

c) ou lorsqu'il acquiert la conviction que les circonstances ne justifient pas la poursuite de la procédure, notamment:]

3. s'il estime que l'infraction n'aurait guère d'influence sur la peine, sur la mesure ou sur la peine complémentaire au sens de l'article 49 al. 2 du code pénal suisse.

Art. 163 al. 1

¹ La renonciation peut être partielle. Elle n'empêche notamment pas la poursuite de la procédure lorsque des mesures au sens des articles 69 à 73 du code pénal suisse paraissent nécessaires ou qu'il y a lieu de requérir une mesure au sens des articles 59 à 61, 63 ou 64 du code pénal suisse en cas d'irresponsabilité du prévenu.

Art. 182 al. 1 let. c et e (nouvelle)

[¹ Le dispositif du jugement contient, outre les mentions prescrites à l'article 59:]

- c) la décision relative aux prétentions civiles, aux mesures selon les articles 66 à 73 du code pénal suisse et à l'attribution des frais et dépens;
- e) le cas échéant, la motivation circonstanciée du choix de la courte peine privative de liberté ferme.

Art. 186 al. 2^{bis} (nouveau)

^{2bis} Lorsqu'il prononce une courte peine privative de liberté ferme, le juge de police motive ce choix de manière circonstanciée.

Art. 187 al. 2 let. b et al. 3 (nouveau)

[² L'ordonnance pénale contient, outre les mentions prescrites à l'article 59:]

- b) la déclaration de culpabilité, la peine prononcée et la décision relative à l'attribution des frais et, le cas échéant, aux mesures selon les articles 66 à 73 du code pénal suisse;

³ En cas de condamnation à une courte peine privative de liberté ferme, l'ordonnance pénale contient en outre une motivation du choix de la peine.

c) oder er zur Überzeugung gelangt, dass die Umstände die Fortsetzung des Verfahrens nicht rechtfertigen, insbesondere, wenn:]

3. die Tat für die Strafe oder Massnahme oder die Zusatzstrafe nach Artikel 49 Abs. 2 des Schweizerischen Strafgesetzbuches voraussichtlich kaum ins Gewicht fallen würde.

Art. 163 Abs. 1

¹ Ein teilweiser Verzicht ist möglich. Der Verzicht steht der Fortsetzung des Verfahrens insbesondere dann nicht entgegen, wenn Massnahmen nach den Artikeln 69–73 des Schweizerischen Strafgesetzbuches geboten erscheinen oder wenn bei Unzurechnungsfähigkeit des Täters eine Massnahme im Sinne der Artikel 59–61, 63 oder 64 des Schweizerischen Strafgesetzbuches zu beantragen ist.

Art. 182 Abs. 1 Bst. c und e (neu)

[¹ Das Urteilsdispositiv enthält neben den Angaben nach Artikel 59:]

- c) den Entscheid über die Zivilansprüche, die Massnahmen nach den Artikeln 66–73 des Schweizerischen Strafgesetzbuches und die Auferlegung der Verfahrens- und Parteikosten;
- e) gegebenenfalls die Begründung, weshalb eine kurze unbedingte Freiheitsstrafe ausgesprochen wird.

Art. 186 Abs. 2^{bis} (neu)

^{2bis} Spricht der Polizeirichter eine kurze unbedingte Freiheitsstrafe aus, so hat er diese Strafform näher zu begründen.

Art. 187 Abs. 2 Bst. b und Abs. 3 (neu)

[² Der Strafbefehl enthält neben den Angaben nach Artikel 59:]

- b) den Schuldspruch, die angeordnete Strafe und den Entscheid über die Auferlegung der Verfahrenskosten und gegebenenfalls über die Massnahmen nach den Artikeln 66–73 des Schweizerischen Strafgesetzbuches;

³ Im Falle einer Verurteilung zu einer kurzen Freiheitsstrafe enthält der Strafbefehl eine Begründung für die Wahl dieser Strafform.

Art. 195 al. 1 et 2

¹ Sauf disposition contraire, le magistrat ou le président du tribunal qui a statué prend les décisions postérieures au jugement que la loi place dans la compétence du juge.

² *Remplacer* «Les autorités d'exécution» *par* «L'autorité d'application des sanctions pénales».

Art. 198 al. 1

Remplacer «l'article 110 ch. 2 du code pénal suisse» *par* «l'article 110 al. 2 du code pénal suisse».

Art. 212 al. 2, phr. intr.

² Toutefois, l'appel dirigé contre un jugement prononçant une amende inférieure à 3000 francs, une peine pécuniaire inférieure à dix jours-amende, un travail d'intérêt général de moins de quarante heures ou une peine privative de liberté de moins de dix jours ou dirigé contre un jugement du Tribunal pénal économique ne peut être interjeté que:

...

Art. 217 let. b et c

[La Cour d'appel peut renoncer à tenir des débats:]

- b) si l'appel est interjeté contre une condamnation à une amende inférieure à 3000 francs, une peine pécuniaire inférieure à dix jours-amende, un travail d'intérêt général de moins de quarante heures ou une peine privative de liberté de moins de dix jours;
- c) si l'appel porte exclusivement sur l'attribution des frais et dépens ou sur des mesures au sens des articles 66 à 73 du code pénal suisse;

Art. 236 titre médian et al. 1, phr. intr.

Sûretés pour la perception des amendes, des peines pécuniaires et des frais

¹ L'autorité peut séquestrer des biens du prévenu dans la mesure nécessaire à couvrir les frais, amendes et peines pécuniaires prévisibles:

...

Art. 195 Abs. 1 und 2

¹ Soweit nichts anderes bestimmt ist, trifft der Richter, der das Urteil gefällt hat, bei einem Urteil eines Gerichts aber dessen Präsident, die nachträglichen Anordnungen, für die das Gesetz die Zuständigkeit des Richters vorsieht.

² *Den Ausdruck* «Vollzugsbehörden» *durch* «für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständigen Behörden» *ersetzen*.

Art. 198 Abs. 1

Den Ausdruck «110 Ziff. 2 des Schweizerischen Strafgesetzbuches» *durch* «110 Abs. 2 des Schweizerischen Strafgesetzbuches» *ersetzen*.

Art. 212 Abs. 2, Einleitungssatz

² Mit der Berufung gegen eine Verurteilung zu einer Busse von weniger als 3000 Franken, zu einer Geldstrafe von weniger als 10 Tagessätzen, zu einer gemeinnützigen Arbeit von weniger als 40 Stunden oder zu einer Freiheitsstrafe von weniger als 10 Tagen oder gegen ein Urteil des Wirtschaftsstrafgerichts kann jedoch nur geltend gemacht werden:

...

Art. 217 Bst. b und c

[Der Strafappellationshof kann auf die Durchführung einer Verhandlung verzichten, wenn sich die Berufung:]

- b) gegen eine Verurteilung zu einer Busse von weniger als 3000 Franken, zu einer Geldstrafe von weniger als 10 Tagessätzen, zu einer gemeinnützigen Arbeit von weniger als 40 Tagen oder zu einer Freiheitsstrafe von weniger als 10 Tagen richtet;
- c) ausschliesslich auf die Auferlegung der Verfahrens- und Parteikosten oder auf Massnahmen nach den Artikeln 66–73 des Schweizerischen Strafgesetzbuches richtet;

Art. 236 Artikelüberschrift und Abs. 1, Einleitungssatz

Sicherheiten für Busse, Geldsstrafe und Kosten

¹ Die Behörde darf Vermögensstücke des Beschuldigten beschlagnehmen, soweit dies zur Deckung der Verfahrenskosten und einer zu erwartenden Busse oder Geldstrafe erforderlich ist, wenn:

...

Intitulé du Chapitre 16

Force exécutoire, application et exécution des sanctions pénales

Art. 246 al. 5

Remplacer «aux organes d'exécution des peines» *par* «à l'autorité d'application des sanctions pénales».

Intitulé de la section 2 du Chapitre 16

Application et exécution des sanctions pénales

Art. 247

¹ Les autorités judiciaires communiquent à l'autorité d'application des sanctions pénales:

- a) une copie du dispositif écrit des jugements, entrés en force, prononçant des peines privatives de liberté, des mesures et un travail d'intérêt général;
- b) une copie de ces jugements rédigés ou des ordonnances pénales;
- c) une copie des expertises médicales.

² L'autorité d'application des sanctions pénales peut requérir la mise à disposition du dossier judiciaire. Elle peut avoir accès, par voie d'appel, aux données servant à l'identification des personnes condamnées ainsi qu'à celles qui sont relatives aux sanctions pénales prononcées et au recouvrement des amendes et des peines pécuniaires.

³ L'application et l'exécution des sanctions pénales sont régies pour le surplus par la loi d'application du code pénal.

Art. 248 à 252

Abrogés

Überschrift des 16. Kapitels

Rechtskraft, Vollzug und Vollstreckung

Art. 246 Abs. 5

Den Ausdruck «Strafvollzugsorganen» *durch* «für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständigen Organen» *ersetzen*.

Überschrift des 2. Abschnitts des 16. Kapitels

Vollzug und Vollstreckung der strafrechtlichen Sanktionen

Art. 247

¹ Die Gerichtsbehörden übermitteln der für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständigen Behörde folgende Unterlagen:

- a) eine Kopie des schriftlichen Urteilsdispositivs nach Eintritt der Rechtskraft, wenn das Urteil auf Freiheitsstrafe, eine Massnahme oder gemeinnützige Arbeit lautet;
- b) eine Kopie der entsprechenden ausgefertigten Urteile oder der Strafbefehle;
- c) eine Kopie der ärztlichen Gutachten.

² Die für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständige Behörde kann verlangen, dass ihr das Gerichtsossier zur Verfügung gestellt wird. Sie kann mit einem Abrufverfahren Zugriff auf die Daten erhalten, die zur Identifizierung der verurteilten Personen dienen oder die sich auf die ausgesprochenen strafrechtlichen Sanktionen oder den Bezug der Bussen und Geldstrafen beziehen.

³ Der Vollzug und die Vollstreckung der strafrechtlichen Sanktionen werden im Übrigen im Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch geregelt.

Art. 248–252

Aufgehoben

**10. Loi du 2 octobre 1996 sur les Etablissements de Bellechasse
(RSF 341.1.1)**

Art. 2 al. 1

¹ Le pénitencier est destiné à l'exécution des peines et mesures privatives de liberté, conformément aux dispositions de la législation fédérale et du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (concordat latin sur la détention pénale des adultes).

Art. 3 al. 1

¹ Le foyer La Sapinière est destiné à accueillir les personnes privées de liberté à des fins d'assistance et les personnes internées en application des articles 59, 60 et 64 du code pénal suisse.

Art. 30 al. 1

¹ Les sanctions suivantes peuvent être prononcées:

- a) l'avertissement;
- b) l'imposition de restrictions définies dans le règlement des détenus et des internés;
- c) l'amende;
- d) l'isolement en cellule avec ou sans travail;
- e) les arrêts en cellule forte jusqu'à trente jours.

11. Loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire) (RSF 411.0.1)

Art. 32 Violation des obligations scolaires

Celui qui, intentionnellement ou par négligence, n'aura pas satisfait à son obligation d'envoyer un enfant en âge de scolarité obligatoire dans une école publique ou privée ou de lui dispenser un enseignement à domicile sera puni d'une amende de 50 à 5000 francs, prononcée par le préfet.

**10. Gesetz vom 2. Oktober 1996 über die Anstalten von Bellechasse
(SGF 341.1.1)**

Art. 2 Abs. 1

¹ Die Strafanstalt dient der Vollstreckung der freiheitsentziehenden Strafen und Massnahmen, gemäss den Bestimmungen der Bundesgesetzgebung und des Konkordats vom 10. April 2006 über den Vollzug der Freiheitsstrafen und Massnahmen an Erwachsenen und jungen Erwachsenen in den Kantonen der lateinischen Schweiz (Konkordat über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen).

Art. 3 Abs. 1

¹ Das Heim «Tannenhof» dient der Aufnahme von Personen, gegen die eine fürsorgliche Freiheitsentziehung angeordnet wurde, sowie von Personen, die in Anwendung der Artikel 59, 60 und 64 des Schweizerischen Strafgesetzbuchs eingewiesen werden.

Art. 30 Abs. 1

¹ Folgende Strafen können verhängt werden:

- a) der Verweis;
- b) die Auferlegung von Beschränkungen, die im Reglement für die Gefangenen und Verwahrten aufgeführt sind;
- c) die Busse;
- d) Zellenhaft mit oder ohne Arbeit;
- e) scharfer Zellenarrest bis zu dreissig Tagen.

11. Gesetz vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) (SGF 411.0.1)

Art. 32 Verletzung der Schulpflichten

Wer absichtlich oder fahrlässig ein schulpflichtiges Kind nicht in eine öffentliche oder private Schule schickt oder ihm keinen Unterricht zu Hause erteilt, wird vom Oberamtmann mit einer Busse von 50 bis 5000 Franken bestraft.

12. Loi du 27 septembre 1990 sur la prophylaxie et les soins dentaires scolaires (RSF 413.5.1)

Art. 11

Celui qui, intentionnellement ou par négligence, n'aura pas satisfait aux obligations prescrites par les articles 6 et 7 sera frappé d'une amende allant de 50 à 1000 francs, prononcée par le préfet. La procédure pénale est applicable.

13. Loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1)

Art. 231 al. 1

¹ Celui qui, dans le but de commettre une soustraction d'impôt au sens des articles 220 à 222, fait usage de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu tels que des livres comptables, des bilans, des comptes de résultats ou des certificats de salaire et autres attestations de tiers, dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Art. 232 Détournement de l'impôt à la source

Celui qui, tenu de percevoir l'impôt à la source, détourne les montants perçus à son profit ou à celui d'un tiers est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Art. 235 al. 2

² L'article 49 du code pénal suisse n'est applicable qu'aux peines privatives de liberté.

14. Loi du 1^{er} mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (RSF 635.1.1)

Art. 58 al. 1

¹ Celui qui, dans le but de commettre une soustraction de droits ou de centimes additionnels, fait usage de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu est punissable d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

12. Gesetz vom 27. September 1990 über die Schulzahnpflege und -prophylaxe (SGF 413.5.1)

Art. 11

Wer seine Pflichten nach Artikel 6 und 7 vorsätzlich oder fahrlässig nicht erfüllt, wird vom Oberamtmann mit einer Busse von 50 bis 1000 Franken bestraft. Das Strafverfahrensrecht ist anwendbar.

13. Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1)

Art. 231 Abs. 1

¹ Wer zum Zwecke einer Steuerhinterziehung im Sinne der Artikel 220–222 gefälschte, verfälschte oder inhaltlich unwahre Urkunden wie Geschäftsbücher, Bilanzen, Erfolgsrechnungen oder Lohnausweise und andere Bescheinigungen Dritter zur Täuschung der Steuerbehörden gebraucht, wird mit einer Freiheitsstrafe von höchstens drei Jahren oder einer Geldstrafe bestraft.

Art. 232 Veruntreuung von Quellensteuern

Wer zum Steuerabzug an der Quelle verpflichtet ist und abgezogene Steuern zu seinem oder eines andern Nutzen verwendet, wird mit einer Freiheitsstrafe von höchstens drei Jahren oder einer Geldstrafe bestraft.

Art. 235 Abs. 2

² Artikel 49 des Schweizerischen Strafgesetzbuches ist nur für die Freiheitsstrafen anwendbar.

14. Gesetz vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (SGF 635.1.1)

Art. 58 Abs. 1

¹ Wer zum Zwecke der Hinterziehung von Steuern oder Zusatzabgaben gefälschte, verfälschte oder inhaltlich unwahre Urkunden verwendet, wird mit einer Freiheitsstrafe von höchstens drei Jahren oder mit einer Geldstrafe bestraft.

15. Loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (RSF 635.4.1)

Art. 15 Disposition pénale

Celui qui contrevient aux dispositions des articles 13 et 14 de la présente loi est passible d'une amende de 50 à 1000 francs, qui est prononcée par le préfet conformément à la procédure pénale.

16. Loi du 25 septembre 1974 sur l'imposition des bateaux (RSF 635.4.2)

Art. 10 al. 1

¹ Celui qui contrevient aux dispositions de la présente loi est passible d'une amende de 50 à 200 francs.

17. Loi du 28 septembre 1993 sur l'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole (RSF 635.6.1)

Art. 43 al. 1

¹ Celui qui, dans le but de commettre une soustraction d'impôt, fait usage de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu est punissable d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

18. Loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RSF 710.1)

Art. 199 Contraventions

¹ Est passible d'une amende jusqu'à 50 000 francs celui qui:

- a) aura exécuté ou fait exécuter un projet de construction sans permis ou en violation des plans, des conditions du permis ou d'une mesure de protection;
- b) aura contrevenu aux règles de construction fixées dans la loi ou les règlements;
- c) aura contrevenu aux conditions d'une autorisation d'exploitation;
- d) aura procédé à la démolition d'une construction ou installation avant la fin du délai de recours ou en violation d'une décision accordant l'effet suspensif au recours;
- e) aura délivré des attestations inexactes dans le cadre du certificat de conformité.

15. Gesetz vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (SGF 635.4.1)

Art. 15 Strafbestimmungen

Wer den Bestimmungen der Artikel 13 und 14 dieses Gesetzes zuwiderhandelt, wird mit einer Busse von 50 bis 1000 Franken bestraft; sie wird vom Oberamtmann gemäss dem Strafverfahrensrecht ausgesprochen.

16. Gesetz vom 25. September 1974 betreffend die Besteuerung der Schiffe (SGF 635.4.2)

Art. 10 Abs. 1

¹ Wer den Bestimmungen dieses Gesetzes zuwiderhandelt, wird mit einer Busse von 50 bis 200 Franken bestraft.

17. Gesetz vom 28. September 1993 über die Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes (SGF 635.6.1)

Art. 43 Abs. 1

¹ Wer zum Zwecke einer Steuerhinterziehung gefälschte, verfälschte oder inhaltlich unwahre Urkunden verwendet, wird mit einer Freiheitsstrafe von höchstens drei Jahren oder mit einer Geldstrafe bestraft.

18. Raumplanungs- und Baugesetz vom 9. Mai 1983 (SGF 710.1)

Art. 199 Übertretungen

¹ Mit Busse bis zu 50 000 Franken wird bestraft, wer:

- a) ohne Bewilligung oder indem er Pläne, Bewilligungsvoraussetzungen oder eine Schutzmassnahme verletzt, ein Bauprojekt ausführt oder ausführen lässt;
- b) den Bauvorschriften des Gesetzes oder des Reglements zuwiderhandelt;
- c) den Bedingungen der Ausbeutungsbewilligung zuwiderhandelt;
- d) mit dem Abbruch einer Baute oder Anlage vor Ablauf der Beschwerdefrist oder beginnt oder mit dem Abbruch eine angeordnete aufschiebende Wirkung verletzt;

² Dans les cas graves, notamment lors de:

- a) réalisation d'un projet malgré le refus d'un permis de construire;
- b) récidive;
- c) travaux illicites réalisés sur des bâtiments protégés ou recensés, l'amende peut être portée à 100 000 francs.

³ La peine est prononcée par le préfet, conformément au code de procédure pénale.

19. Loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RSF 731.0.1)

Art. 50 al. 1, 2 et 4

¹ Est puni d'une amende de 50 à 2000 francs celui qui contrevient aux prescriptions de la présente loi ou des dispositions d'exécution.

² Est puni d'une amende de 50 à 500 francs celui qui refuse de servir dans un corps de sapeurs-pompiers.

⁴ *Abrogé*

20. Loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (RSF 732.1.1)

Art. 92 al. 1, phr. intr., et al. 4 et 5

¹ Est passible d'une amende de 50 à 1000 francs:

...

⁴ *Abrogé*

⁵ *Abrogé*

21. Loi du 15 décembre 1967 sur les routes (RSF 741.1)

Art. 133 al. 3

Abrogé

Art. 134 al. 5

Abrogé

e) im Rahmen des Übereinstimmungsnachweises ungenaue Angaben macht.

² In schweren Fällen, namentlich wenn:

- a) ein Projekt trotz verweigerter Baubewilligung verwirklicht wird;
- b) es sich um einen Rückfall handelt;
- c) unerlaubte Arbeiten an geschützten oder verzeichneten Gebäuden vorgenommen werden,

kann eine Busse bis zu 100 000 Franken ausgesprochen werden.

³ Die Strafe wird gemäss der Strafprozessordnung vom Oberamtmann verhängt.

19. Gesetz vom 12. November 1964 betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (SGF 731.0.1)

Art. 50 Abs. 1, 2 und 4

¹ Widerhandlungen gegen dieses Gesetz und die Ausführungsbestimmungen werden mit einer Busse von 50 bis 2000 Franken bestraft.

² Wer den Feuerwehrdienst verweigert, wird mit einer Busse von 50 bis 500 Franken bestraft.

⁴ *Aufgehoben*

20. Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (SGF 732.1.1)

Art. 92 Abs. 1, Einleitungssatz, und Abs. 4 und 5

¹ Mit einer Busse von 50 bis 1000 Franken wird bestraft:

...

⁴ *Aufgehoben*

⁵ *Aufgehoben*

21. Strassengesetz vom 15. Dezember 1967 (SGF 741.1)

Art. 133 Abs. 3

Aufgehoben

22. Loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux (RSF 743.0.1)

Art. 63 al. 1 et 3

¹ Celui qui contrevient aux prescriptions de la présente loi ou à ses dispositions d'exécution est passible d'une amende de 50 à 10 000 francs.

³ *Abrogé*

23. Loi du 4 février 1972 sur le domaine public (RSF 750.1)

Art. 60 al. 1 et 3

¹ Celui qui contrevient aux prescriptions de la présente loi ou à ses dispositions d'exécution sera puni d'une amende de 50 à 10 000 francs.

³ *Abrogé*

24. Loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR) (RSF 781.1)

Art. 22 al. 1

¹ Les dispositions d'exécution de la présente loi peuvent prévoir pour les infractions qu'elles définissent une amende de 50 à 2000 francs.

25. Loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD) (RSF 810.2)

Art. 35 al. 1 let. a

[¹ Les sanctions administratives suivantes peuvent être prononcées:]

a) l'amende jusqu'à 10 000 francs;

Art. 36 al. 1, phr. intr., et al. 2 et 3

¹ Sera puni de l'amende celui qui, intentionnellement ou par négligence:

...

Art. 134 Abs. 5

Aufgehoben

22. Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau (SGF 743.0.1)

Art. 63 Abs. 1 und 3

¹ Wer den Bestimmungen dieses Gesetzes oder den Ausführungsbestimmungen zuwiderhandelt, wird mit einer Busse von 50 bis 10 000 Franken bestraft.

³ *Aufgehoben*

23. Gesetz vom 4. Februar 1972 über die öffentlichen Sachen (SGF 750.1)

Art. 60 Abs. 1 und 3

¹ Wer den Bestimmungen dieses Gesetzes oder den Ausführungsbestimmungen zuwiderhandelt, wird mit einer Busse von 50 bis 10 000 Franken bestraft.

³ *Aufgehoben*

24. Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG) (SGF 781.1)

Art. 22 Abs. 1

¹ Die Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetz können für die in ihnen bezeichneten Widerhandlungen eine Busse von 50 bis 2000 Franken vorsehen.

25. Gesetz vom 13. November 1996 über die Abfallbewirtschaftung (ABG) (SGF 810.2)

Art. 35 Abs. 1 Bst. a

[¹ Folgende Ordnungsstrafen können verhängt werden:]

a) Busse bis zu 10 000 Franken;

² Sera également puni de l'amende l'exploitant d'une installation passible d'une sanction administrative en application de l'article 34.

³ *Abrogé*

26. Loi du 16 novembre 1999 sur la santé (RSF 821.0.1)

Art. 128 al. 1, phr. intr.

¹ Est passible de l'amende jusqu'à 100 000 francs la personne qui:

...

27. Loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (RSF 831.0.1)

Art. 37a al. 1

¹ Est passible d'amende celui qui contrevient aux articles 24 et 29 de la présente loi.

28. Loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales (RSF 836.1)

Art. 42 1. Contraventions

Sera puni de l'amende celui qui:

- a) en violation de son obligation, donne sciemment ou par grave négligence des renseignements inexacts ou refuse d'en donner;
- b) s'oppose à un contrôle ordonné par l'autorité compétente ou le rend impossible de toute autre manière;
- c) ne remplit pas les formules prescrites ou ne les remplit pas de façon véridique.

29. Loi du 24 novembre 1859 concernant la sanctification des dimanches et fêtes (RSF 865.1)

Art. 4

Art. 36 Abs. 1, Einleitungssatz, und Abs. 2 und 3

¹ Mit Busse wird bestraft, wer absichtlich oder fahrlässig:

...

² Der Betreiber einer Anlage, der in Anwendung von Artikel 34 mit einer Ordnungsstrafe bestraft wurde, wird ebenfalls mit Busse bestraft.

³ *Aufgehoben*

26. Gesundheitsgesetz vom 16. November 1999 (SGF 821.0.1)

Art. 128 Abs. 1, Einleitungssatz

¹ Mit einer Busse bis zu 100 000 Franken wird bestraft:

...

27. Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SGF 831.0.1)

Art. 37a Abs. 1

¹ Wer gegen die Artikel 24 und 29 dieses Gesetzes verstösst, wird mit Busse bestraft.

28. Gesetz vom 26. September 1990 über die Familienzulagen (SGF 836.1)

Art. 42 1. Übertretungen

Mit Busse wird bestraft, wer:

- a) in Verletzung seiner Auskunftspflicht wissentlich oder grobfahrlässig unwahre Auskunft erteilt oder die Auskunft verweigert;
- b) sich einer von der zuständigen Behörde angeordneten Kontrolle widersetzt oder diese auf andere Weise verunmöglicht;
- c) die vorgeschriebenen Formulare nicht oder nicht wahrheitsgetreu ausfüllt.

Les contraventions aux dispositions mentionnées dans la présente loi seront punies d'une amende de 50 à 100 francs.

30. Loi du 26 septembre 1985 encourageant la construction de logements à caractère social (RSF 87.2)

Art. 31

Abrogé

31. Loi du 16 mai 1961 sur l'amélioration des espèces bovine, chevaline et du menu bétail (RSF 913.0.1)

Art. 17 al. 1 et 2

¹ Les infractions aux dispositions de la présente loi sont passibles d'une amende de 300 francs au plus; dans les cas graves, une amende jusqu'à 10 000 francs peut être prononcée.

² Les détenteurs de sujets mâles utilisés pour la monte sans être approuvés sont passibles d'une amende de 100 francs au minimum par sujet pour l'espèce bovine et chevaline et de 50 francs au minimum par sujet pour le menu bétail.

32. Loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN) (RSF 921.1)

Art. 77 al. 1, phr. intr., et al. 5

¹ Est passible d'une amende de 20 000 francs au plus et, dans les cas graves, de 50 000 francs au plus la personne qui aura enfreint intentionnellement ou par négligence:

...

⁵ *Abrogé*

33. Loi du 6 novembre 1986 sur les réclames (RSF 941.2)

Art. 16 al. 1, phr. intr.

¹ Sera puni d'une amende de 50 francs à 2000 francs celui qui:

...

29. Gesetz vom 24. November 1859 betreffend die Heiligung der Sonn- und Feiertage (SGF 865.1)

Art. 4

Die Widerhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Gesetzes werden mit Busse von 50 bis 100 Franken geahndet.

30. Gesetz vom 26. September 1985 über die Sozialwohnbauförderung (SGF 87.2)

Art. 31

Aufgehoben

31. Gesetz vom 16. Mai 1961 über die Verbesserung der Rindvieh-, Pferde- und Kleinvieh-zucht (SGF 913.0.1)

Art. 17 Abs. 1 und 2

¹ Widerhandlungen gegen das vorliegende Gesetz werden mit einer Busse bis zu 300 Franken geahndet; in schweren Fällen kann eine Busse bis zu 10 000 Franken ausgesprochen werden.

² Wer nicht anerkannte männliche Tiere zur Zucht verwendet, wird pro Tier mit einer Busse von mindestens 100 Franken für das Rindvieh und die Pferde und von mindestens 50 Franken für das Kleinvieh bestraft.

32. Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG) (SGF 921.1)

Art. 77 Abs. 1, Einleitungssatz, und Abs. 5

¹ Mit einer Busse bis zu 20 000 Franken und in schweren Fällen bis zu 50 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich oder fahrlässig gegen:

...

⁵ *Aufgehoben*

34. Loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1)

Art. 50 al. 1, phr. intr.

¹ Est puni d'une amende jusqu'à 2000 francs, ou jusqu'à 10 000 francs en cas de récidive dans les cinq ans à compter du moment de l'infraction:

...

35. Loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED) (RSF 952.1)

Art. 71 al. 1, phr. intr., et al. 2

¹ Est puni d'une amende jusqu'à 2000 francs, ou jusqu'à 10 000 francs en cas de récidive dans les deux ans à compter du moment de l'infraction:

...

² En cas d'infraction grave, une amende jusqu'à 20 000 francs peut être infligée.

33. Gesetz vom 6. November 1986 über die Reklamen (SGF 941.2)

Art. 16 Abs. 1, Einleitungssatz

¹ Mit einer Busse von 50 bis 2000 Franken wird bestraft, wer:

...

34. Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und die Spielsalons (SGF 946.1)

Art. 50 Abs. 1, Einleitungssatz

¹ Mit einer Busse bis 2000 Franken oder bei Rückfall innert 5 Jahren seit der letzten Widerhandlung bis 10 000 Franken wird bestraft:

...

35. Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG) (SGF 952.1)

Art. 71 Abs. 1, Einleitungssatz, und Abs. 2

¹ Mit einer Busse bis zu 2000 Franken oder bei Rückfall innert zwei Jahren seit der letzten Widerhandlung bis zu 10 000 Franken wird bestraft:

...

² Bei einer schweren Widerhandlung kann eine Busse bis zu 20 000 Franken ausgesprochen werden.